

Rapport d'activité 2016

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	15
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	19
Financement de l'économie et structure financière	19
<i>Résilience et soutenabilité du système financier : une approche en écosystème</i>	19
<i>L'hystérèse des bulles financières</i>	19
<i>L'impact macroéconomique des politiques monétaires non conventionnelles : identification à haute fréquence</i>	20
<i>Politique monétaire, finance et politiques climatiques</i>	20
<i>Futur de l'Europe, frictions financières et financement climatique</i>	21
Flux financiers et système monétaire international	22
<i>Positions financières brutes</i>	22
<i>Une analyse synthétique de l'équilibre mondial entre épargne et investissement</i> ...	22
<i>Restructuration des dettes souveraines : peut-on sortir du cas par cas ?</i>	22
<i>La gouvernance monétaire et financière mondiale : une réforme est-elle nécessaire ?</i>	23
<i>L'impact du resserrement monétaire américain sur les économies émergentes</i> ...	23
Incertitude, croissance potentielle et cycles	24
<i>Croissance potentielle, stagnation séculaire, taux d'intérêt naturel</i>	24
<i>Incertitude et cycle économique : analyse de la conjoncture transatlantique et prévision</i>	24
<i>Finance, croissance et inégalités : quelle causalité ?</i>	25
<i>Multiplicateurs fiscaux : une estimation à travers les chocs de taxe foncière</i>	26
Changes et matières premières	27
<i>Impact de l'inflation sur la transmission des variations de change aux prix et crédibilité de la politique monétaire</i>	27
<i>Effets macroéconomiques des fluctuations des prix du pétrole sur les pays en développement</i>	28
ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	33
Développer les outils d'analyse des économies émergentes	33
<i>La prise en compte des bénéfices futurs des réformes structurelles dans les CDS souverains : une analyse comparée pays émergents – pays développés</i> ...	33
<i>Le niveau optimal des réserves de change des pays émergents</i>	33
<i>Mesurer l'impact économique des infrastructures de transport sur le commerce mondial</i>	34
Mieux comprendre la stratégie économique de la Chine et son impact sur l'Afrique	36
<i>Décrypter la stratégie économique chinoise : le 13^e plan quinquennal</i>	36
<i>L'impact du développement des flux commerciaux entre la Chine et l'Afrique sur la croissance des pays africains</i>	37

S
O
M
M
A
I
R
E

Mesurer l'impact des politiques sectorielles en Chine	37
<i>L'efficacité des « export processing zones »</i>	<i>37</i>
<i>L'impact économique du développement des city commercial banks en Chine.....</i>	<i>38</i>
<i>Pollution : l'évolution de l'intensité émissive de l'économie chinoise</i>	<i>38</i>
<i>Les biens de consommation : le marché chinois.....</i>	<i>39</i>
<i>Le commerce "ordinaire" : le nouveau moteur des échanges chinois.....</i>	<i>40</i>
Approfondir l'analyse du potentiel industriel des grands pays émergents ...	40
<i>Panorama de l'économie russe.....</i>	<i>40</i>
<i>Politiques de développement régional et diversification du tissu industriel en Turquie.....</i>	<i>40</i>
Premières analyses des conséquences économiques de la crise des réfugiés.....	41
<i>L'impact des réfugiés syriens sur l'économie turque</i>	<i>41</i>
<i>L'effet des restrictions à la circulation des personnes sur les flux de commerce bilatéraux</i>	<i>41</i>
<i>Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques</i>	<i>42</i>
Le rôle des migrations dans l'ajustement économique au sein de la zone Euro	42
<i>L'impact de l'évolution différenciée des situations économiques dans les pays de la zone euro sur les migrations internes.....</i>	<i>42</i>
Les conséquences des migrations sur le marché du travail dans les pays occidentaux.....	43
<i>L'impact de l'immigration sur le marché du travail et le salaire minimum aux États-Unis</i>	<i>43</i>
<i>L'impact de l'immigration sur les conditions d'emploi des natifs sur le marché du travail français</i>	<i>43</i>
POLITIQUES COMMERCIALES.....	47
Mesures non tarifaires.....	47
<i>Bases de données et instruments de politiques commerciales.....</i>	<i>47</i>
<i>Analyse des mesures non tarifaires : études de cas dans les secteurs agricoles et industriels.....</i>	<i>48</i>
<i>Mesures non tarifaires et performances des firmes dans les pays en développement.....</i>	<i>49</i>
<i>Facilitation des échanges.....</i>	<i>49</i>
<i>Substituabilité entre protection tarifaire et non tarifaire</i>	<i>50</i>
<i>Protection contingente : l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine</i>	<i>50</i>
<i>L'impact des embargos commerciaux sur les exportateurs français</i>	<i>51</i>
Modélisation de l'économie mondiale.....	52
<i>Maquette à firmes hétérogènes.....</i>	<i>52</i>
<i>Développements de MIRAGE</i>	<i>52</i>
Long terme et environnement.....	53
<i>Trajectoires économiques de long terme.....</i>	<i>53</i>

SOMMAIRE

<i>Dynamique du régionalisme commercial</i>	54
<i>Nutrition transition and the structure of global food demand</i>	55
<i>Commerce agricole et biodiversité des espèces végétales cultivées</i>	56
Échanges de services et chaînes de valeur	57
<i>Commerce de services</i>	57
<i>Équivalent tarifaires des obstacles aux échanges de services</i>	57
Politiques européennes et relations commerciales	58
<i>Approfondissement du marché unique européen versus abandon de Shengen</i> ...	58
<i>La valeur des préférences commerciales accordées par l'Union européenne aux pays en développement</i>	59
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	63
Bases de données, profils pays et panorama	64
<i>CHELEM</i>	64
<i>BACI -TUV</i>	64
<i>Les Profils du CEPII</i>	64
<i>Panorama sur les échanges de services</i>	65
<i>Regards croisés France-Allemagne</i>	65
Firmes multinationales et interdépendances transfrontalières	66
<i>Localisation des activités dans l'industrie automobile</i>	66
<i>Corruption et ventes des entreprises multinationales</i>	67
<i>Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales</i>	67
<i>Incertitude de la demande et contraintes de capacité</i>	68
Les chaînes de valeur et l'organisation de la production mondiale	68
<i>Intégration dans les chaînes de valeur mondiales et performance agrégée</i>	68
<i>Évolution des chaînes de valeur mondiales et ralentissement du commerce mondial</i>	69
<i>Résilience et fragilité des réseaux internationaux de sous-traitance : une étude des conséquences d'un choc d'approvisionnement sur les performances des entreprises</i>	69
<i>L'impact d'une réduction des coûts de migration et de délocalisation sur les flux migratoires</i>	70
Compétitivité prix et hors prix	70
<i>Fiscalité et compétitivité des entreprises</i>	70
<i>Les élasticités-prix du commerce</i>	71
<i>Prix de l'énergie, taux de change et performances à l'export</i>	71
<i>Normes de qualité dans l'industrie agroalimentaire</i>	71
<i>Évolutions des prix et taux de marge par secteur en zone euro</i>	72
<i>L'allocation des facteurs productifs et performance à l'exportation des entreprises françaises</i>	73
<i>L'effet des migrations sur le commerce international au travers des choix de consommation</i>	73
<i>L'effet de la volatilité des changes sur les stratégies d'entreprise</i>	73

S O M M A I R E

LES ANNEXES	75
Annexe 1. Les publications du CEPII	77
Annexe 2. Le site internet du CEPII	95
Annexe 3. Les publications hors CEPII	101
Annexe 4. Le CEPII dans les médias	107
Annexe 5. Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations	111
Annexe 6. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII.....	121
Annexe 7. Participation à des groupes de travail et comités d'experts	139
Annexe 8. Relations partenariales du CEPII	145

PRÉFACE

Depuis déjà quelques années s'accumulent les signes d'évolution structurelle des relations économiques internationales, qui ne sont décidément plus ce qu'elles étaient avant la crise économique et financière de 2008-2009. Les flux d'échange économiques restent intenses mais semblent avoir atteint un seuil, comme en témoigne le commerce international qui ralentit, les flux de financement bancaires internationaux qui n'ont plus retrouvé leur niveau d'avant-crise, ou les investissements directs à l'étranger qui se transforment mais manquent de dynamisme, hormis ceux émanant de Chine. Dans le même temps, les interdépendances sont plus élevées que jamais, sur fond de politique monétaire non conventionnelle, d'abondance de liquidités souvent sources d'instabilité, de menace de stagnation séculaire dans les économies développées, d'impératif de transition ou de crainte de ralentissement dans les économies émergentes.

Si ces transformations économiques ne sont pas nouvelles, elles ont semblé se cristalliser politiquement en 2016, sous la forme d'une réaction marquée contre la mondialisation. Le Brexit et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis sont emblématiques de ce phénomène. Dans les deux cas, les analyses fines des votes ont montré que le degré d'exposition à la concurrence internationale en avait été l'un des déterminants importants, même s'il est loin d'en avoir été le seul. En Europe, la crise des réfugiés suscite des tensions politiques toujours très vives, tandis que les projets de traités commerciaux ont fait l'objet d'intenses controverses.

Au travers de ces différentes expressions, la mondialisation devient un sujet de plus en plus controversé. Pour la qualité de l'information du public comme pour celle du fonctionnement de notre démocratie, il est indispensable que les débats afférents à ces questions puissent se fonder sur une information de qualité, issue des analyses les mieux documentées et les plus rigoureuses. C'est à quoi s'efforce le CEPII, en s'appuyant sur une variété de sujets et d'approches complémentaires. Le large écho reçu par ses travaux comme leur solide réputation de qualité attestent de l'utilité et du succès de la démarche.

Un diagnostic plus approfondi était cependant utile. C'est pourquoi, en accord avec le Conseil du CEPII, j'ai sollicité un groupe placé sous la présidence du Professeur François Bourguignon pour réaliser une évaluation d'ensemble du Centre. Leur rapport est riche d'enseignements. Il dresse un constat d'ensemble positif de

l'activité du Centre, estimant notamment que "le CEPII a été créé en 1978 pour remédier à la faiblesse de l'économie internationale en France. Près de 40 ans plus tard, on peut conclure que le pari est réussi. La France est dotée d'un centre d'études qui suit et analyse attentivement l'évolution de l'économie internationale. Pour ce groupe d'évaluation, le CEPII doit être non seulement maintenu mais, dans la mesure du possible, renforcé". J'y vois à la fois une reconnaissance du travail accompli, un encouragement de grande valeur pour toutes les parties prenantes au CEPII, et une invitation – accompagnée de suggestions précieuses – à redoubler d'efforts pour en accroître l'utilité. À l'heure où les questions d'économie internationale revêtent une telle importance, nos exigences de qualité doivent rester au plus haut.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une agréable lecture de ce rapport d'activité.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Pour l'économie mondiale, l'année 2016 pourrait bien s'avérer avoir été une année de rupture, notamment du fait des réactions politiques contre la mondialisation, à l'instar du Brexit et de l'élection présidentielle américaine. De fait, les relations économiques internationales occupent une part importante dans le débat public. Pour éclairer les enjeux correspondants, il est plus que jamais nécessaire de rassembler des informations pertinentes et circonstanciées, et de proposer des analyses basées sur des travaux de recherche approfondies mais accessibles à tous.

L'équipe du CEPII s'y est activement employée en 2016, par ses bases de données, ses publications, ses interventions, ses séminaires et conférences (54 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexes 1 et 2). Ces travaux rencontrent un large écho, comme en témoigne par exemple l'intense fréquentation de notre site internet (plus d'un million de pages vues, plus de 250 000 visites, plus de 100 000 téléchargements l'an dernier, d'après les chiffres Xiti), et la récente mission d'évaluation du Centre conduite sous la présidence du Professeur François Bourguignon qui a souligné la qualité de ses travaux et leur reconnaissance, tout en pointant des pistes d'améliorations.

Cette activité alimente les débats publics, comme en témoigne la visibilité croissante du Centre dans les médias. En 2016, les économistes du CEPII ont publié 232 articles de presse et réalisé 139 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 673 fois dans les médias, pour un total de 2 085 mentions dans les médias en incluant le web (voir annexe 4).

Pour résumer l'activité de l'année écoulée, ce rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, les axes de recherche structurant une démarche cohérente inscrite dans la durée sont combinés avec des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

Macroéconomie et finance internationales (MFI)

En 2016, le programme scientifique "Macroéconomie et Finances Internationales" s'articulait en quatre grands axes de recherche : financement de l'économie et structure financière ; flux financiers internationaux et architecture monétaire internationale ; incertitude, croissance potentielle et cycles ; changes et matières premières.

Le premier axe, outre l'initiation d'un travail d'envergure sur la résilience et la soutenabilité du système financier, a permis d'analyser les effets d'hystérèse des bulles financières et l'impact macroéconomique des politiques monétaires non conventionnelles. Les liens entre politiques monétaires ou financières et changement climatique ont également été étudiés sous deux angles différents. Le second axe a été consacré à des travaux, toujours en cours, sur les positions extérieures par pays et sur les équilibres épargne-investissement, ainsi qu'à des analyses de la gouvernance monétaire et financière mondiale.

Le troisième axe combine plusieurs travaux sur la croissance, en lien avec les interrogations autour d'une part de l'hypothèse de stagnation séculaire et d'autre part de l'influence de l'incertitude, des inégalités et de la fiscalité.

Sur les matières premières et les taux de change, enfin, les mécanismes de transmission ont été étudiés dans des contextes spécifiques aux pays en développement, en lien avec la volatilité des changes et les fluctuations des prix du pétrole.

Économies émergentes et migrations internationales (EEMI)

En 2016, les économistes du programme "Économies Émergentes-Migrations Internationales" ont travaillé sur cinq grandes thématiques.

La première inclut des études sur l'ensemble des pays émergents. Dans un premier travail, il est montré que, pour la période 2002-2010, l'appréciation du risque de défaut d'un grand nombre de ces derniers, mesuré par le prix des *Credit Default Swaps*, est davantage expliquée par des indicateurs qui reflètent la capacité des gouvernements à engager des réformes structurelles que par l'évolution de la dette publique. Un second porte sur la capacité des pays émergents à affronter une détérioration des conditions externes de leur financement. Il calcule le coût d'un arrêt brutal (*sudden stop*) des entrées de capitaux et montre que ce dernier peut être élevé mais très variable. Ce travail porte également sur le niveau des réserves de change et sur les enjeux méthodologiques et économiques afférents.

La deuxième thématique porte sur la Chine. Une première étude s'intéresse à l'efficacité de zones franches mises en place dans les années 2000 et de taille relativement réduite. Elle montre que ces zones atteignent d'autant plus facilement leurs objectifs de soutien à l'exportation que les industries qui s'y installent disposent localement des compétences et des ressources nécessaires à leur

développement et sont donc dans des secteurs en symbiose avec le tissu local. Un second travail porte sur l'efficacité du soutien aux exportations par les City Commercial Banks qui ont émergé au milieu des années 1990 pour concurrencer les grandes banques d'Etat. Une troisième étude porte sur les biens de consommation en Chine, l'un des secteurs les plus dynamiques de l'appareil de production chinois depuis 2007. La dynamique du commerce dit « ordinaire », par opposition au commerce d'assemblage, a en outre fait l'objet d'une étude spécifique, mettant en valeur son rôle moteur.

Une troisième thématique a porté sur les liens commerciaux et migratoires qu'entretiennent les pays d'Afrique entre eux et avec le reste du monde. Le commerce entre l'Afrique et les pays industrialisés a un impact positif clair et robuste sur la croissance en Afrique, ce qui n'apparaît pas être le cas du commerce avec des pays en développement, y compris d'Afrique. S'agissant de l'ouverture aux flux migratoires, les résultats montrent que ceux-ci n'ont pas d'effet significatif sur le revenu par habitant en Afrique quel que soit le pays partenaire.

Une quatrième thématique rassemble une série de projets proposant une réévaluation de l'impact des infrastructures et du contexte institutionnel sur les échanges commerciaux et les revenus. Les expériences naturelles que constituent les ouvertures ou fermetures des canaux de Panama et Suez sont ainsi mises à profit pour améliorer la mesure de l'impact commercial d'une réduction des coûts de transport, montrant que cet impact est nettement surévalué par les méthodes habituellement utilisées jusqu'ici. Les résultats ont également été utilisés pour évaluer l'impact qu'aurait une ouverture de routes commerciales par l'Arctique, montrant qu'elle profiterait surtout à l'Asie de l'Est dans ses échanges avec l'Europe. Un autre projet montre, en s'appuyant sur l'introduction dans l'espace Schengen de visas pour l'Equateur et la Bolivie à la seule demande de l'Espagne, que les visas ont un impact négatif significatif sur les flux commerciaux bilatéraux et qu'ils réduisent le nombre de nouveaux produits exportés vers un marché donné.

La dernière thématique concerne les migrations. Deux études ont été réalisées sur les conséquences de la crise des réfugiés. La première souligne que les mouvements de population observés dans le monde suite à des conflits ont généralement lieu à l'intérieur des pays touchés. Lorsque ces flux passent les frontières, ils s'étendent le plus souvent aux pays limitrophes. L'impact global à attendre sur le marché du travail du récent afflux de réfugiés en Europe devrait être limité, sauf pour les travailleurs avec lesquels ils sont directement en concurrence. La seconde étude porte sur

l'impact des réfugiés syriens sur les conditions d'emploi en Turquie. Cet impact apparaît essentiellement localisé à la fois en termes géographiques et sectoriels.

Un *Policy Brief* a été publié sur les conséquences sur les migrations internes de l'évolution différenciée des situations économiques dans les pays de la zone euro. Il montre qu'une dégradation des conditions d'emploi dans un pays entraîne un départ de population vers d'autres pays d'Europe dont les conditions d'emploi sont relativement meilleures.

Les conséquences des migrations sur le marché du travail dans les pays occidentaux ont fait l'objet de deux études. La première, sur le marché du travail aux Etats-Unis, montre qu'entre 2000 et 2013, l'impact de l'immigration sur les salaires et l'emploi des natifs est d'autant plus faible que le salaire minimum est élevé. La seconde analyse la relation entre l'immigration et les salaires des travailleurs natifs en fonction de leur niveau d'éducation et d'expérience.

Politiques commerciales (PC)

En 2016, le programme de travail "Politiques Commerciales" a maintenu son orientation vers les sujets les plus contemporains des négociations internationales (les mesures non tarifaires, les échanges de services), tout en prenant acte du renouveau des thématiques liées aux politiques commerciales associé à la négociation à venir du Brexit et au résultat des élections américaines. Les demandes du Conseil d'Analyse Économique et du cabinet du Premier ministre relatives à l'articulation entre politique commerciale et politique climatique ont été l'occasion d'opérationnaliser un certain nombre d'outils de modélisation des questions de croissance à long terme et d'environnement préalablement développés. La question du statut d'économie de marché à accorder – ou non – à la Chine fin 2016 a conduit à mener un travail très détaillé sur l'impact de ce statut lors de la mise en œuvre des mesures anti-dumping. Elargissant la définition du protectionnisme, il a enfin paru utile d'examiner l'impact de l'embargo imposé à la Russie, à partir de données microéconomiques.

Parallèlement, les avancées méthodologiques en termes de modélisation appliquée ont visé à conforter le CEPII comme un des centres de référence au niveau international sur les sujets de politique commerciale et de modélisation de l'économie mondiale. Un effort particulier a été consenti pour l'introduction de différences de productivité entre les firmes d'un même secteur et même pays. La prise en compte de firmes hétérogènes est en effet la

condition pour identifier les effets de sélection, et donc de gains de productivité induits par l'ouverture au commerce.

Le CEPII a une tradition de mise à disposition de données structurées sur les questions de commerce international. Concernant les mesures non tarifaires, la base développée à partir du travail commun de collecte d'informations des organisations internationales a été mise à jour de façon régulière. L'analyse de l'impact de ces mesures s'est orientée vers la prise en compte des différences de performance des exportateurs, avec une application à l'impact du statut d'opérateur économique agréé. La question de l'impact différencié d'une même mesure non tarifaire sur les différents exportateurs a été élargie aux difficultés rencontrées par les exportateurs des pays en développement. Un travail plus monographique sur un secteur agricole français a enfin été entrepris. Concernant les échanges de services, le CEPII a mis à jour, en collaboration avec l'US International Trade Commission, des calculs d'équivalents tarifaires des obstacles réglementaires aux échanges de services ; ceci répondait à une forte demande de la part de nombreuses équipes de modélisation pour disposer de telles évaluations quantitatives.

Toujours sur la question des services, l'intérêt s'est déporté de la négociation plurilatérale du TISA vers un sujet imposant un renouveau profond des méthodologies, l'analyse des obstacles au commerce en ligne. Ce travail est engagé en collaboration avec une équipe de l'OMC.

Enfin, le CEPII a joué pleinement son rôle d'information sur les questions de politique commerciale, il est vrai aidé en cela par une riche actualité. Plusieurs cycles de négociation du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI, T-TIP, ou TAFTA, le traité bilatéral entre l'Union Européenne et les États-Unis) se sont déroulés, dans la plus grande incertitude quant à l'issue de l'accord. Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA, l'accord bilatéral de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada) a été signé et est entré dans sa phase de ratification, dans le contexte d'une opposition forte de la société civile. Le *Trans-Pacific Partnership* (TPP, accord reliant les États-Unis à 11 partenaires d'Asie et d'Océanie) a été conclu mais ensuite remis en cause par le candidat victorieux aux élections présidentielles des États-Unis. Enfin, le traité de libre-échange entre l'Union Européenne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande a été initialisé. Cette actualité a donné lieu à une veille régulière, associée à des interventions dans les médias pour informer le grand public quant au contenu et aux enjeux des accords de libre-

échange et des évolutions des politiques commerciales. Cette veille s'ajoute aux projets de recherche traitant spécifiquement de certaines de ces questions (comme par exemple celui sur l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine). Elle a également permis d'alimenter le blog du CEPIL.

Analyse du commerce international (ACI)

Le programme "Analyse du Commerce International" propose des analyses de la structure du commerce international et des spécialisations des pays, ainsi que des études sur les déterminants et les conséquences de l'exposition des entreprises à la concurrence internationale.

Comme chaque année, un effort conséquent a été consacré en 2016 à l'entretien et au développement des bases de données de commerce, qui ont vocation à alimenter à la fois les travaux de recherche, d'information et de pédagogie.

Les travaux de recherche se sont articulés autour de trois grands thèmes. Le premier concerne les entreprises multinationales et les interdépendances transfrontalières. L'analyse des stratégies d'entreprise dans le secteur automobile a notamment permis d'éclairer de façon détaillée les déterminants des stratégies de localisation des différentes étapes de production des entreprises multinationales. Les conséquences des caractéristiques légales et institutionnelles ont par ailleurs été évaluées en référence à des indicateurs de corruption, mettant en évidence leur impact différencié en fonction de l'expérience sur chaque marché. D'autres analyses ont porté sur les conséquences des différences de fiscalité et sur la gestion de l'incertitude de la demande pour des entreprises présentes sur de nombreux marchés.

L'organisation internationale des chaînes de valeur constitue un second thème, visant à mieux comprendre les dynamiques commerciales d'aujourd'hui, leurs évolutions et leur résilience. Dans ces analyses, l'accent est mis sur la mesure détaillée des chaînes d'approvisionnement, en s'appuyant sur les données plus complètes désormais disponibles.

Enfin, les déterminants de la compétitivité des entreprises ont été analysés sous différents angles. Les sensibilités aux prix, aux coûts d'intrants et à la fiscalité restent en effet des questions importantes, sur lesquelles un renouvellement des approches permet des éclairages mettant en valeur l'hétérogénéité des effets en fonction des caractéristiques des entreprises et de leur environnement.

Les programmes scientifiques

Programme



Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET STRUCTURE FINANCIÈRE

Résilience et soutenabilité du système financier : une approche en écosystème

Michel Aglietta, Étienne Espagne

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la naissance d'une chaire à l'Ecole des Mines de Paris sous la direction de Dominique Dron (Conseil Général de l'Economie). Un premier travail entre chercheurs des différents laboratoires pressentis pour constituer la Chaire, explicitant les perspectives communes de recherche, a été réalisé. L'étape suivante, de formation sur la théorie des réseaux et de mobilisation de données bancaires et financières est entamée.

L'hystérèse des bulles financières

Fabien Tripier, Thomas Grjebine

La crise de 2008-2009 a rappelé l'ampleur des coûts économiques et sociaux de l'éclatement des bulles financières et immobilières. Après des années de récessions, les plupart des économies avancées et émergentes se sont engagées dans des épisodes de reprise économique qui apparaissent le plus souvent décevants au regard des attentes.

L'objectif du projet était d'évaluer dans quelle mesure cette situation pouvait s'expliquer par un phénomène d'hystérèse des booms financiers et immobiliers, au sens où les effets des booms financiers subsisteraient dans les cycles économiques ultérieurs. Nous serions aujourd'hui dans un cycle économique dont l'expansion est freinée par l'excès de développement financier observé durant le cycle précédent.

La pertinence de ce mécanisme a été estimée grâce à une nouvelle méthodologie permettant de mesurer non seulement les liens entre la finance et la croissance économique au cours du cycle économique, mais également de mesurer ces liens entre les cycles, pour capter les effets d'hystérèse qui n'ont pas été statistiquement documentés dans la littérature. L'intérêt de cette méthodologie est de lier la croissance de long terme aux propriétés du cycle économique, afin de mieux comprendre les canaux à travers lesquels la finance peut influencer la croissance de long-terme.

RÉFÉRENCE(S)

"Designing Financial Systems for an Integrated and Resilient World", avec D. Dron, R. Svartzman, S. Goerner, A. Berea, É. Espagne, B. D. Fath, J. Fullerton, J. Gignoux, M. Aglietta, E. Thebault, D.A. Fiscus, R. E. Ulanowicz, B. Lietaer & L. Abbadie, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Finance and Growth: From the Business Cycle to the Long Run", T. Grjebine & F. Tripier, *CEPII Working Paper*, n° 2016-28, décembre.

"Finance et croissance : le court terme aux dépens du long terme ?", T. Grjebine & F. Tripier, *La Lettre du CEPII*, n° 364, avril 2016.

Nous montrons ainsi que l'effet contemporain des booms financiers est positif à l'horizon d'un cycle économique : si les expansions financières s'accompagnent de récessions plus sévères, les pertes de croissance durant les récessions sont faibles par rapports aux gains de croissance des expansions. Au-delà de cet effet contemporain des booms financiers, nous identifions un effet persistant de la croissance financière qui détériore la croissance économique des cycles suivants, un phénomène qui s'apparente à un effet d'hystérèse. Le cumul de l'effet contemporain des booms financiers et de l'effet d'hystérèse est négatif, ce qui implique que les expansions financières ont ainsi un effet négatif sur la croissance de long terme.

L'impact macroéconomique des politiques monétaires non conventionnelles : identification à haute fréquence

Stéphane Lhuissier, Urszula Szczerbowicz

Depuis décembre 2008, la Réserve Fédérale a mis en place des politiques monétaires non conventionnelles pour stimuler l'économie. Bien que l'impact de ces politiques sur les prix des actifs financiers ait été confirmé par les études antérieures, l'évidence sur leurs effets macroéconomiques reste relativement rare.

Ce projet étudie les effets d'entraînement (*spill over*) de la politique monétaire non conventionnelle de la FED sur les pays émergents. Les premiers résultats montrent qu'une politique monétaire expansionniste a contribué à l'appréciation des monnaies locales, mais aussi à l'augmentation de la production et de l'inflation dans plusieurs pays émergents. Le projet doit être finalisé en 2017.

Politique monétaire, finance et politiques climatiques

Étienne Espagne

Ce travail prétexte de l'irruption du sujet du changement climatique et des politiques climatiques dans le secteur financier et réciproquement de celle de la finance dans les objectifs validés par les négociateurs de tous les pays du monde au moment de l'Accord de Paris. La jonction de ces deux champs (finance verte) est un concept relativement neuf qui mérite clarification. Le caractère systémique des risques climatiques nouveaux portés par le système financier a été ensuite analysé, de même que les politiques de régulation financière qui pouvaient s'en suivre.

Un travail en cours entreprend de modéliser ce lien particulier entre système financier et changement/politique climatique dans le cadre

RÉFÉRENCE(S)

- "La finance verte : définition(s), comptabilisation(s), perspective(s)",
É. Espagne,
International Journal for Financial Services, 2016.
- "Climate and Finance Systemic Risk: More than an Analogy? The Climate Fragility Hypothesis",
M. Aglietta & É. Espagne,
CEPII Working Paper, n° 2016-10, avril.
- "Fighting Climate Systemic Risk: From Carbon Pricing to Monetary Instruments",
É. Espagne,
Europe and sustainable development (Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand), printemps 2017.
- "Après la COP21, comment climatiser la finance ?", É. Espagne,
Économie Mondiale 2017, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2016, chap. 3.
- "The Low Carbon Transition Between the Animal Spirits of Finance and the Fault Lines of the World Economy",
É. Espagne, J-C. Hourcade, M. Aglietta & B. Perrissin Fabert,
Moving the Trillions: A Debate on Positive Pricing of Mitigation Actions (Brazilian Climate Center), 2016.
- "Climate Clubs and Cop21: Foes Or Allies?",
É. Espagne,
Moving the Trillions: A Debate on Positive Pricing of Mitigation Actions (Brazilian Climate Center), 2016.
- "Nature et monnaie - Des réductions d'émission de CO2 comme nouvel actif éligible pour les banques centrales",
É. Espagne,
Nature et richesse des Nations (numéro spécial de la revue du Commissariat Général au Développement Durable), 2016.
- "Fighting Climate Systemic Risk: From Carbon Pricing to Monetary Instruments",
É. Espagne,
Wuppertal Spezial, 2016.
- "Did the Paris Agreement Plant the Seeds of a Climate Consistent International Financial Regime?",
D. Dasgupta, É. Espagne, J-C. Hourcade, I. Minzer, S. Nafo, B. Perrissin Fabert, N. Robins, A. Sirkis,
FEEM Nota di Lavoro, 2016.
- "Climate Finance at COP21 and After: Lessons Learned",
É. Espagne,
CEPII Policy Brief, n° 9, février 2016.

d'un modèle de type post-keynésien. Il devrait aboutir au printemps 2017, pour des publications prévues dans la Revue d'Economie Financière, le rapport de recherche de la CDC (voir programme futur de l'Europe), et diverses conférences.

Futur de l'Europe, frictions financières et financement climatique

Étienne Espagne, Michel Aglietta, en collaboration avec Florian Mante (AFD), Baptiste Perrissin-Fabert (France Stratégie)

Ce projet s'inscrit dans la continuité de propositions faites conjointement au sein de France Stratégie puis du CEPII sur l'utilisation du Quantitative Easing de la Banque Centrale Européenne pour un financement privilégié des investissements de la transition bas carbone.

À la suite de la COP21 et de la reconnaissance collective de la valeur sociale des actions d'atténuation par les Parties, une

RÉFÉRENCE(S)

- "Financing Energy and Low-Carbon Investment in Europe: Public Guarantee and the ECB",
M. Aglietta & É. Espagne,
Handbook of Research on Green Economic Development Initiatives and Strategies, 2016.
- Contributions aux travaux de la Commission Stern Stiglitz "High-Level Carbon Pricing Commission".

RÉFÉRENCE(S)

(suite)

"Finance climat : le temps de l'action; sept propositions pour la France et l'Europe", M. Aglietta, É. Espagne & B. Perrissin Fabert, *Note de la Fondation Terra Nova*, décembre 2016..

commission dirigée par Nicholas Stern et Joseph Stiglitz a été créée à l'initiative de Ségolène Royal afin d'évaluer un corridor de valeurs de ces actions d'atténuation. Nous avons travaillé en appui de cette Commission dans diverses contributions écrites qui fourniront la matière à un numéro spécial de la revue *International Economics* à l'horizon fin 2017.

FLUX FINANCIERS ET SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Positions financières brutes

Fabien Tripier, en collaboration avec Timothée Gigout Magiorani (Banque de France)

Le projet était inscrit dans une durée de deux années. L'année 2016 a permis d'établir la base de données microéconomiques des IDE. Sur la base de premiers résultats statistiques, le projet s'oriente vers une analyse du rôle de l'incertitude dans le choix de localisation des IDE et de leur rendement.

Une analyse synthétique de l'équilibre mondial entre épargne et investissement

Sébastien Jean, Francesco Molteni, Fabien Tripier, en collaboration avec Timothée Gigout Magiorani (Banque de France)

Une base de données des taux d'épargne et d'investissement par secteur institutionnel couvrant une large part de l'économie mondiale a été constituée au cours de l'année 2016. Son étude statistique est en cours et sera finalisée au cours de l'année 2017.

Restructuration des dettes souveraines : peut-on sortir du cas par cas ?

Christophe Destais

Ce travail explore les modalités de restructuration des dettes souveraines qui minimisent les conséquences sur la stabilité financière et la croissance d'une situation dans laquelle un débiteur souverain est confronté à un excès de dette. Une première partie avait donné lieu en 2015 à une publication faisant le point sur les différentes solutions institutionnelles et contractuelles destinées à faciliter la restructuration de la dette en cas de défaut. Le travail réalisé en 2016 porte sur le débat relatif aux dettes souveraines dont le service est conditionné à un certain état du monde, en particulier la croissance nominale du PIB du pays dont le souverain

RÉFÉRENCE(S)

"Are State Contingent Sovereign Bonds the Solution to Avoid Government Debt Crisis? The Bail-in of Sovereign Issuers" (titre provisoire), C. Destais, *mimeo*.

est l'émetteur. Il rappelle l'historique de ce débat, discute les avantages et les coûts de cette solution comparée à la dette à taux fixe, décrit les problèmes relatifs au design et à la tarification de ces instruments financiers et liste les questions à résoudre avant que ce mode de financement des émetteurs souverains puissent se développer.

La gouvernance monétaire et financière mondiale : une réforme est-elle nécessaire ?

Christophe Destais

Ce projet rassemble une série de contributions au débat sur la gouvernance économique et financière mondiale. Il fait suite à une contribution pour la Direction Générale du Trésor dans le cadre de la préparation de la présidence chinoise du G20 et de l'intention annoncée par cette dernière de relancer le débat sur l'architecture financière internationale. Il a consisté en la rédaction d'une série de billets de blogs :

- le premier vise à définir un concept d'"International Financial Public Order (IFPO)", qui élargit la notion de "Global Safety Nets" (elle même une extension/adaptation de celle de "système monétaire international"). L'IFPO inclut non seulement les dispositifs visant à fournir des liquidités en cas d'urgence tous les outils supra-nationaux visant à prévenir les crises (coordination des politiques micro et macro-prudentielles, la gestion des flux de capitaux internationaux, la prévention et la gestion des crises de la dette souveraine, la surveillance macroéconomique ;
- trois billets ont été consacrés à la nouvelle Banque asiatique d'investissement en infrastructures pour décrire l'état d'avancement de cette initiative chinoise, analyser la force de frappe financière dont elle dispose et le rôle qu'elle joue dans la stratégie monétaire et financière internationale de la Chine ;
- un dernier billet vise à analyser les limites et les dysfonctionnements du G20 et à esquisser des propositions susceptibles d'y pallier, au moins partiellement.

L'impact du resserrement monétaire américain sur les économies émergentes

Fabien Tripier, Stéphane Lhuissier, Anatole Cheysson

La Réserve Fédérale a mis fin en décembre 2015 à une période exceptionnelle de sept années de ciblage de taux entre 0 % et 0,25 %. Cette normalisation de la politique monétaire américaine s'explique par la relative santé de l'économie américaine mais a

RÉFÉRENCE(S)

"L'impact du resserrement monétaire américain sur les économies émergentes",
A. Cheysson, S. Lhuissier &
F. Tripier,
La Lettre du CEPPII,
n° 366, juin 2016.

RÉFÉRENCE(S)

(suite)

"The International Transmission of U.S. Monetary Policy: Evidence on the Financial Channel",

A. Cheysson, S. Lhuissier & F. Tripier,

Companion paper to the website http://visualdata.cepii.fr/business-cycle-monitoring_html/Site_C3/Monetary-model/Emerging-data.html

suscité des inquiétudes compte tenu des potentielles conséquences pour les autres économies, notamment les économies émergentes. En effet, la transmission de la politique monétaire américaine peut être problématique lorsque le cycle de l'économie américaine n'est pas synchronisé avec celui de l'économie mondiale. Dans ce contexte, une décision de politique monétaire qui convient pour l'économie américaine peut affecter d'autres économies.

Pour éclairer ces enjeux, le projet a consisté à identifier les mécanismes de transmission internationale de la politique monétaire, à mesurer l'exposition d'un grand nombre de pays avancés et émergents à cette politique et, enfin, à évaluer les effets sur la croissance économique de plusieurs scénarios d'évolution de la politique monétaire américaine. La réalisation de ce projet a nécessité de constituer une base données macroéconomiques et financières internationales et de programmer les méthodes économétriques d'estimation et de simulation. Les résultats ont été diffusés dans les supports du CEPII (Lettre et Blog) et lors d'une conférence du Club du CEPII. Un effort a également été fourni pour développer un site internet permettant à tout utilisateur d'accéder à l'ensemble des estimations et des simulations (pour chaque pays, pour chaque scénario).

INCERTITUDE, CROISSANCE POTENTIELLE ET CYCLES

Croissance potentielle, stagnation séculaire, taux d'intérêt naturel

Étienne Espagne, Michel Aglietta, en collaboration avec Thomas Brand (CEPREMAP)

Ce projet s'inscrit d'abord dans le cadre d'un séminaire de recherche co-organisé par la CDC sur le thème de la stagnation séculaire et du futur de l'Europe. Outre le rapport final attendu pour 2017, ce projet produit un ensemble de contributions destinées à des publications dans des revues à comité de lecture. En particulier, un travail de modélisation de l'économie de la zone euro dans un modèle de type post-keynésien a été entrepris et devrait déboucher sur un premier document de travail en 2017. De même, un modèle économie-climat intégrant la dimension financière sera élaboré et discuté à l'aune du débat particulier sur la stagnation séculaire.

Incertitude et cycle économique : analyse de la conjoncture transatlantique et prévision

Stéphane Lhuissier, Fabien Tripier

De nombreux économistes ont montré qu'une hausse de l'incertitude financière fut une source majeure de la Grande Récession de

RÉFÉRENCE(S)

"Do Uncertainty Shocks Always Matter for Business Cycles?", S. Lhuissier & F. Tripier, *CEPII Working Paper*, n° 2016-19, août.

2007-2009. Cependant, la relation entre hausse de l'incertitude et faible niveau de l'activité économique semble instable au cours du temps : une augmentation de l'incertitude génère parfois des effets dramatiques sur l'économie réelle, dans d'autres cas ces effets semblent absents, comme cela fut parfois le cas avant la Grande Récession.

Cette étude montre que les effets économiques des fluctuations de l'incertitude sont non linéaires. Les chocs d'incertitude ont seulement des effets réels en période de fortes tensions financières, telles que la bulle internet de 2000, les scandales d'entreprises du début des années 2000, et la Grande Récession de 2007-09. Un choc qui cause une hausse de dix points de pourcentage dans le VIX induit alors une baisse d'un percent du produit intérieur brut (PIB).

L'étude fournit une explication de ces effets non-linéaires à l'aide d'une modèle à cycle économique et micro-fondé. En particulier, en se basant sur le mécanisme de l'accélérateur financier, l'étude met en évidence le rôle joué non seulement par les changements dans le degré de frictions financières, mais également par les convictions des agents économiques à l'égard de ces changements. Plus les agents sont convaincus que les frictions financières seront élevées à l'avenir, plus les effets néfastes de la hausse de l'incertitude seront forts.

Ces résultats ont des implications en termes de politique économique. En particulier, que ce soit en période de fortes tensions financières ou pas, les décideurs politiques devraient s'engager de manière crédible à réduire le degré de frictions financières dans l'économie et à convaincre les agents qu'ils n'abandonneront jamais cette politique. Ces mesures incluent les injections de liquidité, des exigences de fonds propres plus élevées et l'amélioration des banques à résister à un risque de liquidité.

Finance, croissance et inégalités : quelle causalité ?

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Rémi Bazillier (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) et Samuel Ligonnière (Université Lille 1-UMR CNRS)

Dans quelle mesure les inégalités de revenu et leur structure affectent le volume de crédit ? Nous étendons le modèle théorique de Kumhof *et al.* (2015) afin de distinguer entre agents à revenus élevés, faibles et moyens, et montrons que l'impact positif des inégalités sur le crédit prédit par ce modèle devrait être

RÉFÉRENCE(S)

"Structure of Income Inequality and Household Leverage: Theory and Cross-Country Evidence",
R. Bazillier, J. Héricourt &
S. Ligonnière,
CEPII Working Paper,
n° 2017-01, février.

principalement expliqué par la part du revenu détenue par les classes moyennes. Ces prédictions théoriques sont confirmées empiriquement par l'analyse d'une base de données de 44 pays sur la période 1970-2012.

Des variations exogènes des inégalités sont identifiées à l'aide d'une nouvelle variable instrumentale, le nombre de conventions de l'Organisation Internationale du Travail signées par chaque pays. À l'aide de divers indicateurs d'inégalités, nous confirmons qu'une hausse des inégalités de revenu conduit à un accroissement de l'endettement des ménages, et analysons de quelle façon cet impact évolue le long de la distribution des revenus. En accord avec le cadre théorique, nos résultats tendent à montrer que l'essentiel de l'effet provient des classes moyennes, et non des plus bas revenus. De façon peu surprenante, nos conclusions sont essentiellement valides pour les pays développés.

Multiplicateurs fiscaux : une estimation à travers les chocs de taxe foncière

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (University of California)

Malgré son importance dans les débats publics, il existe de façon surprenante peu de consensus sur les conséquences macroéconomiques des changements de fiscalité. Est-ce que les baisses d'impôts stimulent l'économie ? Est-ce que les hausses cassent les reprises ? Quelle est la taille du multiplicateur fiscal ? Les réponses à ces questions demeurent controversées parmi les économistes. Ce manque de consensus reflète en partie la difficulté d'isoler les conséquences spécifiques des changements de taxe d'autres politiques ou d'autres changements qui interviennent au même moment. L'approche narrative est la méthodologie privilégiée dans les études récentes pour essayer d'identifier précisément les conséquences économiques que l'on peut associer à des changements de taxe donnés. Elle consiste à répertorier et analyser les principaux changements fiscaux intervenus dans un pays afin de déterminer si ces changements s'expliquent par le contexte économique de l'époque ou s'ils sont exogènes, c'est-à-dire indépendants de ce dernier. De telles études ont été menées essentiellement pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni à partir des revenus fiscaux totaux.

L'objectif de ce projet était d'évaluer la taille du multiplicateur fiscal pour un grand nombre de pays, de façon précise en ne se focalisant pas sur les variations de la taxation totale mais sur l'impact d'une

taxe donnée. Nous retenons la taxe foncière qui est généralement considérée comme la taxe la moins distortive sur "l'offre". Elle permet également de mesurer non seulement l'impact d'un choc de taxe sur les agrégats macro-économiques traditionnels – PIB, consommation, investissement, etc. – mais également sur les cycles immobiliers, ce qui permet d'apporter des éclairages sur les effets-richeesse.

Ce projet a nécessité un travail important pour répertorier et identifier les causes des principaux changements de taxe foncière intervenus dans une vingtaine de pays avancés depuis le début des années 1970. Il a abouti à l'identification d'une centaine de chocs "exogènes", c'est-à-dire des changements de taxes qui sont indépendants du contexte économique de l'époque. Les premières estimations aboutissent à un multiplicateur fiscal proche de 3 -- un résultat qui semble confirmer les ordres de grandeur existants pour les États-Unis ou le Royaume-Uni. Une version préliminaire de ce travail est écrite et a été présentée en conférence, elle fera l'objet d'un document de travail en 2017.

CHANGES ET MATIÈRES PREMIÈRES

Impact de l'inflation sur la transmission des variations de change aux prix et crédibilité de la politique monétaire

Valérie Mignon, en collaboration avec Antonia Lopez-Villavicencio (Université Lumière Lyon 2)

La littérature récente sur la façon dont les variations de taux de change se répercutent sur l'évolution des prix à la consommation (phénomène connu sous le nom d'"exchange rate pass-through", ERPT) tend à montrer que des dépréciations importantes du taux de change nominal exercent des effets relativement faibles sur les prix à la consommation. De plus, ces impacts ont diminué au cours des deux dernières décennies. Cette faible significativité de la relation entre les fluctuations des taux de change et les prix est attribuée à une plus grande crédibilité de la politique monétaire, mettant l'accent sur la stabilisation de l'inflation. Ce projet analyse, les économies émergentes, le rôle de l'environnement inflationniste dans cette relation.

Les estimations menées sur un échantillon de 15 pays émergents sur la période 1994-2015 montrent que le niveau et la volatilité de l'inflation importent au sens où la baisse tendancielle de l'ERPT est mise en évidence dans le cas d'environnements anti-inflationnistes stables. La politique monétaire joue également un rôle clé, puisque

RÉFÉRENCE(S)

"Exchange Rate Pass-Through in Emerging Countries: Do the Inflation Environment, Monetary Policy Regime and Institutional Quality Matter?",
V. Mignon,
CEPII Working Paper,
n° 2016-07, avril
et *Document de travail Economix*
(en collaboration avec A. Lopez-Villavicencio), n° 2016-18.

l'adoption d'une cible d'inflation, en particulier *de jure*, conduit à une réduction significative de l'ERPT pour la plupart des pays. L'adoption d'une cible de taux de change importe aussi, contribuant à diminuer l'ERPT. Enfin, la transparence des décisions de politique monétaire réduit nettement l'ERPT, alors que ce n'est pas le cas pour l'indépendance de la banque centrale. Néanmoins, il convient de mentionner que malgré la tendance générale à la baisse de l'ERPT, les fluctuations des taux de change peuvent encore avoir un effet sur l'inflation dans certains pays.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que les économies émergentes ont tendance à partager les caractéristiques observées pour les pays avancés en termes de diminution de l'ERPT, une fois que l'environnement inflationniste est pris en compte.

Trois principales implications en termes de politique économiques peuvent être déduites de ces résultats. Tout d'abord, comme l'élasticité du taux de change aux prix du commerce détermine le rôle potentiel des taux de change dans l'absorption des déséquilibres mondiaux, nos résultats suggèrent que l'utilisation du taux de change comme moyen d'améliorer la balance commerciale devrait être moins efficace. En outre, les économies seraient moins préoccupées par les conséquences inflationnistes potentielles des fluctuations des taux de change. Enfin, le déclin de l'ERPT a également des implications sur la transmission des chocs dans les pays émergents qui affichent des niveaux élevés de commerce intra-régional.

Effets macroéconomiques des fluctuations des prix du pétrole sur les pays en développement

Valérie Mignon

Si les très vifs mouvements régulièrement observés dans les prix des matières premières énergétiques s'expliquent par de nombreux facteurs liés à l'offre et la demande, ils s'inscrivent dans un contexte d'internationalisation accrue et de financiarisation croissante du marché pétrolier. En conséquence, les chocs de prix du brut ont des effets majeurs sur les pays en développement et certains pays émergents dont les revenus et la situation économique dans son ensemble sont fortement dépendants du pétrole, mais aussi sur les prix des autres matières premières.

Ce projet, programmé sur deux ans, a pour objectif d'analyser les co-mouvements entre les prix des différentes matières premières, dont le pétrole, et d'étudier leur impact sur le prix d'autres

produits de base, comme les denrées alimentaires, matières premières particulièrement importantes dans le cas des pays en développement. Les marchés énergétiques et alimentaires sont en effet de plus en plus liés en raison du contexte d'internationalisation croissante, mais aussi parce que nombre de matières premières agricoles sont utilisées dans la production d'énergie, notamment pour les biocarburants de première génération. Le projet s'attache plus spécifiquement à étudier la dynamique du solde courant face aux variations des prix des matières premières alimentaires utilisées dans la production d'agro-carburants et des prix du brut. La base de données a été construite et les estimations sont en cours.

Programme



Économies émergentes
et migrations internationales

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

DÉVELOPPER LES OUTILS D'ANALYSE DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

La prise en compte des bénéfices futurs des réformes structurelles dans les CDS souverains : une analyse comparée pays émergents – pays développés

Camilo Umana Dajud, en collaboration avec Christopher Findlay (The University of Adelaide, Australia) et Silvia Sorescu (OCDE)

Ce projet analyse la corrélation et un éventuel lien de causalité entre l'évolution des *Credit Default Swaps* et les bénéfices attendus des réformes structurelles engagées par les pays émetteurs de la dette. Il s'appuie sur une base de données destinée à mesurer la capacité des pays à réaliser des réformes structurelles regroupant près de 40 indicateurs pour une vingtaine de pays émergents et de l'OCDE. Les indicateurs sont recueillis à des sources variées et portent sur la réglementation du marché du travail, la réglementation applicable aux entreprises, la qualité des institutions, le capital humain, la réglementation des investissements en infrastructure et la capacité d'innovation et offrent un portrait de l'environnement dans lequel se construisent les politiques économiques visant à produire des réformes structurelles sur le moyen et long terme.

L'étude montre que, pour la période 2002-2010, l'évolution des CDS est davantage expliquée par des indicateurs qui reflètent la capacité des gouvernements d'engager des réformes structurelles que par l'évolution de la dette publique. Ces résultats soulignent ainsi que les marchés financiers accordent une attention au moins aussi importante aux caractéristiques structurelles de l'économie des pays qu'aux fondamentaux macroéconomiques. L'étude montre également que, lorsqu'on s'attache à prédire le comportement des CDS, les variables structurelles utilisées dans le document ont une importance plus grande que les fondamentaux macroéconomiques auxquels on a traditionnellement recours pour réaliser des telles prédictions.

Le niveau optimal des réserves de change des pays émergents

Francesco Molteni, Camilo Umana Dajud

Cette étude évalue la capacité des pays émergents à affronter une détérioration des conditions externes, liée en particulier à la baisse des prix des matières premières et à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

RÉFÉRENCE(S)

"Markets Are Smart! Structural Reforms and Country Risk",
C. Findlay, S. Sorescu & C.
Umana Dajud,
CEPII Working Paper,
n° 2016- 23, septembre..

RÉFÉRENCE(S)

"Pays émergents : quelle protection face au risque de sudden stop ?",
F. Molteni & C. Umana Dajud,
La Lettre du CEPII,
n° 368, août 2016.

Dans un premier temps, la méthode de calcul des réserves optimales proposée dans Calvo *et al.* (2012), augmentée par la prise en compte de lignes de crédit modulable du FMI et les mesures de contrôle de capitaux, est utilisée pour montrer que : (i) le coût d'un arrêt brutal (*sudden stop*) des entrées de capitaux peut être élevé, entre 0,2 % du PIB pour l'Hongrie en 2013 et 26,9 % pour l'Argentine en 2003 ; (ii) les réserves internationales détenues par certains pays émergents sont inférieures au niveau optimal qui leur permettrait de faire face au risque de *sudden stop*. L'écart entre les réserves observées et les réserves optimales est particulièrement important pour l'Argentine, le Chili, la Colombie et l'Indonésie et les pays d'Europe de l'Est.

Dans un second temps, deux types d'outils susceptibles d'augmenter la protection des pays émergents contre les risques de *sudden stops* sans avoir à augmenter le niveau des réserves sont analysés. Le premier rassemble des instruments macro-prudentiels qui affectent le niveau d'endettement en devises étrangères, en particulier du secteur privé. Le second est constitué par des mesures de contrôle de capitaux. Les résultats obtenus suggèrent que le recours à ces mesures réduit significativement la probabilité d'occurrence des *sudden stops*, la limitation des flux entrants étant plus efficace que celle des flux sortants.

Mesurer l'impact économique des infrastructures de transport sur le commerce mondial

Les conséquences de l'ouverture du canal de Panama pour le Canada

Camilo Umana Dajud

La mesure de l'effet des projets d'infrastructure de transport sur des variables économiques domestiques et sur les échanges extérieurs est confrontée à deux difficultés : d'une part, il est difficile de déterminer si les gains observés découlent d'une nouvelle infrastructure ou sont simplement la matérialisation d'un potentiel sous-jacent, d'autre part, il est difficile d'identifier des variables instrumentales permettant de séparer la partie causale de l'effet observé d'autres phénomènes.

Ce travail utilise la disponibilité de données canadiennes antérieures et postérieures à la réalisation du Canal de Panama pour esquisser ces difficultés. L'ouverture du canal a en effet réduit, de façon exogène et différenciée, les coûts de transport domestiques entre les régions canadiennes permettant ainsi d'obtenir des estimations non biaisées de l'impact d'une réduction des coûts de transport.

RÉFÉRENCE(S)

"Domestic Transport Costs, Canada, and the Panama Canal ",
C. Umana Dajud,
CEPII Working Paper,
n° 2017-02, février.

La méthodologie utilisée et les résultats obtenus permettent de montrer que la réduction des coûts de transport a conduit à une augmentation moyenne de près de 50 % de la population des municipalités canadiennes qui en ont bénéficié. Cette réduction a également augmenté de 60 % en moyenne la valeur des biens immobiliers. L'effet sur les salaires est cependant négatif, dans ces mêmes municipalités, avec une diminution moyenne des salaires de 15 %. L'utilisation d'un modèle d'économie géographique pour étudier les effets d'équilibre général, suggère finalement que la réduction des coûts de transport aurait conduit, au Canada, à une augmentation du revenu réel de près de 60 %.

Les conséquences de l'ouverture du canal de Panama et de la fermeture et de la réouverture du canal de Suez

Camilo Umana Dajud, en collaboration avec Jules Hugot (Pontificia Universidad Javeriana, Bogota)

Ce travail évalue les effets des ouvertures des canaux de Suez et de Panama et de la fermeture et réouverture de Suez en 1967-1975 sur les échanges de marchandises. Il montre tout d'abord que l'élasticité du commerce à la seule distance et non à d'autres facteurs comme la proximité culturelle se situe aux alentours de - 0,15, bien en deçà des estimations traditionnelles qui se situent généralement aux alentours de - 1. Les résultats obtenus montrent également que l'ouverture des canaux de Suez et de Panama a profondément bouleversé le commerce mondial. Les effets du canal de Suez se concentrent sur le commerce Euro-Asiatique. Le Royaume-Uni est le premier bénéficiaire, directement, mais aussi grâce à son empire colonial en Asie. Le commerce britannique a augmenté de 6 % et celui de l'Inde de 40 %. L'ouverture du canal de Panama a eu un effet positif très important sur les pays de la côte ouest de l'Amérique latine. Les exportations du Salvador ont ainsi augmenté de près de 40 %, celles de l'Équateur de plus de 30 %, celles du Pérou de plus de 15 % et celles du Chili de plus de 11 %. L'Europe a également bénéficié de l'ouverture du canal avec une augmentation moyenne des exportations des pays européens de 0,2 %.

Une estimation du bénéfice attendu pour la Chine de l'ouverture d'une route commerciale par l'océan Arctique

Camilo Umana Dajud, en collaboration avec Jules Hugot (Pontificia Universidad Javeriana, Bogota)

Cette étude comporte trois volets : (i) le calcul des distances maritimes dans l'hypothèse de l'ouverture de trois nouvelles routes maritimes

RÉFÉRENCE(S)

- "Trade Costs and the Suez and Panama Canals",
J. Hugot & C. Umana Dajud,
CEPII Working Paper,
n° 2016- 29, décembre.
- "L'ouverture des canaux de Suez
et de Panama et l'énergie de la
distance"
J. Hugot & C. Umana Dajud,
La Lettre du CEPII,
n° 374, février 2017.

permises par la fonte partielle de la calotte glaciaire arctique ; (ii) le calcul du potentiel d'échange qui en résulterait en utilisant les élasticités du commerce à la distance obtenues dans le cadre de travaux sur l'impact du Canal de Panama et du Canal de Suez ; (iii) une estimation des gains de bien-être économique qui découlerait de cette augmentation du potentiel d'échange.

Les résultats montrent que l'ouverture de la route longeant la Sibérie et de la route transpolaire réduirait considérablement les distances maritimes entre le nord de l'Europe et les pays d'Asie de l'Est. Les réductions de distances résultant de l'ouverture d'une route longeant l'Alaska et le Canada seraient en revanche marginales et limitées à un nombre très réduit de paires de pays.

L'ouverture des deux premières routes augmenterait considérablement les échanges entre la Chine, la Corée, le Japon et les pays du Nord de l'Europe. Ces ouvertures auraient également un impact négatif, mais modéré, sur certains flux commerciaux entre les pays européens.

Les gains de bien-être économique les plus importants sont concentrés en conséquence dans les pays du Nord de l'Europe et dans les plus grandes économies asiatiques. Des diminutions modérées se produisent dans les pays qui ne bénéficient pas directement des réductions dans la distance déclenchées par l'ouverture des routes polaires, notamment en Asie du Sud-Est.

Ce projet, qui avait initialement été défini dans des termes moins ambitieux, a fait l'objet de travaux finalement plus approfondis mais aussi légèrement plus longs qui déboucheront en 2017 sur un document de travail et non sur une seule *Lettre du CEPII*, comme cela avait été initialement prévu.

MIEUX COMPRENDRE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DE LA CHINE ET SON IMPACT SUR L'AFRIQUE

Décrypter la stratégie économique chinoise : le 13^e plan quinquennal

Michel Aglietta, en collaboration avec Guo Bai (HEC-Paris)

Ce document consiste à identifier et à mettre en perspective les différentes mesures incluses dans le 13^e Plan quinquennal chinois (2016-2020), adopté en mars 2016 par l'Assemblée nationale populaire. Il analyse les objectifs identifiés et leur contenu, met en évidence leurs interdépendances pour souligner la stratégie globale des autorités chinoises, tout en reconnaissant qu'il ne s'agit que d'une étape dans le processus de réforme. Les six objectifs primordiaux du plan sont soulignés : le passage d'une croissance fondée sur

RÉFÉRENCE(S)

"China's 13th Five-Year Plan. In Pursuit of a "Moderately Prosperous Society"", M. Aglietta & G. Bai, *CEPII Policy Brief*, n° 12, septembre 2016.

l'accumulation du capital à une croissance fondée sur l'innovation, l'intégration du développement des zones urbaines et rurales, la croissance verte, la croissance inclusive, la réforme financière et celle des entreprises publiques et l'ouverture internationale.

L'impact du développement des flux commerciaux entre la Chine et l'Afrique sur la croissance des pays africains

Valérie Mignon, en collaboration avec Dramane Coulibaly (Université Paris Ouest Nanterre-La Défense) et Blaise Gnimassoun (Université Paris Ouest Nanterre-La Défense)

Initialement centrée sur les échanges entre la Chine et les pays africains, cette étude a finalement porté sur les effets sur la croissance de l'ouverture au commerce et aux flux migratoires de l'ensemble des pays africains. En utilisant des techniques d'estimation robustes, prenant en compte à la fois les problèmes d'endogénéité et de variables omises, les résultats mettent en évidence un impact variable de l'ouverture pour l'Afrique, dépendant du type de pays partenaire : en développement, émergent ou développé.

Le commerce entre l'Afrique et les pays industrialisés a un impact positif clair et robuste sur la croissance en Afrique, cet effet s'effectuant principalement au travers de l'amélioration de la productivité totale des facteurs. Un tel résultat est conforme à la nouvelle théorie du commerce international qui suggère que les pays bénéficient des progrès technologiques de leurs partenaires commerciaux. En revanche, le commerce entre pays d'Afrique ou avec les pays en développement, c'est-à-dire l'ouverture Sud-Sud, ne contribue pas à améliorer la croissance, quelle que soit la configuration (ouverture intra-africaine ou entre l'Afrique et les autres pays en développement). S'agissant de l'ouverture aux flux migratoires, les résultats montrent que ceux-ci n'ont pas d'effet significatif sur le revenu par habitant en Afrique quel que soit le pays partenaire.

MESURER L'IMPACT DES POLITIQUES SECTORIELLES EN CHINE

L'efficacité des « export processing zones »

Sandra Poncet, en collaboration avec Zhao Chen (China Centre for Economic Studies, Fudan University) et Ruixiang Xiong (Business School of Xiangtan University)

Ce travail s'intéresse à l'efficacité des politiques industrielles en fonction de l'adéquation entre les secteurs qu'elles visent et le tissu industriel local. Il s'appuie sur une étude empirique de 57 zones franches d'exportation (ZFE), ouvertes par les autorités chinoises entre 2000 et 2005, à travers tout le pays. Ces zones,

RÉFÉRENCE(S)

"Growth-Enhancing Effect of Openness to Trade and Migrations: What Is the Effective Transmission Channel for Africa?", V. Mignon, D. Coulibaly & B. Gnimassoun, *CEPII Working Paper*, n° 2016-25, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Inter-Industry Relatedness and Industrial-Policy Efficiency: Evidence from China's Export Processing Zones", Z. Chen, S. Poncet, R. Xiong, *CEPII Working Paper*, n° 2016-02, février.

RÉFÉRENCE(S)

(suite)

"Sector Relatedness and Industrial Policy's Efficiency: Evidence from China's Export Processing Zones", S. Poncet, Z. Chen & R. Xiong, *Journal of Comparative Economics*, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Local Financial Development and Constraints on Private Firms' Exports: Evidence from City Commercial Banks in China", Z. Chen, S. Poncet & R. Xiong, *CEPII Working Paper*, n° 2016-27, décembre.

de taille relativement réduite, offrent aux entreprises d'assemblage (*processing*) à vocation exportatrice qui s'y implantent une exemption de taxes à l'exportation, une meilleure protection des droits fonciers et un service de douane amélioré.

Les résultats montrent que la création des ZFE a davantage dynamisé les exportations des secteurs qui avaient des liens relativement plus denses avec la structure industrielle locale (soit un indicateur de densité plus élevé). Ainsi, pour un secteur dont l'indicateur de densité est dans le 90ème centile de la distribution, les gains à l'exportation induits par la création d'une EPZ sont de 24 % supérieur à ceux d'un secteur dont la densité est au 10ème centile. Ils suggèrent donc que l'efficacité des politiques industrielles territoriales – comme les Zones Franches d'exportation en Chine – est renforcée quand les secteurs disposent localement des compétences et des ressources nécessaires à leur développement.

L'impact économique du développement des city commercial banks en Chine

Sandra Poncet, en collaboration avec Zhao Chen (China Centre for Economic Studies, Fudan University) et Ruixiang Xiong (Business School of Xiangtan University)

Ce travail s'intéresse aux répercussions du développement des City Commercial Banks (CCB) en Chine. Ces établissements ont émergé au milieu des années 1990 pour concurrencer les grandes banques d'État, dont les prêts étaient principalement octroyés aux entreprises publiques, et soutenir l'activité des entreprises locales privées de tailles petites et moyennes. Il montre qu'un plus grand nombre de succursales des CCB accroît de façon disproportionnée les exportations des firmes privées dans les secteurs dépendant de financements externes, ce qui suggère que les CCB réduisent le désavantage systématique des entreprises privées nationales par rapport aux entreprises étrangères. Néanmoins, la performance exportatrice des entreprises privées s'est détériorée par rapport à celle des entreprises étatiques, ce qui met en doute la capacité des CCB à mettre un terme au biais systématique en faveur du secteur public.

Pollution : l'évolution de l'intensité émissive de l'économie chinoise

Stéphanie Monjon, Sandra Poncet

Ce projet vise à étudier l'évolution de l'intensité émissive de l'économie chinoise en exploitant des données de production au

niveau des secteurs et des localités chinoises sur longue période, de 1997 à 2012, et en utilisant une typologie des secteurs selon leur degré de pollution pour suivre dans le temps et dans l'espace les mouvements de relocalisation des secteurs polluants.

En 2016, la constitution d'une base de données pour la période 1998-2013 a été engagée. Un premier travail d'analyse a consisté à décomposer l'évolution de la consommation énergétique en trois effets: un effet d'échelle en rapport avec l'évolution des ventes, un effet technologique qui évalue les progrès technologiques réalisés permettant d'améliorer l'efficacité énergétique et un effet de recomposition sectorielle qui s'intéresse à l'évolution de la consommation énergétique en fonction de la composition du tissu industriel. Il apparaît clairement que l'effet d'échelle contribue à l'augmentation de l'utilisation énergétique en Chine alors que l'effet technologique contribue à sa baisse. De manière étonnante la recomposition sectorielle accentue la consommation énergétique du secteur manufacturier mais sa contribution est marginale par rapport aux deux autres effets. Un travail économétrique a été engagé en vue d'établir les déterminants de cette recomposition sectorielle et notamment identifier le rôle des investissements étrangers en Chine.

Les biens de consommation : le marché chinois

Françoise Lemoine, Deniz Ünal

Dans la nouvelle phase de développement qu'aborde la Chine, la consommation des ménages est appelée à devenir le moteur principal de la croissance économique, prenant le relai des investissements et des exportations. Ce rééquilibrage, déterminant pour le rythme et la soutenabilité de la croissance du pays dans les prochaines années, a d'ores et déjà changé son mode d'insertion dans l'économie mondiale. L'étude analyse d'abord l'offre domestique des biens de consommation à travers les données d'annuaires statistiques chinoises et montre que ce secteur est l'un des plus dynamiques de l'appareil de production chinois depuis 2007. Elle souligne ensuite, en utilisant les données originales du CEPII (base de données WTFC), la progression accélérée des importations chinoises de biens de consommation depuis dix ans. Une progression suscitée par une forte demande de produits haut de gamme. La Chine est ainsi devenue le troisième importateur mondial de biens de consommation, le deuxième pour ceux de haut de gamme, avec l'Europe comme principal fournisseur.

RÉFÉRENCE(S)

"Le décollage du marché des biens de consommation en Chine et son impact sur le commerce mondial",
F. Lemoine & D. Ünal,
Panorama du CEPII,
n° 2017-01, mars.

RÉFÉRENCE(S)

"China's Foreign Trade: A "New Normal",
F. Lemoine & D. Ünal,
China & World Economy,
Vol. 25, No. 2, 2017.

Le commerce "ordinaire" : le nouveau moteur des échanges chinois

Françoise Lemoine, Deniz Ünal

Depuis la crise financière mondiale de 2007/2008, le commerce extérieur de la Chine a continué à croître plus rapidement que le commerce international. Toutefois, les facteurs moteurs des échanges chinois évoluent. La participation de l'économie chinoise aux chaînes de production mondiales par le biais des activités d'assemblage cède progressivement le relais à un nouveau moteur, le commerce "ordinaire" qui est principalement basé sur les intrants locaux et la demande intérieure. La Chine, acteur majeur de la globalisation des années 2000 en tant que base d'exportation des multinationales, adopte désormais un système de commerce extérieur "normal", bien plus étroitement intégré à l'économie domestique.

APPROFONDIR L'ANALYSE DU POTENTIEL INDUSTRIEL DES GRANDS PAYS ÉMERGENTS

Panorama de l'économie russe

Deniz Ünal, en collaboration avec Cécile Lefèvre (Université Paris Descartes)

Le projet sur l'insertion internationale de la Russie avait pour but de dresser un panorama de la structure productive du pays en termes de valeur ajoutée, d'emploi et d'échanges extérieurs pour déceler les possibilités d'une transition vers une industrie plus diversifiée.

Ce projet a été retardé en raison de l'implication des deux auteurs dans d'autres projets.

Politiques de développement régional et diversification du tissu industriel en Turquie

Sandra Poncet, Deniz Ünal, en collaboration avec Yılmaz Kılıçaslan (Adnan Menderes University, Turquie), Ugur Aytun (Anadolu Üniversitesi, Turquie)

Le projet vise à :

- dresser un bilan des politiques économiques et des études académiques sur les politiques de développement régional en Turquie ;

- analyser le rattrapage régional en Turquie à partir des données de TurkStat sur la croissance, le revenu, la productivité et le commerce ;
- étudier la diversification des exportations par région à travers les indicateurs de sophistication et de complexité en utilisant conjointement les données TurkStat et la base BACI du CEPII ;
- estimer l'impact de la diversification des exportations sur le rattrapage régional en Turquie par une analyse économétrique.

En 2016, les auteurs ont réalisé un suivi documentaire, construit des bases de données et mis au point le travail économétrique.

Le projet sera achevé en 2017.

PREMIÈRES ANALYSES DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS

L'impact des réfugiés syriens sur l'économie turque

Anthony Edo, Deniz Ünal

Ce projet revient sur l'histoire migratoire turque et sur les caractéristiques socio-économiques des réfugiés syriens, décrit le marché du travail turc avant et après l'arrivée des réfugiés Syriens en Turquie en exploitant les enquêtes emploi turques de 2010 et 2015 et s'appuie sur la littérature existante pour mettre en lumière l'ensemble des effets économiques induits par l'arrivée des réfugiés syriens.

La partie sur le contexte migratoire en Turquie reste à finaliser alors que celle sur les effets économiques est achevée. Cette dernière met en lumière le fait que l'impact des réfugiés syriens est très localisé dans les régions frontalières où leur arrivée a suscité une baisse des prix à la consommation de certains biens et services et une hausse des prix des logements. En matière d'emploi, cet impact se manifeste surtout dans le secteur informel.

L'effet des restrictions à la circulation des personnes sur les flux de commerce bilatéraux

Camilo Umana Dajud

Ce travail tire profit d'une expérience naturelle, l'introduction, par les membres de l'espace Schengen, d'un visa pour les citoyens de l'Équateur (2003) et de la Bolivie (2006), pour étudier l'impact de la mise en place d'un visa sur le commerce de marchandises et le bien être économique. Ces visas ont, en effet, été introduits à

RÉFÉRENCE(S)

"Do Visas Hinder International Trade in Goods?",
C. Umana Dajud,
CEPII Working Paper,
n° 2016-30, décembre.

la demande du gouvernement espagnol qui était confronté à une immigration croissante en provenance de ces deux pays. Leur introduction peut dès lors être considérée comme exogène pour les autres membres de l'espace Schengen.

Les résultats montrent que les visas ont un impact négatif significatif sur les flux commerciaux bilatéraux, que cet impact est plus important pour les produits différenciés que pour les produits homogènes et que les visas réduisent le nombre de nouveaux produits exportés vers un marché donné.

L'utilisation des résultats dans un cadre d'équilibre général montre que la suppression des visas augmenterait le bien-être économique de près de 10 % pour certains pays d'Afrique sub-saharienne et de 1,5 % en moyenne pour les pays en développement.

RÉFÉRENCE(S)

"Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques", A. Edo, *in L'économie mondiale 2017*, Coll. Repères, La Découverte Paris, 2016, chap. 6.

Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques

Anthony Edo

Ce travail décrit les mouvements de réfugiés dans le monde et traite de l'impact économique de l'immigration dans les pays d'accueil. Il montre que les mouvements de population observés dans le monde suite à des conflits ont généralement lieu à l'intérieur des pays touchés. Lorsque ces flux passent la frontière du pays, ils s'étendent le plus souvent aux pays limitrophes. Ils sont plus faibles au-delà. Les flux actuels de réfugiés en direction des pays européens sont ainsi faibles comparés à la totalité des populations déplacées en raison de conflits. D'après les études économiques existantes, l'impact moyen à attendre sur le marché du travail devrait être négligeable. L'arrivée de réfugiés en Europe pourrait, en revanche, réduire les conditions d'emploi des travailleurs avec lesquels ils sont directement en concurrence.

LE RÔLE DES MIGRATIONS DANS L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE AU SEIN DE LA ZONE EURO

L'impact de l'évolution différenciée des situations économiques dans les pays de la zone euro sur les migrations internes

Xavier Chojnicki, Anthony Edo et Lionel Ragot

Ce travail étudie l'impact de chocs asymétriques entre pays de l'UE sur les migrations intra-européennes. Il montre qu'une dégradation des conditions d'emploi dans un pays entraîne un départ de

RÉFÉRENCE(S)

"Intra-European Labor Migration in Crisis Times", X. Chojnicki, A. Edo & L. Ragot, *CEPII Policy Brief*, n° 2016-13.

population vers d'autres pays d'Europe dont les conditions d'emploi sont relativement meilleures. Ainsi, de 2008 à 2013, la dégradation des conditions économiques des pays du sud de l'Europe a entraîné un flux de population des pays du sud vers les pays du Nord.

LES CONSÉQUENCES DES MIGRATIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

L'impact de l'immigration sur le marché du travail et le salaire minimum aux États-Unis

Anthony Edo, Hillel Rapoport

Les études relatives aux effets de l'immigration sur le marché du travail ne considèrent généralement que les effets moyens induits sur le salaire et l'emploi des travailleurs de même qualification. Or, ces effets peuvent varier en fonction du niveau de salaire et être modifiés par l'existence d'un salaire minimum, qui protège les travailleurs d'une réduction salariale. Ce travail étudie donc l'impact de l'immigration sur les salaires et l'emploi dans un contexte de rigidités salariales en exploitant les différentiels de salaire minimum entre les états américains qu'autorise la législation fédérale. Il montre, qu'entre 2000 et 2013, l'impact de l'immigration sur les salaires et l'emploi des natifs est d'autant plus faible que le salaire minimum est élevé.

Ce travail sera publié sous forme de *Document de travail CEPII* au 1^{er} semestre 2017.

L'impact de l'immigration sur les conditions d'emploi des natifs sur le marché du travail français

Anthony Edo, Farid Toubal

L'étude porte sur la période 1990-2010. Elle établit une corrélation entre l'immigration et une dégradation des salaires des travailleurs natifs qui partagent les mêmes niveaux d'éducation et d'expérience des immigrés, en deçà d'un certain seuil. La dégradation est d'autant plus forte que l'on descend dans l'échelle des qualifications : les travailleurs les plus qualifiés ne subissent aucune perte de salaire corrélée à une immigration très qualifiée, alors que l'inverse se produit pour les travailleurs les moins qualifiés. Cependant, ces résultats ne permettent pas d'établir une relation de causalité certaine, ni de mesurer avec précision l'amplitude des effets éventuels et ne permettent donc pas de contribuer significativement à la littérature existante. Une publication devrait avoir lieu en 2017, dans un format qui reste toutefois à définir en raison de la portée relativement restreinte des résultats.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

MESURES NON TARIFAIRES

Bases de données et instruments de politiques commerciales

Jean-Christophe Bureau, Houssein Guimbard, Sébastien Jean

Il s'agit d'un projet pluriannuel de mise à disposition et d'exploitation de données de barrières tarifaires (droits de douane) et non-tarifaires aux échanges, prétraitées au CEPII mais collectées par des organisations internationales.

La base MAcMap-HS6 a ainsi été mise à jour avec les dernières données disponibles de commerce (pour agréger les droits de douane) et de valeurs unitaires (pour les convertir les droits exprimés en unité monétaire par quantité en pourcentage). Cette version n'est toutefois pas définitive dans la mesure où les données sur les quotas tarifaires n'avaient pas encore été transmises au CEPII fin 2016.

Par ailleurs, les programmes de construction de la base NTM-Map ont été revus pour intégrer les nouvelles bases sources dont les formats différaient des anciennes.

Une application particulière a été faite sur l'Asie de l'Est en collaboration avec Kenichi Kawasaki, Badri Narayanan et Arata Kuno, consistant à quantifier, à l'aide du modèle GTAP, la mise à œuvre du volet tarifaire des accords de partenariat économique (APEs) dans les régions d'Asie de l'Est (ASEAN, Australie, Chine, Inde, Japon, Corée du Sud et Nouvelle Zélande). La contribution principale du CEPII est ici la base de données spécialement construite pour ce scénario, en distinguant les suppressions tarifaires convenues dans ces accords, mais non encore mises en œuvre dans la réalité. Cette base devrait être incluse dans la base GTAP, en tant que module complémentaire, pour renforcer le réalisme des analyses contrefactuelles, généralement effectuées par rapport au statu quo (année de calibrage), situation dans laquelle ces démantèlements tarifaires prévus n'ont pas encore eu lieu. Enfin, une comparaison entre la mise en œuvre des APEs et une situation dans laquelle l'ensemble des droits de douane entre les pays de l'ASEAN et leurs partenaires seraient abolis est analysée.

Une exploitation systématique des données a enfin été réalisée concernant les échanges agricoles. Alors que les mesures non

RÉFÉRENCE(S)

"Analysis of the Role of Tariff Concessions in East Asia", K. Kawasaki, H. Guimbard, B. Narayanan & A. Kuno, *GRIPS Discussion Papers*, n° 16-21, décembre.

"Tariff Policies and the Progress toward Open Markets for Agricultural Products", J.C. Bureau, H. Guimbard & S. Jean, *Handbook on International Food and Agricultural Policy (Vol. III, Chap. 6)*, À paraître.

tarifaires (normes) sont souvent perçues comme un problème majeur dans les récentes négociations commerciales, les droits de douane restent des obstacles importants au commerce de l'agriculture. Un chapitre d'ouvrage traite de l'évolution depuis 2001 des politiques commerciales tarifaires bilatérales, régionales et multilatérales dans ces secteurs et quantifie les conséquences économiques des accords commerciaux en cours de négociations, notamment par rapport à une entente multilatérale dans le cadre de l'OMC. Au niveau mondial, l'agriculture reste très protégée (17 % en 2013), mais moins qu'en 2001 (24 %). L'évolution de cette moyenne résulte principalement de la fin de la mise en œuvre des engagements des pays en développement pris lors du Cycle de l'Uruguay et des nouvelles accessions à l'OMC (- 4,8 points de pourcentage, p.p.). La libéralisation unilatérale (i.e. sans contrepartie) au niveau des pays est beaucoup moins importante (en termes relatifs) que pour l'ensemble des biens (- 1,1 p.p.). Les accords commerciaux bilatéraux ou régionaux ont un impact très limité sur l'ouverture aux échanges agricoles (-0,6 p.p. de baisse du droit de douane moyen au niveau mondial). Enfin, des scénarii simples de démantèlement tarifaires et la proposition la plus récente durant le cycle de Doha, montrent que les accords commerciaux bilatéraux et régionaux en cours de négociations diminueraient l'intérêt économique d'un accord multilatéral dans le cadre de l'OMC.

RÉFÉRENCE(S)

"La longue marche des produits laitiers français vers le marché chinois",
C. Emlinger & J. Fouré,
Le Blog du CEPII,
16 mars 2016.

Analyse des mesures non tarifaires : études de cas dans les secteurs agricoles et industriels

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Stéphanie Monjon

L'objectif initial de ce projet était de produire une grille d'analyse des mesures non tarifaires à partir de quelques études de cas agricoles. L'étude détaillée du cas du secteur laitier en Chine, qui a donné lieu à une note de blog, a mis en évidence la complexité des procédures nécessaires pour les entreprises étrangères désirant accéder au marché chinois. Cet exemple a par ailleurs mis en lumière le rôle des certifications douanières dans l'accès à certains marchés. Suite à ce premier travail exploratoire, il a été décidé de réorienter le projet et de se concentrer plus spécifiquement sur l'impact du statut douanier d'Opérateur Economique Agréé (OEA) sur les exportations françaises.

Le statut d'OEA, défini en 2008 pour l'Union européenne, permet aux entreprises certifiées de réduire les coûts inhérents au commerce international, par le biais de procédures accélérées ou allégées. Avec les accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle du statut

signés ces dernières années – avec la Suisse, la Norvège, le Japon, les États-Unis et la Chine – les avantages des OEA semblent s'accroître. L'objectif est de mesurer les effets de ces accords bilatéraux sur les entreprises françaises agréées, notamment en termes d'impacts commerciaux et de réduction des coûts au commerce, en identifiant les caractéristiques des entreprises tirant le plus profit de ce statut. La collecte de l'information s'étant révélée plus longue et difficile que prévu, le projet sera finalisé en 2017.

Mesures non tarifaires et performances des firmes dans les pays en développement

Matthieu Crozet, Gianluca Orefice, en collaboration avec Daria Taglioni (World Bank)

Avec la réduction des droits de douane, les mesures non tarifaires sont aujourd'hui les principales barrières à l'exportation pour les entreprises dans les pays en développement. Les différences de normes techniques entre pays développés et en développement constituent une barrière à l'exportation, surtout pour les exportateurs les moins performants. Ce projet entamé en 2016 mais qui sera achevé en 2017 vise à quantifier l'effet de mesures non tarifaires imposées par les pays étrangers sur le commerce extérieur des entreprises de 24 pays en développement.

Facilitation des échanges

Lionel Fontagné, Gianluca Orefice, en collaboration avec Roberta Piermartini (World Trade Organization, Geneva)

Lors de la conférence ministérielle de Bali en 2013, les États Membres de l'OMC ont conclu un accord sur la facilitation des échanges et ont défini des mesures de facilitation du commerce international visées à réduire les coûts de transaction. Cet accord a été ratifié par suffisamment de pays pour être mis en place début 2017.

L'analyse des effets de chaque mesure de facilitation du commerce international sur les performances des exportateurs français (par taille d'entreprise) confirme l'intérêt particulier de ce programme pour les exportateurs de petite taille. Toutefois, l'automatisation des procédures de dédouanement dans le pays de destination a des effets ambigus : en favorisant l'entrée des grandes entreprises capables de supporter le coût fixe de mise en place des nouvelles procédures, elle tend à redistribuer les parts de marché à destination en faveur de ces dernières.

RÉFÉRENCE(S)

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures",
L. Fontagné, G. Orefice
& R. Piermartini,
CEPII Working Paper,
n° 2016-08, avril.

RÉFÉRENCE(S)

"Non-tariff Measures, Specific Trade Concerns and Tariff Reduction",
G. Orefice,
CEPII Working Paper,
n° 2015-30, décembre,
à paraître dans *The World Economy*.

RÉFÉRENCE(S)

"Granting Market Economy Status to China in the EU: An Economic Impact Assessment",
C. Bellora & S. Jean,
CEPII Policy Brief,
n° 11, septembre 2016.

"Le statut d'économie de marché de la Chine : un enjeu fort pour le commerce européen",
C. Bellora & S. Jean,
La Lettre du CEPII,
n° 370, octobre 2016.

Substituabilité entre protection tarifaire et non tarifaire

Gianluca Orefice

La baisse des droits de douane est souvent évoquée comme un possible déterminant de la progression récente du nombre des mesures non tarifaires au niveau mondial. Il y aurait alors substitution entre les formes traditionnelles de la protection commerciale et l'utilisation protectionniste pouvant être faite des mesures techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires. Ainsi, bien que ces mesures soient généralement mises en place afin de protéger les consommateurs de l'importation de produits dangereux, certaines protègent certains secteurs d'une forte baisse des droits de douane. Cette substitution d'instruments de protection est mise en évidence par l'analyse des notifications de mesures non tarifaires à l'OMC au cours de la période 1995-2010. Il y a bien, en moyenne, un lien de causalité entre la baisse des droits de douane et la notification à l'OMC de nouvelles mesures non tarifaires.

Protection contingente : l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, Kévin Lefebvre

Le 11 décembre 2016, les dispositions particulières qui permettaient, en matière de procédures antidumping, de traiter la Chine comme n'étant pas une économie de marché, ont expiré. Cette perspective a suscité de vifs débats car chaque pays membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a dû décider si accorder ou non à la Chine le statut d'économie de marché. Pour l'Union européenne, les enjeux sont importants : la Chine est le premier fournisseur de l'Union Européenne, l'antidumping est l'instrument de défense commerciale le plus utilisé et les conséquences économiques de l'absence de statut d'économie de marché n'ont jamais été réellement évaluées, en particulier à cause de la spécificité de ce statut et de la complexité des règles qui s'appliquent en matière d'antidumping. Nous avons tenté de le faire en nous appuyant sur une analyse empirique systématique des enquêtes et sanctions antidumping menées et imposées par l'Union Européenne depuis 1988.

L'étude montre que le statut actuel implique plus de plaintes antidumping, des sanctions plus nombreuses et plus fortes. Ce statut semble avoir aussi un effet dissuasif au-delà des produits directement ciblés par les sanctions, incitant les exportateurs à augmenter leurs prix. L'octroi du statut d'économie de marché à

la Chine pourrait ainsi accroître les importations européennes en provenance de Chine de 5 % environ, et jusqu'à 21 % si cela faisait disparaître l'effet dissuasif. Même si les conséquences sur la production sont beaucoup plus limitées, avec un impact estimé à 0,3 % après élimination totale de l'effet dissuasif, ces chiffres suggèrent que les enjeux commerciaux d'un changement de statut sont considérables et posent la question d'une réforme d'envergure des instruments de défense commerciale de l'UE.

L'effet dissuasif que nous montrons a été très peu étudié dans la littérature, alors que ses impacts semblent importants. Le travail de recherche sur les mécanismes sous-jacents et leurs conséquences, en particulier sur les exportateurs chinois, va être poursuivi dans le cadre du projet "L'impact dissuasif des mesures antidumping sur les décisions d'exportation des producteurs chinois", au programme de travail 2017.

L'impact des embargos commerciaux sur les exportateurs français

Matthieu Crozet, en collaboration avec Julian Hinz (Paris School of Economics)

Les sanctions économiques ont l'avantage d'exercer une pression mesurée et non militaire sur le pays ciblé afin de l'amener à infléchir sa politique. L'impact peut être négligeable pour l'économie du pays qui sanctionne, sauf quand le pays ciblé représente un grand marché extérieur. Or c'est le cas de la Fédération de Russie à l'encontre de laquelle l'Union européenne a pris des sanctions en 2014. Ce pays offre en effet un marché non négligeable et a répondu aux sanctions occidentales par un embargo sévère sur les produits agricoles. Le CEPII a estimé du coût économique (en termes de réduction des exportations), pour la France, des sanctions et contre-sanctions économiques imposées respectivement par les grandes puissances occidentales et la Russie au cours de l'année 2014. La méthode pour estimer l'impact de la série de sanctions et contre-sanctions économiques sur le commerce franco-russe consiste à identifier une éventuelle rupture de tendance des exportations françaises (et du nombre d'entreprises exportatrices) vers la Russie coïncidant avec la mise en place des sanctions diplomatiques.

Sur la période allant de décembre 2013 à décembre 2014, les exportations françaises vers la Russie ont été réduites d'environ un milliard d'euros (hors aéronautique, nucléaire civil et armement), soit près de 14 % du potentiel de commerce. Ces pertes sont imputables, pour un tiers, à l'insécurité résultant du conflit armé

RÉFÉRENCE(S)

- "Sanctions et embargos : quels impacts sur le commerce de la France vers la Russie ?",
M. Crozet & J. Hinz,
La Lettre du CEPII,
n° 360, janvier 2016..
- "Collateral Damage: The impact of the Russia sanctions on sanctioning countries' exports",
M. Crozet & J. Hinz,
CEPII Working Paper,
n° 2016-16, juin.

en Ukraine et pour deux tiers aux sanctions imposées par les pays occidentaux. L'embargo russe sur les produits agricoles n'a pas d'effet identifiable dans la mesure où il confirme un effondrement des exportations agricoles françaises le précédant.

MODÉLISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le CEPII a poursuivi ses investissements méthodologiques en 2016 afin de pouvoir disposer d'une boîte à outils mobilisable pour répondre aux questions de politique économique de façon compétitive. Cela s'est fait essentiellement autour du développement d'une maquette inspirée des « nouveaux modèles quantitatifs du commerce » à firmes hétérogènes, et d'autre part de l'entretien et de l'amélioration du modèle MIRAGE d'équilibre général calculable.

Maquette à firmes hétérogènes

Jean Fouré, Christophe Gouel, Sébastien Jean, Antoine Vatan

L'hétérogénéité des firmes a été identifiée dans la littérature récente comme un déterminant important du commerce international et de ses effets sur l'économie mondiale. Depuis 2015, le CEPII a entrepris de modéliser cette hétérogénéité en équilibre général calculable. Une maquette développée à cet effet a montré qu'adapter le modèle MIRAGE ne serait pas nécessairement la meilleure façon de procéder. Un modèle moins exhaustif et légèrement simplifié se révèle beaucoup plus maniable, permettant ainsi d'explorer en détail la capacité de ce type d'approche à proposer des évaluations robustes et pertinentes de chocs de politique commerciale. Ces explorations ont amené à mettre en avant l'importance des hypothèses concernant la prise en compte du goût pour la variété des consommateurs dans les résultats de simulation. Un document de travail présentant les conclusions de cette analyse est à paraître.

Développements de MIRAGE

Jean Fouré

Le modèle MIRAGE a été mis à jour (« MIRAGE 1.0.4 »), pour apporter des modifications de structure et mettre à jour les données GTAP (version 9.1), les mesures non tarifaires dans les services et les projections de long terme. Les développements de MIRAGE sur l'électricité et les gaz à effet de serre non-CO2 ont été reportés pour donner la priorité aux mises à jour mentionnées ou à des applications (Schengen, commerce et changement climatique), ou aux deux (facilitation des échanges). Par ailleurs, l'interface

RÉFÉRENCE(S)

"Is Trade Facilitation a Free Lunch? A General Equilibrium Approach",
mimeo.

"Can gravity and general equilibrium go on a date? Trade costs and the TFA",
mimeo.

d'utilisation du modèle MIRAGE réalisé pour la Commission Européenne en 2015 a été mise à jour pour faire fonctionner la version la plus récente du modèle.

Enfin, les travaux réalisés en collaboration avec l'OMC sur la facilitation des échanges ont été poursuivis avec pour objectif d'identifier plus précisément les points de convergence possible entre le champ de l'étude en équilibre général calculable, et celui des estimations économétriques des équations de gravité. Nous avons montré qu'une mise en cohérence est possible, notamment du point de vue théorique, mais que cela pose de nombreuses questions quant au paramétrage du modèle considéré.

LONG TERME ET ENVIRONNEMENT

La demande pour les projections à long-terme de l'économie mondiale et pour les questions environnementales et climatiques n'a pas faibli en 2016. Le CEPII a donc poursuivi son effort de mise à disposition de projections pour l'économie mondiale transparentes et fondée théoriquement, ainsi que de modélisation de l'impact climatique d'un ensemble de scénarios de politique publiques, notamment suite à l'accord de Paris sur le climat.

Trajectoires économiques de long terme

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Dans la continuité des travaux initiés en 2015, la mise en œuvre, dans le modèle MaGE, des scénarios "Shared Socioeconomic Pathways" (SSP), élaborés initialement par le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC), a été finalisée et ses résultats ont été mis à disposition publique (EconMap 2.4). Par ailleurs, ces sentiers dynamiques ont été intégrés par défaut dans le modèle MIRAGE.

Dans ce cadre, deux chapitres du rapport "Value added in motion" ont été finalisés pour une publication début 2017.

Une application de ces méthodologies à l'articulation entre politique climatique et politique commerciale a été conduite en réponse à une demande du Conseil d'Analyse Economique. S'il constitue une avancée, l'Accord de Paris entré en vigueur en novembre 2016 pose un certain nombre de questions, notamment quant à la responsabilité "commune mais différenciée" – qui se traduit par des engagements très variables d'un pays signataire à l'autre – mais aussi concernant l'articulation entre politique climatique et

RÉFÉRENCE(S)

"Changement climatique et commerce: quelques simulations de politique économique",
L. Fontagné & J. Fouré,
Note à l'attention du Cabinet du Premier Ministre.

"Climate Change Policy and Trade with MIRAGE-e",
J. Fouré,
présentation au workshop Policy-relevant CGE modelling,
15-16 décembre 2016, Paris.

"Long Term Socio-Economic Scenarios for Representative Concentration Pathways Defining Alternative CO² Emission Trajectories",
L. Fontagné & J. Fouré,
Rapport d'Étude du CEPII,
n° 2016-01, janvier.

Ces travaux ont également donné lieu à des publications début 2017.

politique commerciale. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), la politique commerciale est souvent évoquée, et la demande adressée au CEPII a concerné la quantification des effets d'une telle politique.

Il a ainsi été proposé une première évaluation de ce que peut apporter la politique commerciale dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, à l'aide du modèle MIRAGE. Deux résultats ont été mis en valeur. Tout d'abord, la politique commerciale seule ne constitue pas une réponse adéquate au changement climatique : ses impacts climatiques sont trop faibles. D'autre part, une politique incitative, à l'image de la proposition de Nordhaus (constitution d'un club de pays ambitieux qui imposeraient un droit de douane faible à ses frontières pour inciter d'autres pays à le rejoindre), est susceptible d'avoir les effets escomptés, sans être dommageable pour les pays qui la mettent en œuvre.

Dynamique du régionalisme commercial

Jean Fouré, Houssein Guimbard

Pour mener à bien les études de politique commerciale, il était important de doter le modèle MIRAGE d'un « sentier dynamique tarifaire » (d'une trajectoire à venir des droits de douane pour tous les produits et pays, en fonction de la connaissance actuelle des accords signés). En effet, dans ce type de modèle, les conséquences d'une politique économique donnée (par exemple, la signature d'un accord commercial ou la mise en place d'une politique environnementale) sont étudiées en comparant, pour une année donnée (généralement à moyen terme) un monde dans lequel cette politique est mise en œuvre (i.e. une simulation) avec un monde dans lequel elle ne l'est pas (i.e. la situation de référence). Dans MIRAGE, la situation de référence intègre les évolutions de diverses variables que le modèle ne calcule pas de façon endogène (par exemple, la population). Certains paramètres sont fixés à l'année de départ (année de calibrage) ou à l'année la plus récente lorsque l'on dispose des données. C'est notamment le cas des données tarifaires (actuellement, l'année de départ de Mirage est 2011 ; les droits de douanes sont mis à jour pour l'année 2013). Or, un certain nombre d'accords commerciaux sont actuellement mis en œuvre en réalité, avec un horizon de mise en place complète variable, rendant le statu quo de 2013 peu crédible.

Afin d'étudier les conséquences d'une politique économique donnée dans un monde plus cohérent, ce projet a nécessité la collecte de l'ensemble des accords commerciaux existants, puis

leur fusion avec les données de droits de douane. Cela a permis la création de plusieurs « sentiers dynamiques tarifaires » en utilisant des règles simples de mise en œuvre dès leur entrée en vigueur (des sentiers alternatifs incluent également les accords commerciaux actuellement en négociation, comme l'ASEAN+6). Ainsi, les simulations effectuées avec le modèle MIRAGE peuvent désormais être interprétées en variation avec plusieurs situations de références, soit en choisissant la plus adaptée, soit en les utilisant comme analyses de sensibilité.

Nutrition transition and the structure of global food demand

Christophe Gouel, Houssein Guimbard

L'estimation de la demande alimentaire dans les décennies à venir est d'une importance capitale pour des analyses crédibles de la sécurité alimentaire mondiale. Le processus liant les changements de régimes alimentaires à la richesse est connu sous le nom de transition nutritionnelle et présente des caractéristiques bien identifiées aidant à prédire les modifications de consommation dans les pays pauvres. Cette étude propose un modèle économique mondial de permettant de quantifier ce phénomène. Transparent et estimé statistiquement sur des données en coupe instantanée de FAOSTAT, le modèle capture les principales spécificités de la transition nutritionnelle : augmentation de la demande de calories associée à l'élévation du revenu des consommateurs ; baisse relative de la consommation des féculents de base dans la composition des régimes alimentaires ; et forte augmentation de la demande de calories provenant des produits d'origine animale, des graisses et autres aliments sucrés.

Nous utilisons ensuite notre modèle pour prévoir l'évolution de la demande alimentaire entre 2010 et 2050, en nous appuyant sur un ensemble de scénarii plausibles de croissance économique, adopté par la communauté des chercheurs sur le changement climatique (Shared Socioeconomic Pathways, SSP, en anglais). À horizon 2050, les principaux résultats de ces projections sont les suivants. La demande alimentaire mondiale augmentera de 46 %, soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au cours des quatre décennies précédentes ; cette croissance sera principalement attribuable aux pays à revenu faible et intermédiaire ; la structure de la demande alimentaire mondiale changera au cours de la période, avec une augmentation de 95 % de la demande de calories d'origine animale et une augmentation beaucoup plus faible de 18 % de la demande de féculents. L'analyse d'un ensemble de projections de

RÉFÉRENCE(S)

"Nutrition Transition and the Structure of Global Food Demand",
C. Gouel & H. Guimbard,
CEPII Working Paper,
n° 2017-05, mars.

 RÉFÉRENCE(S)

"Food Trade, Biodiversity Effects and Price Volatility",
C. Bellora & J.M. Bourgeon,
soumis à l'*International Economic Review*.

"Estimating the Impact of
Crop Diversity on Agricultural
Productivity in South Africa »,
C. Bellora, E. Blanc,
J.M. Bourgeon & E. Strobl,
mimeo.

populations et de revenus révèle de larges incertitudes puisque selon le scénario, les augmentations attendues de la demande de calories d'origine animale (resp. végétale) varient entre 78 % et 109 % (resp. entre 20 % et 42 %).

Commerce agricole et biodiversité des espèces végétales cultivées

Cecilia Bellora, en collaboration avec Jean-Marc Bourgeon (INRA, Ecole Polytechnique), Eric Strobl (Aix-Marseille School of Economics), Elodie Blanc (Massachusetts Institute of Technology, USA)

Un des enjeux majeurs pour l'agriculture est d'arriver à maintenir des niveaux de production élevés tout en diminuant son impact sur l'environnement. Dans ce cadre, l'accroissement de la biodiversité des espèces cultivées peut contribuer à augmenter la productivité et la stabilité des systèmes agricoles : il a été largement démontré que plus la production agricole se concentre sur quelques espèces (i.e. plus la biodiversité est réduite), plus les nuisibles (mauvaises herbes, parasites, champignons...) se spécialisent sur ces cultures, leurs attaques devenant plus fréquentes et plus virulentes. Ces effets sont fortement réduits par l'utilisation de pesticides, qui permettent aujourd'hui d'obtenir des rendements élevés malgré une très faible diversité des espèces végétales cultivées. Néanmoins, au vu des impacts négatifs de ces molécules sur l'environnement et la santé humaine, les pouvoirs publics en ont de plus en plus limité l'utilisation. Mais, en présence de commerce, la spécialisation poussant vers une augmentation des attaques des nuisibles, les gouvernements pourraient être tentés de réduire ces contraintes afin de gagner des parts de marché. À l'inverse, si on considère uniquement les effets négatifs locaux des pesticides, le commerce pourrait amener les consommateurs à demander une plus forte limitation de l'utilisation de ces derniers, puisque des produits agricoles peuvent être importés.

Dans un premier temps, nous avons étudié les mécanismes qui lient effets de biodiversité, production agricole et commerce à l'aide d'un modèle théorique. L'analyse empirique des liens entre biodiversité des espèces cultivées et rendements est ensuite effectuée à partir d'une base de données couvrant de vastes territoires d'Afrique du Sud. Cette base est construite à partir de données extraites d'images satellitaires, sa couverture géographique permet de traiter des questions nouvelles et de vérifier la robustesse de résultats préexistants en considérant des surfaces agricoles bien plus importantes. Nous confirmons ainsi que la biodiversité a un

effet positif sur les rendements, devancé par ordre d'importance seulement par l'effet de l'irrigation dans notre échantillon, et qu'elle a tendance à en réduire la variabilité.

ÉCHANGES DE SERVICES ET CHAÎNES DE VALEUR

Ces deux questions font partie des sujets sur lesquels le programme "Politiques commerciales" assure une veille et recherche plutôt des angles originaux permettant de répondre aux questions pertinentes de politique économique. Sur la question des chaînes de valeur, le CEPII a essentiellement fait des calculs de commerce en valeur ajoutée mais sans engager d'étude spécifique à ce stade. Sur la question des échanges de services, un point d'entrée original a été choisi avec le commerce électronique.

Commerce de services

Lionel Fontagné, Jean Fouré, en collaboration avec Robert Teh (OMC)

Le projet initial sur la négociation de TISA s'est vu substituer un travail sur les obstacles au commerce en ligne, en collaboration avec l'OMC, qui débouchera en 2017. Une première étape compare à un niveau fin le commerce en ligne (utilisation des données eBay) avec le commerce traditionnel (données Comtrade), en approfondissant les travaux économétriques présents dans la littérature. Il s'agit de mesurer la différence de sensibilité des deux types de commerce aux différents coûts de transaction (distance, langue etc.). Ce travail économétrique sera achevé début 2017, l'étape suivante étant l'incorporation dans MIRAGE de ces coûts de transaction. En parallèle, un travail de collecte des données réglementaires sur les obstacles est engagé.

Équivalent tarifaires des obstacles aux échanges de services

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, en collaboration avec José E. Signoret (U.S. International Trade Commission)

Il est difficile de quantifier le caractère restrictif des barrières non tarifaires pour les services. La principale limite étant l'insuffisance de données d'échanges de services, ou l'information parcellaire sur les politiques ou leur impact microéconomique.

Une solution fréquemment utilisée consiste à utiliser les informations qualitatives sur les restrictions, arbitrairement transformées en une mesure quantitative. Nous préférons ici une forme réduite de l'approche par gravité pour estimer le commerce des services

RÉFÉRENCE(S)

"Estimated Tariff Equivalents Of Services NTMs",
L. Fontagné, C. Mitaritonna
& José E. Signoret,
USITC Working Paper,
n° 2016-07-A
et *CEPII Working Paper*,
n° 2016-20, août.

 RÉFÉRENCE(S)

"Évaluation de la valeur ajoutée du marché unique européen",
 Rapport IGF – Conseil Général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies,
 novembre 2016 (confidentiel).

ne s'appuyant pas sur l'information qualitative, à l'image de notre précédente étude de 2011 portant sur l'année 2004 largement reprise.

Nous fournissons des équivalents ad valorem des restrictions sur le commerce des services pour 117 pays en 2011, en utilisant les données GTAP de 2011, ainsi qu'une comparaison temporelle entre les estimations entre 2004, 2007 et 2011. Ces résultats sont disponibles sur le site web CEPII. L'intérêt de ces estimations est avéré par l'utilisation de différentes institutions (UNECA, USITC, OECD). Elles ont été utilisées entre autres pour les simulations du rapport sur le TPP du congrès américain (<https://www.usitc.gov/publications/332/pub4607.pdf>)

POLITIQUES EUROPÉENNES ET RELATIONS COMMERCIALES

Approfondissement du marché unique européen versus abandon de Shengen

Lionel Fontagné, Jean Fouré, Houssein Guimbard

Il s'agit ici de deux demandes adressées au CEPII au cours de l'année 2016 et qui ne s'inscrivaient pas dans le programme de travail.

Un premier projet, réalisé à la demande l'Inspection Générale des Finances (IGF), a consisté en une quantification des conséquences d'un approfondissement du marché unique européen sur la France, en intégrant la sortie du Royaume-Uni. Le modèle utilisé est le modèle MIRAGE du CEPII et un ensemble de trois scénarios ont été simulés.

Le scénario central consiste en un approfondissement du marché européen (UE27), via une baisse de 50 % des mesures non tarifaires (MNT) subsistant actionnables au niveau intra-européen (biens et services), sur 10 ans (100 % sur 20 ans). Dans un second scénario, nous introduisons une externalité positive de 10 % sur le reste du monde (i.e. réduction de 5 % des coûts au commerce à l'entrée sur le marché européen pour les pays tiers, sur 10 ans, et de 10 % sur 20 ans). Enfin, une analyse de sensibilité se propose de mesurer les impacts d'une implémentation simple du TPP (suppression complète des droits de douanes, baisse de 20 % des MNT) sur la France et l'Union européenne. Ce scénario central montre un impact limité mais positif sur l'économie française, en termes de revenu réel, à horizon 2027. Les résultats ont été présentés à l'IGF, le 4 octobre 2016.

Par ailleurs, dans le cadre d'une collaboration avec France Stratégie, le CEPII a participé à la note "Les conséquences économiques d'un abandon des accords de Schengen" en réalisant une évaluation avec MIRAGE d'une augmentation de coût au commerce à l'intérieur des frontières de l'espace Schengen.

La valeur des préférences commerciales accordées par l'Union européenne aux pays en développement

Cecilia Bellora, Jean-Christophe Bureau, en collaboration avec Parisa Aghajanzadeh-Darzi (AgroParis Tech, Paris)

Les récentes réformes du Système Généralisé de Préférences (SGP) de l'Union Européenne ont remis l'accent sur la question des bénéfices que peuvent tirer les pays en développement des préférences commerciales que leur accorde l'UE, d'autant plus que ces préférences, auparavant majoritairement unilatérales, deviennent de plus en plus réciproques. Pour évaluer l'impact des préférences tarifaires accordées dans le cadre du SGP, nous construisons un scénario dans lequel ces préférences seraient totalement supprimées. Les pertes générées par cette suppression nous donnent une indication de l'importance des préférences accordées. Ces simulations sont menées dans un cadre d'équilibre général calculable, avec le modèle MIRAGE.

Le projet a été lancé en 2015 et s'est poursuivi en 2016. Les scénarios tarifaires ont été affinés dans la mesure où les accords de libre-échange qui lient l'UE à certains pays en développement et émergents, en remplacement de préférences unilatérales, ne sont plus simulés *ad hoc* mais sur la base d'un calcul systématique des marges préférentielles habituellement accordées par chacun des partenaires impliqués. De même, la base tarifaire a été mise à jour de façon à refléter fidèlement les évolutions annuelles de la liste des bénéficiaires du SGP jusqu'en 2016. Un document de travail ainsi qu'un article dans une revue à comité de lecture seront proposés courant 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"The value of EU trade preferences for developing countries",
P. Aghajanzadeh-Darzi, C. Bellora,
J.C. Bureau & A. Goburdhun,
mimeo.

Programme



Analyse du commerce
international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le programme d'Analyse du Commerce International propose des analyses de la structure du commerce international et des spécialisations des pays, mais aussi des études sur les déterminants et les conséquences de l'exposition des entreprises à un environnement ouvert à la concurrence internationale.

Comme chaque année, un effort conséquent a été consacré en 2016 à l'entretien et au développement des bases de données de commerce, qui ont vocation à alimenter à la fois les travaux de recherche, d'information et de pédagogie.

Les travaux de recherche se sont articulés autour de trois grands thèmes. Le premier concerne les entreprises multinationales et les interdépendances transfrontalières. L'analyse des stratégies d'entreprise dans le secteur automobile a notamment permis d'éclairer de façon détaillée les déterminants des stratégies de localisation des différentes étapes de production des entreprises multinationales. Les conséquences des caractéristiques légales et institutionnelles ont par ailleurs été évaluées en référence à des indicateurs de corruptions, mettant en évidence leur impact différencié en fonction de l'expérience sur chaque marché. Des analyses ont par ailleurs porté sur les conséquences des différences de fiscalité et sur la gestion de l'incertitude de la demande pour des entreprises présentes sur de nombreux marchés.

L'organisation internationale des chaînes de valeur constitue un second thème, visant à mieux appréhender les dynamiques commerciales d'aujourd'hui, leurs évolutions et leur résilience. Dans ces analyses, l'accent est mis sur la mesure détaillée des chaînes d'approvisionnement, en s'appuyant sur les données plus complètes désormais disponibles.

Enfin, les déterminants de la compétitivité des entreprises ont été analysés sous différents angles. La sensibilité aux prix, aux coûts d'intrants et à la fiscalité restent en effet des questions importantes, sur lesquelles un renouvellement des approches permet des éclairages mettant en valeur l'hétérogénéité des effets en fonction des caractéristiques des entreprises et de leur environnement.

| RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM-CIN (Commerce international), CHELEM-PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change), CHELEM-BAL (Balance des paiements).

"Base de données sur l'économie mondiale",

A. de Saint Vulry, *L'économie mondiale 2017*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2016, pp. 120-125, septembre.

| RÉFÉRENCE(S)

"Les Profils Pays du CEPII", *Visualdata*, juin 2016.

"CEPII Country Profiles", *Visualdata*, June 2016.

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", C. Emlinger, H. Guimbard, A. de Saint Vulry, D. Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2016-02, juin.

"CEPII Country Profiles: indicators, databases and classifications", C. Emlinger, H. Guimbard, A. de Saint Vulry, D. Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2016-02, juin.

BASES DE DONNÉES, PROFILS PAYS ET PANORAMA

CHELEM

Laurence Nayman, Alix de Saint Vulry, Deniz Ünal

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale avec une interface conviviale facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. La base CHELEM - Commerce international a été actualisée deux fois cette année (le 4 février sur la période 1967-2014, puis le 18 octobre pour 1967-2015). Dans la base CHELEM-PIB, les séries de PIB et de populations ont été réactualisées en juillet sur la période 1960-2021 à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (WEO) et des sources nationales. Une deuxième mise à jour a été faite en octobre sur la série taux de change à partir des données FMI (IFS) sur la période 1960-2015. Quant à la base CHELEM-Balance des paiements, une mise à jour a été effectuée le 22 mars (données jusqu'en 2014) et une autre le 24 juin (avec certains pays jusqu'en 2015).

BACI -TUV

Charlotte Emlinger

Les bases de données BACI et TUV ont été mises à jour et mises à disposition sur le site web du CEPII, dans différentes révisions.

Les Profils du CEPII

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Alix de Saint Vulry, Deniz Ünal

Les Profils du CEPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPII. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

Les Profils Pays synthétisent et structurent des informations précises et cohérentes sur le niveau de richesse, la spécialisation commerciale, la gamme des biens échangés et la protection douanière caractérisant l'insertion de 80 pays dans l'économie mondiale. Ils ont été mis à jour en juin 2016 avec les changements suivants : ajout d'une nouvelle année dans les séries (2014) ; la protection douanière est désormais basée sur la base MACMap

2013 (précédemment 2007) ; les rubriques relatives au types et gammes de commerce ainsi qu'aux termes de l'échange incluent désormais des illustrations relatives au commerce de produits manufacturés (alors que seuls les échanges tous produits étaient présentés dans la version précédente). Les données d'échanges de services manquantes pour certains pays ont été estimées pour que les grandeurs par continents ne soient pas sous-estimées.

Panorama sur les échanges de services

Laurence Nayman

Dans les années 1990 et 2000, les chaînes de valeur structurent les modèles reposant sur l'échange de biens intermédiaires. Des filières concentrées comme l'automobile ou la chimie-pharmacie intègrent, pour s'adapter aux tendances de marché, de plus en plus de services dans leur offre de produits. De même, les services utilisent des outils comme support, la voiture avec chauffeur par exemple. Ces mutations sont permises en grande partie par l'intégration de nouvelles technologies : les innovations de rupture liées aux réseaux et à la place croissante du numérique bouleversent les modèles de développement et d'organisation des entreprises.

Pour analyser ces tendances, le projet a été recentré sur la caractérisation des conséquences de l'économie numérique sur les chaînes de valeur internationales, en s'appuyant plus particulièrement sur l'expérience de quelques pays, France, Allemagne, États-Unis, Chine, notamment. Le travail devrait aboutir en 2017.

Regards croisés France-Allemagne

Stéphane Tagnani, Deniz Ünal

L'usage des statistiques devient de plus en plus courant dans le pilotage des politiques publiques. Leurs portées et limites doivent alors être objets de débat et d'échanges. Dans cette perspective, le Conseil national de l'information statistique (CNIS) a organisé le 26 mai 2016 un colloque intitulé "Enjeux des comparaisons statistiques internationales". Le projet conjoint CNIS-CEPII, consiste à transformer les actes de la seconde session du colloque, Regards croisés France-Allemagne, en un Panorama du CEPII faisant le point sur ces questions autour des thèmes suivants : 1) le taux de marge des sociétés non financières ; 2) l'endettement public et privé ; 3) les dépenses publiques ; 4) l'analyse comparative du temps de travail ; 5) le rôle de l'OCDE dans l'établissement des statistiques internationales.

FIRMES MULTINATIONALES ET INTERDÉPENDANCES TRANSFRONTALIÈRES

Localisation des activités dans l'industrie automobile

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia)

Ce projet se propose d'examiner quantitativement l'état de la délocalisation dans ce secteur qui est important sur le plan économique et offre une abondance de données rare pour pouvoir analyser l'ampleur et les déterminants de l'implantation d'usines d'assemblage dans des pays à bas coûts.

Une caractéristique importante du phénomène semble être sa grande hétérogénéité : 5 marques au niveau mondial comptent pour environ les deux tiers de l'ensemble des voitures vendues dans le pays d'origine de la marque, mais fabriquées dans un pays à bas coût. Ce projet explique la variation du comportement de délocalisation entre marques par un modèle d'avantage comparatif dans lequel les entreprises implantées dans les pays riches ont tendance à délocaliser leurs modèles les plus petits et les moins coûteux (certainement les moins intensifs en main-d'œuvre qualifiée, dont leur pays d'origine est abondamment doté). Les données utilisées couvrent (de 2000 à 2013) l'assemblage de près de 2 000 modèles de voitures associés à 184 marques, de 25 pays d'origine différents, vendues dans 73 pays et pour lesquelles on connaît le pays précis d'assemblage. C'est l'un des seuls secteurs pour lequel le degré de détail de l'information statistique est aussi précis, et en particulier où chaque produit peut se voir associer un pays de consommation, un pays d'assemblage et un pays d'origine de la marque, informations clés pour mesurer et expliquer les délocalisations.

Nos résultats empiriques montrent que la décision de délocalisation d'un modèle de voiture dépend de deux types de désavantage en termes de coût du pays d'origine par rapport à des pays alternatifs. Le premier type, la composante des coûts d'assemblage commune à tous les modèles, est estimée par une équation de gravité structurelle qui prend en compte les trois pays pertinents (pays de consommation, pays de production et pays du siège social) dans les flux observés d'automobiles particulières. Le deuxième effet, "l'avantage compétitif du modèle", est une interaction entre des *proxies* mesurant l'intensité en main-d'œuvre qualifiée et en capital du modèle, et leur abondance dans le pays du siège. Une première version du travail a été rédigée et présentée. L'acquisition récente des données pour les dernières années disponibles (2014 à 2016) permettra bientôt une mise à jour des résultats avant de proposer le projet en document de travail.

Corruption et ventes des entreprises multinationales

Farid Toubal, en collaboration avec Mathieu Couttenier (Université de Genève)

Les firmes multinationales, en intervenant de façon durable dans des pays étrangers, sont directement confrontées aux spécificités juridiques, politiques et administratives locales. Quand elles opèrent notamment dans des pays émergents ou en développement, elles doivent mettre en œuvre des stratégies particulières pour faire face aux insuffisances institutionnelles. Cet effet dépend de l'expérience accumulée par chaque entreprise au sein des pays où elles sont implantées. En exploitant la dimension temporelle d'un panel exhaustif sur l'activité des filiales des entreprises multinationales allemandes pour étudier l'évolution des ventes étrangères de ces entreprises face à la corruption, nous montrons que les ventes des entreprises les plus expérimentées ne sont que faiblement impactées par la corruption. Les résultats montrent notamment que l'impact négatif de la corruption mis en évidence dans la littérature est principalement lié à l'effet négatif sur les nouveaux entrants. Les multinationales qui ont une connaissance approfondie du marché de destination et une plus grande capacité à gérer la corruption peuvent au contraire être en mesure de bénéficier de la corruption.

Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales

Sébastien Jean, Farid Toubal

Ce projet analyse l'influence de la fiscalité sur les comportements d'approvisionnement en services des entreprises multinationales. La littérature existante (dont les études menées au CEPII) s'est focalisée soit sur les choix de localisation, soit sur les prix de transfert. Or la fiscalité peut également influencer le commerce de services, notamment au sein des groupes.

L'analyse s'appuie ici sur l'hétérogénéité des comportements des entreprises face à la taxation par le prisme de leur taille, de leur nationalité, de leurs éventuelles implantations étrangères et de l'intensité de leurs échanges de biens et de services. Les bases de données françaises constituent un atout considérable puisqu'elles permettent de suivre les entreprises dans le temps et d'obtenir des groupes de contrôle de qualité (entreprises de taille similaire ayant des dynamiques proches). Les données nécessaires ont été obtenues auprès des organismes compétents (Douanes et Banque de France, notamment), mais les délais de constitution d'un ensemble complet de données ont retardé l'avancement du projet, qui sera finalisé en 2017.

RÉFÉRENCE(S)

"Corruption for Sales",
M. Couttenier & F. Toubal,
CEPII Working Paper,
n° 2017-06, mars.

RÉFÉRENCE(S)

"Demand Uncertainty under Capacity Constraint", C. Mitaritonna & Z. Akhmetova, *mimeo*.

Incertitude de la demande et contraintes de capacité

Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Zhanar Akhmetova (The University of New South Wales, Australie)

Pour les exportateurs multi-destination, la gestion de l'incertitude de la demande sur les marchés étrangers est complexe, dans la mesure où les ressources sont contraintes. La demande est corrélée entre les pays, et l'entreprise apprend progressivement comment faire face à l'incertitude sur tous les marchés en exportant vers l'un d'eux. D'autre part, l'exportation nécessite une utilisation des ressources, qui sont elles-mêmes limitées, en termes de capital humain et de marketing. En conséquence, l'entreprise ne peut pas exporter partout simultanément et elle doit donc choisir des destinations d'exportation à chaque période. La contrainte de ressources oblige parfois l'entreprise à renoncer à exporter vers un marché viable en faveur d'un autre.

L'analyse théorique de ces mécanismes permet de nouvelles prédictions sur les comportements d'exportation des firmes, qui se traduisent par une relation non-linéaire entre les caractéristiques d'un pays et la probabilité qu'un marché soit choisi. Nous testons les prédictions du modèle sur données françaises, entre 1995 et 2007.

Du point de vue des politiques économiques, il est important de tenir compte de cette double contrainte. Par exemple, un accord de libre-échange avec un partenaire commercial peut conduire à la fois à une augmentation des exportations vers ce pays et une diminution des exportations vers d'autres pays. Si le décideur a comme objectif une augmentation du volume total des exportations, le résultat final peut être différent de celui souhaité.

LES CHAÎNES DE VALEUR ET L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION MONDIALE

Intégration dans les chaînes de valeur mondiales et performance agrégée

Gianluca Santoni, en collaboration avec Daria Taglioni (World Bank), João Amador (Nova School of Business and Economics, Portugal)

Ce projet vise à étudier les effets sur la performance agrégée (pays-secteurs) de l'intégration dans les chaînes de valeur globales. L'analyse se concentre sur les déterminants de la croissance des exportations, de la valeur ajoutée domestique et du produit intérieur brut. Les analyses empiriques déjà réalisées suggèrent un rôle central des réseaux de fournisseurs.

Pour mieux comprendre les résultats préliminaires, les mécanismes économiques en jeux et pouvoir en tirer des recommandations de politique économique, le projet a été prolongé par une analyse théorique plus approfondie, qui sera finalisée en cours d'année 2017.

Évolution des chaînes de valeur mondiales et ralentissement du commerce mondial

Charlotte Emlinger, Sébastien Jean, Gianluca Santoni

L'objectif initial de ce projet était d'analyser le niveau d'intégration des industries européennes dans les chaînes de production mondiales, en mobilisant les données de commerce détaillée au niveau fin de la nomenclature des produits de la base BACI et des données de distance de chaque produit par rapport à la demande finale (*upstreamness*). La comparaison des importations allemandes et françaises a montré que l'Allemagne importait depuis le début des années 2000 relativement plus de produits situés au début de la chaîne de production que la France. Cette évolution n'est peut-être pas sans lien avec le recours de l'Allemagne à l'externalisation d'étapes en amont des processus industriels ces dernières années, qui était moins prononcé en France.

Ce projet initial a été complété par la mise à jour de l'étude publiée par le CEPPII en 2015 sur le ralentissement du commerce mondial. L'analyse empirique détaillée de cette tendance et de ses déterminants y est approfondie en intégrant les données les plus récentes et en s'appuyant sur des données plus complètes, permettant notamment de mieux mesurer la dynamique de l'offre par secteur. L'objectif central est de faire la part de la dynamique propre aux chaînes mondiales de valeur dans le ralentissement observé depuis quelques années. Les résultats provisoires confirment que ce rôle est significatif, même lorsque les spécificités géographiques et sectorielles des flux commerciaux sont prises en compte. Ce travail fera l'objet d'une publication en 2017.

Résilience et fragilité des réseaux internationaux de sous-traitance : une étude des conséquences d'un choc d'approvisionnement sur les performances des entreprises

Matthieu Crozet, Charlotte Emlinger, Gianluca Santoni

L'objectif de ce projet est d'évaluer les répercussions d'une perturbation exogène des réseaux d'approvisionnement sur les performances des exportateurs français. En mobilisant des données d'exportation d'entreprises, il s'agit d'exploiter l'expérience naturelle constituée

RÉFÉRENCE(S)

- "Importer pour produire : des stratégies divergentes en France et en Allemagne",
C. Emlinger & G. Santoni,
Le Blog du CEPPII,
1^{er} mars 2016.
- "Le ralentissement du commerce mondial : une rupture structurelle porteuse d'incertitudes",
S. Jean,
Question d'Europe,
n° 421, 13 février 2017,
Fondation Robert Schuman.

RÉFÉRENCE(S)

"The impact of Offshoring and Migration Policies on Migration flows",

C. Beverelli, G. Orefice & N. Rocha,
CEPII Working Paper,
n° 2016-21, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The Effect of Local Taxes on Firm Performance: Evidence from Geo-Referenced Data",

F. Belotti, E. Di Porto & G. Santoni,
CEPII Working Paper,
n° 2016-04, mars.

par les inondations en Thaïlande lors du deuxième semestre 2011 et d'étudier leurs conséquences sur les performances des producteurs puis de voir comment les entreprises ont réagi : dans quelle mesure elles ont fait évoluer leurs réseaux de sous-traitances et si, une fois le choc passé, leurs réseaux sont revenus à leur état initial.

Le travail réalisé en 2016 a essentiellement été exploratoire, afin d'identifier les secteurs et les entreprises françaises dépendants de sous-traitants thaïlandais. Compte tenu de la complexité des chaînes de production et de différents événements concomitants (Tsunami au Japon en mars 2011), l'identification de ces produits et de ces entreprises s'est révélée plus difficile que prévu. Le départ du CEPII d'un des co-auteurs a également fait prendre du retard au projet, qui sera poursuivi en 2017.

L'impact d'une réduction des coûts de migration et de délocalisation sur les flux migratoires

Gianluca Orefice, en collaboration avec Cosimo Beverelli (World Trade Organization), Nadia Rocha (World Bank)

Ce projet analyse l'effet des politiques bilatérales visant à réduire les coûts de migration ou de délocalisation sur les flux bilatéraux de migrants. Il montre que les politiques bilatérales visant à réduire les coûts de migration ont un effet positif sur les flux des migrants (effet direct), tandis que l'effet des politiques visant à réduire les coûts de délocalisation est négatif (effet de substitution entre délocalisation et migration). Les politiques migratoires avec les pays tiers n'ont pour leur part pas d'effet décelable sur les flux bilatéraux de migrants.

COMPÉTITIVITÉ PRIX ET HORS PRIX

Fiscalité et compétitivité des entreprises

Gianluca Santoni, en collaboration avec Federico Belotti (Tor Vergata University), Edoardo Di Porto (Federico II University)

Ce projet évalue l'impact de la taxation locale du capital sur la performance (capital fixe, emplois et productivité totale des facteurs) des entreprises manufacturières italiennes. Pour ce faire, nous utilisons des données sur la taxation foncière sur les bâtiments industrielles entre 2001 et 2010.

Nos résultats montrent que la taxation locale a un impact négatif sur la performance des entreprises par la réduction des investissements en capital et le ralentissement de la croissance du nombre de salariés. Nous testons la présence d'agglomération à la Baldwin-

Krugman et trouvons que l'effet de la taxation est négligeable dans les juridictions à haute densité d'activité économique.

Les élasticités-prix du commerce

Matthieu Crozet, Thierry Mayer, en collaboration avec Daria Taglioni (World Bank)

Ce projet a été reporté en partie en raison du départ de Matthieu Crozet à Hong-Kong pour les prochaines années. En revanche, la publication de travaux précédents sur les élasticités-prix du commerce ont été menées à bien, et deux projets en cours sur les distributions de performance des firmes qui ont des conséquences importantes sur les élasticités et les gains de bien-être.

Prix de l'énergie, taux de change et performances à l'export

Lionel Fontagné, Gianluca Orefice, en collaboration avec Philippe Martin (Sciences Po Paris)

La valeur de l'élasticité-prix de la demande étrangère reste une question débattue dans la littérature du commerce internationale. Dans ce projet, nous posons cette question au niveau de l'entreprise en analysant comment les coûts de production et d'exportation affectent les exportations des firmes françaises. L'analyse porte en particulier sur les effets de différents chocs : (i) un baisse des droits douanes, (ii) une modification du taux de change réel et (iii) une modification du coût de production de l'entreprise. Pour la première fois dans la littérature, grâce à la base de données EACEI, nous avons instrumenté le coût de production des entreprises par le coût de l'énergie utilisée dans le processus de production de chaque firme. Le coût de l'énergie constitue une part souvent importante du coût de production total. Dépendant uniquement du contexte macroéconomique, il peut en outre être considéré comme exogène à l'entreprise elle-même. Cela permet de quantifier l'élasticité de la demande étrangère à la variation exogène du coût de production de l'entreprise.

Normes de qualité dans l'industrie agroalimentaire

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA), Antoine Bouët (International Food Policy Research Institute, USA), Viola Lamani (GREThA, Université de Bordeaux)

Ce projet comportait deux volets. Le premier volet avait pour objectif d'analyser l'impact des appellations d'origine contrôlée (AOC) sur les performances à l'exportation des firmes françaises du secteur

RÉFÉRENCE(S)

"Estimating the Effect of Exchange Rate Changes on Total Exports",
T. Mayer & W. Steingress,
CEPII Working Paper,
à paraître.

"From Micro to Macro: Demand, Supply, and Heterogeneity in the Trade Elasticity",
M. Bas, T. Mayer & M. Thoenig,
Journal of International Economics,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

The International Elasticity Puzzle Is Worse Than You Think",
L. Fontagné, P. Martin
& G. Orefice,
CEPII Working Paper,
n° 2017-03, février.

RÉFÉRENCE(S)

"Protected Designation of Origin: export performance in the French cheese industry",
A. Bouët, C. Emlinger & V. Lamani,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

(suite)

"What Determines Exports of Luxury Products? The case of Cognac",
A. Bouët, C. Emlinger & V. Lamani,
Journal of Wine Economics,
à paraître.

"International Trade, Quality sorting and trade costs: The case of Cognac",
A. Bouët, C. Emlinger & V. Lamani,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"A European Disease? Non-Tradable Inflation and Real Interest Rate Divergence",
S. Piton,
Cesifo Economic Studies,
2016.

du fromage. Mobilisant des données d'entreprises et une base de données originale des entreprises et des produits concernés par ce label, le travail économétrique a montré que les firmes exportant des produits bénéficiant de signes d'origine ont de meilleures performances à l'exportation par rapport aux firmes exportant des produits similaires sans appellation. Un effet d'entraînement des AOC pour les produits sans appellation des firmes exportant des produits avec des signes d'origine a également été mis en évidence.

Le deuxième volet portait sur les exportations de Cognac. Un premier article a montré l'impact de la distance et des droits de douane sur les exportations de Cognac, mettant l'accent sur la spécificité de ce produit de luxe, peu sensible aux barrières commerciales. Un second article, en cours, cherche à analyser l'impact de chocs de coûts de transport (conteneurisation) ou de droits de douane sur les gammes de cognac exportées (VS, VSOP, XO).

Évolutions des prix et taux de marge par secteur en zone euro

Sophie Piton

À l'introduction de l'euro, l'afflux de capitaux des pays les plus riches de la zone vers ceux en rattrapage s'est dirigé vers les secteurs les moins innovants. Cette mauvaise allocation des ressources a alimenté de fortes hausses de prix dans ces derniers et a contribué à la divergence des taux d'inflation entre les pays de la zone euro. Elle a également favorisé l'augmentation de la part, dans l'emploi total, des secteurs abrités de la concurrence étrangère (le secteur immobilier, la grande distribution ou la distribution d'eau et d'énergie notamment) au détriment des secteurs tournés vers l'exportation (comme les activités industrielles, le transport ou encore le tourisme) dans les pays dits "périphériques". Deux principaux mécanismes ont contribué à cette mauvaise allocation des facteurs de production dans les pays en rattrapage : l'effet Balassa-Samuelson (différences de productivité entre secteurs) et l'effet de la baisse du taux d'intérêt -plus importante dans les pays "périphériques" que les pays du "centre" de la zone.

Ce projet est composé de deux articles : le premier (à paraître dans *Cesifo Economic Studies*) quantifie, à l'aide de techniques de cointégration en panel, l'effet Balassa-Samuelson et l'effet du taux d'intérêt sur les écarts de prix en zone euro. Le deuxième décrit théoriquement comment ces deux effets peuvent accentuer le changement structurel, soit l'augmentation de la part, dans l'emploi total, des secteurs abrités de la concurrence étrangère, avant de les quantifier.

L'allocation des facteurs productifs et performance à l'exportation des entreprises françaises

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, en collaboration avec Chiara Tomasi (University of Trento, Italie)

L'objectif de ce projet est d'étudier la relation entre les inefficacités dans l'allocation des ressources (facteurs productifs) au niveau des entreprises française et leurs dynamiques à l'exportation et à l'importation. L'allocation des ressources est mesurée comme la différence entre le rendement marginal d'un facteur productif et le coût marginal du même facteur.

Faisant suite à une étude précédente publiée en 2015, ce projet évalue la relation entre compétitivité internationale et efficacité dans l'allocation des ressources au niveau des entreprises françaises entre 1994 et 2011. Dans un contexte de développement des chaînes globales de valeur, l'analyse montre que l'allocation des ressources au sein des entreprises est en moyenne plus efficace dans les zones de forte densité économique. La partie du projet portant sur la compétitivité internationale des entreprises a été différée en raison d'un problème administratif d'accès aux données individuelles sécurisées d'entreprises.

L'effet des migrations sur le commerce international au travers des choix de consommation

Gianluca Orefice, en collaboration avec Luiz Renato Lima (The University of Tennessee, USA), Erik Figueiredo (Universidade Federal da Paraíba, Brésil)

Ce projet analyse l'effet des migrations sur le commerce international, en mettant l'accent sur un canal d'influence spécifique, différent de ceux identifiés jusqu'ici. Il résulte des choix de consommation des immigrants dans leur pays d'accueil, qui évoluent en faveur des produits fortement protégés dans leur pays d'origine.

L'effet de la volatilité des changes sur les stratégies d'entreprise

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Clément Nedoncelle (Université de Lille)

Comment expliquer l'absence de réaction des exportations agrégées à la volatilité du taux de change réel (TCR) ? Ce travail propose une réponse de nature microéconomique à cette énigme macroéconomique, en étudiant la façon dont les entreprises

RÉFÉRENCE(S)

- "Agglomeration Economies and Firm Level Labour Misallocation",
L. Fontagné & G. Santoni,
CEPII Working Paper,
n° 2016-24, novembre.
- "Why Denser Areas Are More Productive",
L. Fontagné & G. Santoni,
voxeu.org,
20 novembre 2016,
et *Le Blog du CEPII*,
2 décembre 2016.

RÉFÉRENCE(S)

- "Third Country Effect of Migration: the Trade-Migration Nexus Revisited",
E. Figueiredo, L. Renato Lima & G. Orefice,
CEPII Working Paper,
n° 2016-22, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

- "How Multi-Destination Firms Shape the Effect of Exchange Rate Volatility on Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications",
J. Héricourt & C. Nedoncelle,
CEPII Working Paper,
n° 2016-05, mars.

réallouent leurs exportations entre destinations à la suite d'un choc de volatilité du TCR. L'analyse empirique s'appuie sur une grande base de données d'entreprises françaises, contenant des informations très détaillées à la fois au plan comptable et sur les exportations par produit et par destination sur la période 1995-2009. Nous montrons que la performance à l'exportation vers une destination donnée est influencée à la fois par la volatilité bilatérale et la volatilité sur les autres marchés que pourrait atteindre l'entreprise. Les firmes tendent à réallouer leurs exportations vers les destinations où la volatilité relative du TCR est la plus faible, et ce d'autant plus que les possibilités de réallocation sont élevées. La diversification des destinations servies apparaît dès lors comme un moyen supplémentaire de gérer le risque de change et fournit une explication à la faible réaction des exportations agrégées à la volatilité du TCR : si les grandes entreprises servant beaucoup de destinations (qui représentent l'essentiel des exportations agrégées) réagissent à la volatilité du TCR en transférant leurs exportations là où cette dernière est la plus faible, les exportations au niveau macroéconomique demeurent, pour l'essentiel, inchangées.

Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII

N° 145 - 1^{er} trimestre 2016

"International Trade, FDI and Growth: Some Interactions - Introduction to the Special Issue", Sophie Brana

"Determinants for Locating Research and Development Activity in Europe", Sylvie Montout, Mina Sami

"Technology Spillover and TFP Growth: A Spatial Durbin Model", Aligui Tientao, Diego Legros, Marie Claude Pichery

"Employment Effects of Foreign Direct Investment: New evidence from Central and Eastern European Countries", Cristina Jude, Monica Ioana Pop Silaghi

"The Role of Sectoral FDI in Promoting Agricultural Production and Improving Food Security", Mehdi Ben Slimane, Marilyne Huchet-Bourdon, Habib Zitouna

"The Effect of Macroeconomic Instability on FDI Flows: A Gravity Estimation of the Impact of Regional Integration in the Case of Euro-Mediterranean Agreements", Dalila Chenaf-Nicet, Eric Rougier

"Do Exchange Rate Misalignments Really Affect Economic Growth? The Case of Sub-Saharan African Countries", Ferdinand Owoundi

N° 146 - 2^e trimestre 2016

"Evidence on the Functional Form of Inflation and Output Growth Variability Relationship in European Economies", Muhammad Khan

"A Methodology to Estimate the Costs of Data Regulations", Erik van der Marel, Matthias Bauer, Hosuk Lee-Makiyama, Bert Verschelde

"A Self-Organizing Map Analysis of Survey-Based Agents' Expectations Before Impending Shocks for Model Selection: The Case of the 2008 Financial Crisis", Oscar Claveria, Enric Monte, Salvador Torra

"Fiscal Multipliers in Emerging Market Economies: Can We Learn Something from Advanced Economies?", Marie-Pierre Hory



Rédacteurs en chef :
V. Mignon & M. Olarreaga
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

"Burley Tobacco Clubs in Malawi: Nonmarket Institutions for Exports", Mariano Negri, Guido G. Porto

"Food Prices and Inflation Targeting in Emerging Economies", Marc Pourroy, Benjamin Carton, Dramane Coulibaly

"The Interactive Relationship Between the US Economic Policy Uncertainty and BRIC Stock Markets", Imen Dakhlaoui, Chaker Aloui

N° 147 - 3^e trimestre 2016

"Economic and Political Determinants of Exchange Rate Regimes: The case of Latin America", Cesar M. Rodriguez

"New Evidence on the (De)Synchronisation of Business Cycles: Reshaping the European business Cycle", Veaceslav Grigoraş, Irina Eusignia Stanciu

"Fiscal Policy and Private Investment in Greece", Maria Th. Kasselaki, Athanasios O. Tagkalakis

"Does Monetary Policy Matter for Trade?", Kin-Ming Wong, Terence Tai-Leung Chong

"Is the European Banking System Robust? An Evaluation Through the Lens of the ECB's Comprehensive Assessment", Guillaume Arnould, Salim Dehmej

"Forecasting the Great Trade Collapse", Hakan Yilmazkuday

N° 148 - 4^e trimestre 2016

"Are Trade Integration and the Environment in Conflict? The Decisive Role of Countries' Strategic Interactions", Lisa Anouliès

"Exchange Rate, Political Environment and FDI Decision", Ivan Deseatnicov, Hiroya Akiba

"On Financial Liberalization and Long-Run Risk Sharing", Mark J. Holmes, Jesús Otero

"Firms' Leverage and Export Market Participation: Evidence from South Korea", Haeng-Sun KIM

"Dynamic Spillovers Between Nigerian, South African and International Equity Markets", Babajide Fowowe, Mohammed Shuaibu

"Terrorism and Capital Flight from Africa", Uchenna Efobi, Simplice Asongu

LA LETTRE DU CEPII

11 numéros par an. Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII.



Rédacteurs en chef :
 J. Couppey-Soubeyran & S. Piton
 Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

- "Sanctions et embargos : quels impacts sur le commerce de la France vers la Russie ?", Matthieu Crozet et Julian Hinz. n° 360, janvier
- "Faut-il parler la même langue pour commercer ?", Jacques Melitz et Farid Toubal. n° 361, janvier
- "Le partenariat transpacifique est bien un accord commercial... et plus encore !", par Thierry Mayer et Keith Head. n° 362, février
- "La grande distribution, VRP du made in France... sous marque de distributeur", par Charlotte Emlinger et Karine Latouche n° 363, mars
- "Finance et croissance : le court terme aux dépens du long terme ?", par Thomas Grjebine et Fabien Tripier. n° 364, avril
- "La régionalisation, moteur de la mondialisation", par Michel Fouquin et Jules Hugot. n° 365, mai
- "L'impact du resserrement monétaire américain sur les économies émergentes", par Anatole Cheysson, Stéphane Lhuissier et Fabien Tripier. n° 366, juin
- "Les entreprises multi-destinations, mieux armées face au risque de change", par Jérôme Héricourt et Clément Nedoncelle. n° 367, juillet
- "Pays émergents : quelle protection face au risque de *sudden stop* ?", par Francesco Molteni et Camilo Umama Dajud. n° 368, août
- "Divergence des prix relatifs : une maladie européenne ?", par Sophie Piton. n° 369, septembre

n° 370, octobre

"Le statut d'économie de marché de la Chine : un enjeu fort pour le commerce européen", par Cecilia Bellora et Sébastien Jean.

n° 371, novembre

"Brexit, Trumpit : la fin des accords régionaux ? Conséquences pour l'industrie automobile", par Thierry Mayer.

n° 372, décembre

"Les transformations de la finance chinoise", par Michel Aglietta.

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 5 846 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.



Disponible sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp

Chiffres

"Allemagne – France : 7 à 6", par Charlotte Emlinger.

Janvier 2016

"Les politiques économiques territoriales", par Sandra Poncet.

Mars 2016

€18bn : possible trade impact for the EU of granting market economy status (MES) to China in antidumping investigations.

Octobre 2016

Opinion

"Towards an international financial public order", par Christophe Destais.

March 2016

Edito

"Regional trade agreements are not the game-changer they are often supposed to be. Not yet", par Jean-Christophe Bureau, Houssein Guimbard et Sébastien Jean.

June 2016

"The cost of sanctions against Russia for the EU countries", Matthieu Crozet et Julian Hinz.

July - August 2016

"Faut-il craindre l'incertitude du Brexit ? FMI versus Krugman".

Edito

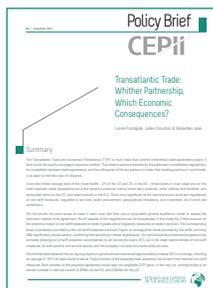
"Trump dans le magasin de porcelaine des relations commerciales internationales", par Sébastien Jean.

Décembre 2016

Base de données

AVE-Services

Septembre 2016



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/
pb.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp)

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale (en anglais).

n° 9, février

"Climate Finance at COP21 and After: Lessons Learnt", par Étienne Espagne.

n° 10, mars

"International Financial Flows in the New Normal: Key Patterns (and Why We Should Care)", par Matthieu Bussière, Julia Schmidt et Natacha Valla.

n° 11, septembre

"Granting Market Economy Status to China in the EU: An Economic Impact Assessment", par Cecilia Bellora et Sébastien Jean.

n° 12, septembre

"China's 13th Five-Year Plan. In Pursuit of a "Moderately Prosperous Society", par Michel Aglietta et Guo Bai.

n° 13, octobre

"Intra-European Labor Migration in Crisis Times", par Xavier Chojnicki, Anthony Edo, Lionel Ragot.

LE PANORAMA DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

"Taux d'intérêt négatifs et stagnation séculaire : politique monétaire ou choix sociétal ?", par Michel Aglietta et Natacha Valla.

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", par Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal.

"Le crash brésilien", par Cristina Terra.



www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp

n° 2016-01, février

n° 2016-02, juin

n° 2016-03, juillet



Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran
Collection Repères,
Éditions La Découverte

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2017

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

"Introduction"

Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

"I. Vue d'ensemble : la montée des tensions"

Sébastien Jean

"II. Une brève histoire des mondialisations commerciales"

Michel Fouquin, Jules Hugot, Sébastien Jean

"III. Interrogations sur le système dollar"

Michel Aglietta, Virginie Coudert

"IV. Les réformes bancaires ont-elles été poussées trop loin ?"

Jézabel Couppey-Soubeyran

"V. Après la COP21, comment climatiser la finance ?"

Étienne Espagne

"VI. Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques"

Anthony Edo

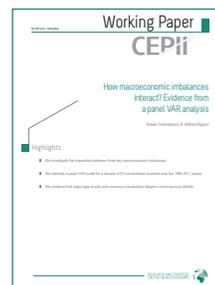
"VII. La crise made in Brazil"

Cristina Terra

"Base de données sur l'économie mondiale"

Alix de Saint Vaulry

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

"With a Little Help from My Friends: Multinational Retailers and China's consumer Market Penetration", par Charlotte Emlinger et Sandra Poncet.	n° 2016-01, janvier
"Inter-Industry Relatedness and Industrial-Policy Efficiency: Evidence from China's Export Processing Zones", par Zhao Chen, Sandra Poncet et Ruixiang Xiong.	n° 2016-02, février
"The Effect of Local Taxes on Firm Performance: Evidence from Geo Referenced Data", par Federico Belotti, Edoardo di Porto et Gianluca Santoni.	n° 2016-03, février
"Impact of European Food Safety Border Inspections on Agri-Food Exports: Evidence from Chinese Firms", par Lionel Fontagné, Anne-Célia Disdier et Matthias Beestermöller.	n° 2016-04, mars
"How Multi-Destination Firms Shape the Effect of Exchange Rate Volatility on Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", par Jérôme Héricourt et Clément Nedoncelle.	n° 2016-05, mars
"Food trade, Biodiversity Effects and Price Volatility", par Cecilia Bellora et Jean-Marc Bourgeon.	n° 2016-06, mars
"Exchange Rate Pass-through in Emerging Countries: Do the Inflation Environment, Monetary Policy Regime and Institutional Quality Matter?", Antonia Lopez-Villavicencio et Valérie Mignon.	n° 2016-07, avril
"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", par Lionel Fontagné, Gianluca Orefice et Roberta Piermartini.	n° 2016-08, avril
"A European Disease? Non-tradable inflation and real interest rate divergence", par Sophie Piton.	n° 2016-09, avril

n° 2016-10, avril	"Climate and finance systemic risks, more than an analogy? The climate fragility hypothesis", par Michel Aglietta et Étienne Espagne.
n° 2016-11, mai	"On the impact of dollar movements on oil currencies", par Gabriel Gomes.
n° 2016-12, mai	"Competing Liberalizations: Tariffs and Trade in the 21st Century", par Jean-Christophe Bureau, Houssein Guimbard et Sébastien Jean.
n° 2016-13, mai	"Back to the Future: International Trade Costs and the Two Globalizations", par Michel Fouquin et Jules Hugot.
n° 2016-14, mai	"Two Centuries of Bilateral Trade and Gravity Data: 1827-2014", par Michel Fouquin et Jules Hugot.
n° 2016-15, juin	"The March of the Techies: Technology, Trade, and Job Polarization in France, 1994-2007", par James Harrigan, Ariell Reshef et Farid Toubal.
n° 2016-16, juin	"Collateral Damage: The Impact of the Russia Sanctions on Sanctioning Countries' Exports", par Matthieu Crozet et Julian Hinz.
n° 2016-17, juillet	"Product Mix and Firm Productivity Responses to Trade Competition", par Thierry Mayer, Marc Melitz et Gianmarco Ottaviano.
n° 2016-18, juillet	"Let's Try Next Door: Technical Barriers to Trade and Multi-Destination Firms", par Lionel Fontagné et Gianluca Orefice.
n° 2016-19, août	"Do Uncertainty Shocks Always Matter for Business Cycles?", par Stéphane Lhuissier et Fabien Tripier.
n° 2016-20, août	"Estimated Tariff Equivalents of Services NTMs", par Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna et José E. Signoret.
n° 2016-21, septembre	"The Impact of Offshoring and Migration Policies on Migration Flows", par Cosimo Beverelli, Gianluca Orefice et Nadia Rocha.
n° 2016-22, septembre	"Third Country Effect of Migration: the Trade-Migration Nexus Revisited", par Erik Figueiredo, Luiz Renato Lima et Gianluca Orefice.
n° 2016-23, septembre	"Markets Are Smart! Structural Reforms and Country Risk", par Christopher Findlay, Silvia Sorescu et Camilo Umana Dajud.
n° 2016-24, novembre	"Agglomeration Economies and Firm Level Labor Misallocation", par Lionel Fontagné et Gianluca Santoni.

"Growth-enhancing Effect of Openness to Trade and Migrations: What Is the Effective Transmission Channel for Africa", par Dramane Coulibaly, Blaise Gnimassoun et Valérie Mignon.	n° 2016-25, novembre
"The Effect of Labor Migration on the Diffusion of Democracy: Evidence from a Former Soviet Republic", par Toman Barsbai, Hillel Rapoport, Andreas Steinmayr et Christoph Trebesch.	n° 2016-26, septembre
"Local Financial Development and Constraints on Private Firms' Exports: Evidence from City Commercial Banks in China", par Zhao Chen, Sandra Poncet et Ruixiang Xiong.	n° 2016-27, décembre
"Finance and Growth: From the Business Cycle to the Long Run", par Thomas Grjebine et Fabien Tripier.	n° 2016-28, décembre
"Trade Costs and the Suez and Panama Canals", par Jules Hugot et Camilo Umana Dajud.	n° 2016-29, décembre
"Do Visas Hinder International Trade in Goods?", par Camilo Umana Dajud.	n° 2016-30, décembre



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/
publications/reports.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/reports.asp)

n° 2016-01, septembre

"Long Term Socio-Economic Scenarios for Representative Concentration Pathways Defining Alternative CO2 Emission Trajectories", par Jean Fouré et Lionel Fontagné.

n° 2016-02, octobre

"Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande", par Cecilia Bellora et Houssein Guimbard.

LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

"Le CEPII vous présente ses meilleurs voeux pour 2016 !", Billet du 1^{er} janvier, par S. Jean.

"L'impact macroéconomique de l'(il)liquidité obligataire", Billet du 18 janvier, par N. Valla.

"Financer l'atténuation : comment établir un système de financement mondial équitable ?", dans la série COP21, Billet du 18 janvier, par K. Nialé.

"Justice climatique mondiale : l'écueil de la démagogie", dans la série COP21, Billet du 18 janvier, par J. Bompard, O. Godard.

"Les sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Maintenir la paix par d'autres moyens", Billet du 26 janvier, par P. Allard.

"L'affaiblissement du rôle international de l'euro", Billet du 27 janvier, par J.P. Patat.

"Falling Oil Price and Appreciating Dollar: Is It Normal?", Billet du 27 janvier, par V. Coudert, V. Mignon.

"COP21 : un support pour reconstruire un système financier compatible avec le bien commun climatique ?", dans la série COP21, Billet du 28 janvier, par É. Espagne, B. Perrissin Fabert.

"Towards an International Financial Public Order", Billet du 9 février, par C. Destais.

"Comment le système financier pourrait-il financer la transition écologique ?", dans la série COP21, Billet du 15 février, par D. Dron.

"Les zones franches d'exportation profitent le plus aux secteurs les mieux insérés dans l'industrie locale", Billet du 15 février, par S. Poncet.

"Importer pour produire : des stratégies divergentes en France et en Allemagne", Billet du 1^{er} mars, par C. Emlinger, G. Santoni.

"La longue marche des produits laitiers français vers le marché chinois", Billet du 16 mars, par C. Emlinger, J. Fouré.



Disponibles sur
<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"*Stop and go* sur les marchés immobiliers : les exemples du Royaume-Uni, de la France et de la Chine", Billet du 28 avril, par T. Grjebine.

"La signature de l'Accord de Paris sur le climat, une première étape réussie", Billet du 11 mai, par É. Espagne, S. Monjon.

"PME et ETI agroalimentaires : quelle stratégie à l'international ?", Billet du 20 mai, par P. Mutricy.

"L'AiIB (1/3) : La "Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures" entre en action", Billet du 23 mai, par C. Destais.

"L'AiIB (2/3) : Quelle "force de frappe" financière pour l'AiIB ?", Billet du 23 mai, par C. Destais.

"L'AiIB (3/3) : L'AiIB dans la stratégie financière internationale de la Chine", Billet du 23 mai, par C. Destais.

"À l'aune du taux d'intérêt naturel, la politique monétaire européenne serait trop accommodante depuis 2015", Billet du 27 mai, par S. Lhuissier.

"How Multi-Destination Firms Shape the Effect of Exchange Rate Volatility on Trade", Billet du 14 juin, par J. Héricourt, C. Nedoncelle.

"Le changement de stratégie d'"exit" de la Fed devrait profiter aux pays émergents", Billet du 20 juin, par S. Lhuissier, F. Tripier, A. Cheysson.

"L'incertitude sur la politique économique : premier effet du Brexit", Billet du 28 juin, par F. Tripier.

"In Search of a Liquid Asset for European financial markets", Billet du 15 juillet, par F. Molteni.

"Pas de printemps pour le commerce mondial", Billet du 18 juillet, par S. Jean.

"Faut-il craindre l'incertitude du Brexit ? FMI versus Krugman", Billet du 19 août, par S. Lhuissier, F. Tripier.

"L'économie mondiale 2017 : montée des tensions et défauts de coordination", Billet du 30 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Brésil : retrouver la discipline budgétaire sans pénaliser les services publics", Billet du 7 septembre, par C. Terra.

"Accord commercial Union Européenne-Australie-Nouvelle Zélande : des enjeux asymétriques", Billet du 20 septembre, par C. Bellora, H. Guimbard.

"Accord commercial Union Européenne-Australie-Nouvelle Zélande : un pis-aller en cas de non signature du TTIP ?", Billet du 20 septembre, par C. Bellora, H. Guimbard.

"La croissance du commerce mondial en deçà des attentes de l'OMC. Comme prévu !", Billet du 29 septembre, par S. Jean.

"La divergence, une maladie européenne ?", Billet du 30 septembre, par S. Piton.

"Comments on IMF's "Global Trade: What's Behind the Slowdown?" – Or Why There Is More to Trade Slowdown Than Weak Demand", Billet du 18 octobre, par S. Jean.

"De quoi CETA est-il le nom ?", Billet du 18 octobre, par C. Bellora, J. Fouré.

"Improving the G20 Process", Billet du 24 octobre, par C. Destais.

"Sanctions économiques internationales : le retour", Billet du 3 novembre, par M. Fouquin.

"La politique commerciale européenne au risque de la paralysie", Billet du 10 novembre, par S. Jean.

"Trump dans le magasin de porcelaine des relations commerciales internationales", Billet du 11 novembre, par S. Jean.

"Why Denser Areas Are More Productive", Billet du 2 décembre, par L. Fontagné, G. Santoni.

"Carrier International: The Beginning of the Unraveling of Globalization?", Billet du 15 décembre, par J. Boittin.

"15 ans après, l'UE face à la redéfinition de sa relation commerciale avec la Chine", Billet du 27 décembre, par C. Bellora, S. Jean.

"Le CEPII vous présente ses meilleurs vœux pour 2017", Billet du 31 décembre, par S. Jean.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

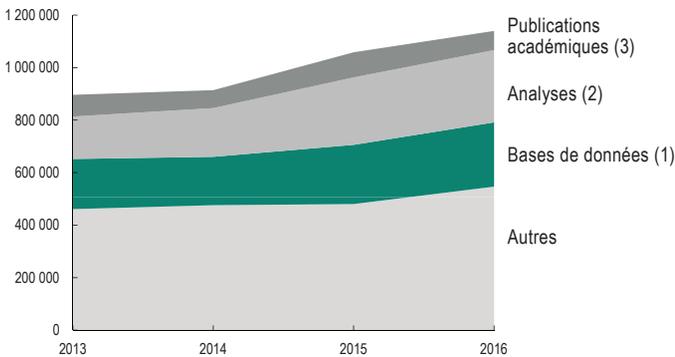
L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 579 documents de travail depuis 1994 et 517 lettres (dont 148 en anglais) depuis 1979, les résumés de 148 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 30 *Documents de travail*, 5 Policy briefs, 13 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 3 Panorama du CEPII, 55 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 231 articles ou interviews dans les médias (289 en 2014), 25 articles dans les revues scientifiques.

Fréquentation

Selon les deux outils de mesure d'audience globale les plus pertinents utilisés, Xiti et Google, les chiffres de fréquentation globale varient sensiblement : respectivement 1 036 395 et

Les pages vues, par type de produits CEPII : évolution 2013-2016



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du Ministère des finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs,

(3) Working Papers, Rapports de recherche et *International Economics* (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

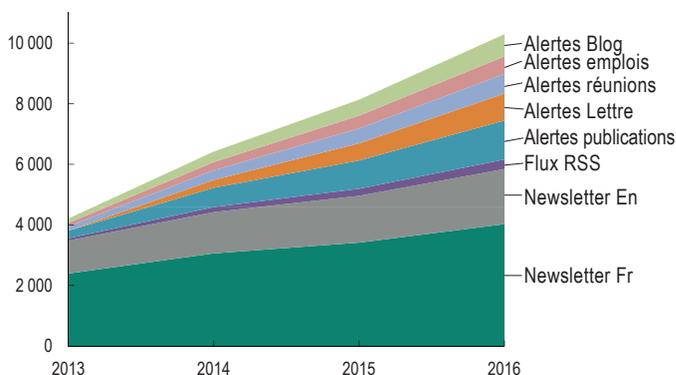
Source : REPEC et XITI

1 243 842 pages vues ; 262 355 et 253 204 visites. Seul Xiti nous permet une analyse fine sur l'évolution de la structure de l'audience. A cela s'ajoute les statistiques de REPEC, plateforme qui s'adresse spécifiquement à la communauté internationale des économistes.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Est également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS. Le nombre total d'inscrits fin 2016 était de 5 681 (+ 835 par rapport à 2015), sachant qu'un même inscrit est souvent abonné à plusieurs supports d'information.

Internautes fidélisés : évolution 2013-2016



Source : CEPII.

16 557 internautes sont inscrits pour la consultation et le téléchargement des bases de données du CEPII, soit une hausse de 33 % par rapport à 2015.

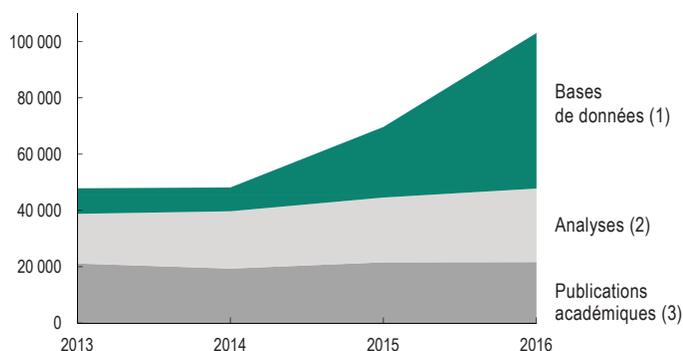
Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques. A noter, que la possibilité de téléchargement individuel des graphiques des Panoramas analytiques a généré 1 580 téléchargements.

Détail des téléchargements 2013-2016

	2016	2015	2014	2013
Publications académiques	21 677	2 1591	19 357	21 166
Documents de travail	20 607	20 166	17 621	19 454
International Economics	1 070	1 425	1 736	1 712
Analyses	26 144	23 025	20 380	17 635
La Lettre du CEPII	14 885	14 654	13 385	14 588
L'économie mondiale	5 655	1 030	1 029	
Panoramas	1 446	2 485	3 972	2 536
Policy Briefs	1 799	1 524	1 994	511
Bases de données	55 303	25 091	8 472	9 118

Téléchargements : évolution 2013-2016



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du Ministère des Finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs.

(3) Working Papers, Rapports de recherche et International Economics (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

Source : REPEC et XITI

Une audience internationale

Répartition géographique des visites en 2016

Total	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
100 %	67 %	50 %	13 %	9 %	8 %	2 %	1 %

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est placé au 19^e rang mondial / 209 des *Think tanks*, et 1^{er} français. Dans le classement GGTTTI qui considère plus de 6 500 institutions, le CEPII apparaît au 29^e rang mondial dans le domaine de l'économie internationale.

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

ALESINA Alberto, HARNOSS Johann, RAPOPORT Hillel, "**Birthplace Diversity and Economic Prosperity**", Journal of Economic Growth, vol. 21(2), Springer, p.101-138.

BAZILLIER Rémi, HÉRICOURT Jérôme, "Inégalités et finance : quelles relations de causalité ?", Problèmes économiques, Numéro Hors Série "Comprendre la Finance", La Documentation Française, septembre.

BEINE Michel, BURGOON Brian, CROCK Mary, GEST Justin, HISCOX Michael, RAPOPORT Hillel, THIELEMANN Eiko, "**Comparing Immigration Policies: An Overview from the IMPALA Database**", International Migration Review, vol. 50(4), Wiley, p.827-863.

BERMAN Nicolas, BERTHOU Antoine, HÉRICOURT Jérôme, "Do Foreign Demand Shocks Impact Company Sales in France?", Rue de la Banque, n° 24, mai.

BERTHOU Antoine, FONTAGNÉ Lionel, "**Variable Trade Costs, Composition Effects, and the Intensive Margin of Trade**", World Economy, vol. 39(1), p. 54-71.

BOITOUT Nicolas, MIGNON Valérie, OUADGHIRI El Imane, "**On the Impact of Macroeconomic News' Surprises on Treasury-Bond Yields**", Annals of Finance, vol. 12(1), p. 29-53.

BOUTHEVILLAIN Carine, DUFRÉNOT Gilles, "**Fiscal Policies Enhancing Growth in Europe: Does One Size Fit All?**", Oxford Economic Papers, vol. 68(4), p. 1146-1165.

BRIÈRE Marie, MIGNON Valérie, OOSTERLINCK Kim, SZAFARZ Ariane, "**Towards Greater Diversification in Central Bank Reserves**", Journal of Asset Management, vol. 17(4), p. 295-312, juillet.

BUREAU Jean-Christophe, JEAN SÉBASTIEN, "**Do regional trade agreements really boost trade? Evidence from agricultural products**", Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv) 152, 477-499, 2016.

CADOT Olivier, GOURDON Julien, "**Non-Tariff Measures, Preferential Trade Agreements, and Prices: New Evidence**", Review of World Economics, vol. 152(2), Springer, p. 1-23, janvier.

¹ Les auteurs CEPII sont en vert

CÉLIMÈNE Fred, **DUFRÉNOT Gilles**, MOPHOU Gisèle, N'GUÉRÉKATA Gaston, "**Tax Evasion, Tax Corruption and Stochastic Growth**", *Economic Modelling*, vol. 52(A), p. 251-258, janvier.

CHOJNICKI Xavier, **RAGOT Lionel**, "**Impacts of Immigration on Aging Welfare-State An Applied General Equilibrium Model for France**", *Fiscal Studies*, vol. 37(2), p. 258-284, juin.

COUDERT Virginie, **MIGNON Valérie**, "**Reassessing the Empirical Relationship between the Oil Price and the Dollar**", *Energy Policy*, vol. 95(1), p. 147-157.

COUPPEY-SOUBEYRAN **Jézabel**, DEHMEJ Salim, "**Pour une combinaison politique monétaire / politique macroprudentielle au service de la stabilité économique et financière de la zone euro**", *Revue d'Économie Politique*, vol. 1(126), janvier.

COUPPEY-SOUBEYRAN **Jézabel**, "**Taux négatif : arme de poing ou signal de détresse ?**", *Revue d'économie financière*, n° 121 (1-2016), mai.

DELATTE **Anne-Laure**, FOUQUAU Julien, PORTES Richard, "**Regime-Dependent Sovereign Risk Pricing during the Euro Crisis**", *Review of Finance*, octobre.

DESTAIS **Christophe**, "**Central Bank Currency Swaps and the International Monetary System**", *Emerging Markets Finance and Trade*, Taylor & Francis.

DESTAIS **Christophe**, "L'AIIB, un atout dans le jeu régional et global de la Chine", *Banque & Stratégie*, n° 346, *Revue-Banque*, avril.

DESTAIS **Christophe**, "Dette grecque : l'insoutenable légèreté des créanciers", *Confrontation Europe*, n° 114, p. 10-11, juillet.

DISDIER Anne-Célia, **EMLINGER Charlotte**, **FOURÉ Jean**, "**Interdependencies between Atlantic and Pacific Agreements: Evidence from Agri-Food Sectors**", *Economic Modelling*, vol. 55(1), Elsevier, p. 241-253, juin.

DOCQUIER Frédéric, LODIGIANI Elisabetta, **RAPOPORT Hillel**, SCHIFF Maurice, "**Emigration and democracy**", *Journal of Development Economics*, vol. 120(120), Elsevier, p. 209-223.

DUFRÉNOT **Gilles**, GENTE Karine, MONSIA Fredia, "**Macroeconomic Imbalances, Financial Stress and Fiscal Vulnerability in the Euro Area before the Debt Crises: A Market View**", *Journal of International Money and Finance*, n° 67, p. 123-146.

EDO Anthony, "How Do Rigid Labor Markets Absorb Immigration? Evidence from France", IZA Journal of Migration, vol. 5(1), p. 1-20, avril.

EGGER Peter, **TOUBAL Farid**, "Common Spoken Language and International Trade", The Palgrave Handbook of Economics and Language, n° 9, WHSmith.

FAGIOLIO Giorgio, **SANTONI Gianluca**, "Revisiting the Role of Migrant Social Networks as Determinants of International Migration Flows", Applied Economics Letters, vol. 23(3), p. 188-193, février.

FIGUEIREDO Erik, **LIMA Renato Luiz**, **OREFICE Gianluca**, "Migration and Regional Trade Agreements: A (New) Gravity Estimation", Review of International Economics, vol. 1(24), p. 99-125, février.

FOURÉ Jean, **GUIMBARD Houssein**, **MONJON Stéphanie**, "Border Carbon Adjustment and Trade Retaliation: What Would Be the Cost for European Union?", Energy Economics, vol. 54(1), Elsevier, p. 349-362, février.

GAUTAM Madhur, **GOUEL Christophe**, **MARTIN J. Will**, "Managing Food Price Volatility in a Large Open Country: The Case of Wheat in India", Oxford Economic Papers, vol. 68(3), p. 811-835.

GNIMASSOUN Blaise, **MIGNON Valérie**, "How Macroeconomic Imbalances Interact? Evidence from a Panel VAR Analysis", Macroeconomic Dynamics, vol. 20(7), p. 1717-1741, octobre.

GOUEL Christophe, "Trade Policy Coordination and Food Price Volatility", American Journal of Agricultural Economics, vol. 98(4), p. 1018-1037.

GOURDON Julien, **MONJON Stéphanie**, **PONCET Sandra**, "Trade Policy and Industrial Policy in China: What Motivates Public Authorities to Apply Restrictions on Exports?", China Economic Review, vol. 40, p. 105-120, septembre.

GUIMBARD Houssein, **KAWASAKI Kenichi**, **KUNO Arata**, **NARAYANAN Badri G.**, "Analysis of the Role of Tariff Concessions in East Asia", GRIPS Discussion Papers, n° 16-21, décembre.

JEAN Sébastien, "Pas de printemps pour le commerce mondial", Confrontations Europe, juillet-août 2016.

JEAN Sébastien, "Le commerce international de produits agricoles : réflexions sur les évolutions récentes", Dossiers de l'environnement 36, INRA, février 2016.

MIGNON Valérie, "Pétrole et dollar : deux facettes d'un même pouvoir?", Revue Internationale et Stratégique, n° 104, p. 91-100.

MONJON Stéphanie, "**Réduire au-delà de 20 % les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne : quelles conséquences sur les secteurs intensifs en énergie européens ?**", Économie et Prévision, vol. 2016/1(208-209), janvier.

Annexe 4

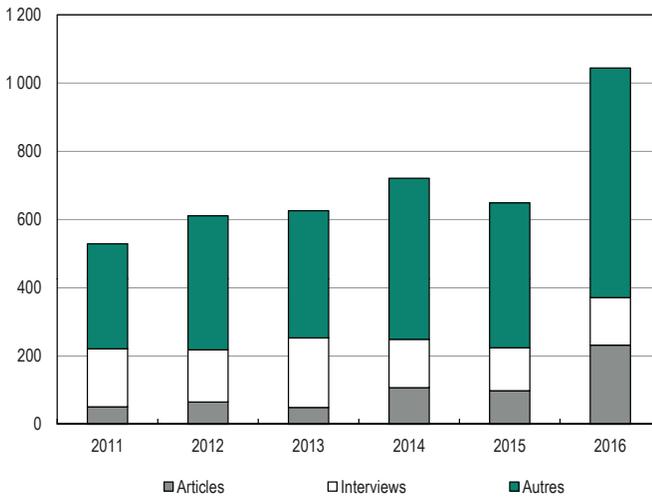


Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2016, les économistes du CEPII ont publié 232 articles de presse et réalisé 139 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 673 fois dans les médias, pour un total de 2 085 mentions dans les médias en incluant le web.

**Répartition des mentions du CEPII par types de supports,
2011-2015**



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia et Meltwater.

Annexe 5



Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations

INTERVENTIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Michel Aglietta

"L'avenir de la Zone Euro", Paris, Institut Diderot, 21 janvier.

"The Unbalanced IMS, the Dollar Cycles and the Systemic Crisis of Global Finance", Genève, UNCTAD, 26 janvier.

"Introduction générale à la problématique des taux d'intérêt négatifs", Paris, Institut Messine, 2 février.

"Taux d'intérêt négatifs, barrière de taux zéro, stagnation séculaire", Nanterre, Université Paris Nanterre, 4 février.

"Croissance et progrès : Synonymes ?", Paris, Ambassade de Suisse, 10 février.

"Après la COP 21 : comment mobiliser la finance pour la transition bas carbone ?", Bruxelles, Parlement européen, 16 février.

"Les évolutions du modèle chinois", Paris, APHEC - PSE, 11 mars.

"Cycle du dollar et instabilité du système monétaire international", Paris, APHEC - PSE, 11 mars.

"Les contradictions de la suprématie du dollar dans le système monétaire international", Paris, Réseau Proactif, 17 mars.

"2016 Conjoncture insolite ? Krach rampant, taux d'intérêt négatif, barrière de taux zéro et stagnation séculaire : Réinventer la politique macroéconomique en zone euro", Paris, Confrontations Europe, 30 mars.

"L'euro, une monnaie internationale", Arras, Université d'Artois, 1^{er} avril.

"Peut-on refonder un pacte de souveraineté pour la zone euro ?", Paris, Grand Orient de France/Marianne, 10 avril.

"La nouvelle époque de la réforme chinoise", Paris, Le Printemps de l'économie, 11 avril.

"How to Deal with Subpar Growth in the Euro Zone", La Haye, Syndicat European Trade Union, 12 avril.

"Consolidation des dettes publiques", Paris, Fondafip, 11 mai.

- "Financer la transition bas carbone", Paris, Shift, 14 juin.
- "Money, Financial Globalization and Secular Stagnation", Paris, OCDE, 18 mai.
- "Le renouveau de la monnaie internationale", Paris, École normale supérieure, 27 mai.
- "How to Deal with Subpar Growth in the Euro Zone?", Bruxelles, Confrontations Europe, 15 juin.
- "Pour libérer la puissance de la monnaie, réformer la finance", Paris, Alternatives économiques, 18 juin.
- "Soutenabilité des dettes publiques et croissance", Paris, Fondafip, 21 juin.
- "Stagnation séculaire, basse inflation et vulnérabilités financières", Paris, HCFP, 12 septembre.
- "Les termes du débat sur la stagnation séculaire", Paris, Chaire MPDD, 13 septembre.
- "Finance et climat : quels horizons temporels, quels scénarios ?", Paris, Association 2° Investing Initiative, 15 septembre.
- "Negative Interest Rate: The Symptom of a Dramatic Economic Policy Failure", Paris, Friedrich Ebert Stiftung-Cercle des économistes, 26 septembre.
- "Taux d'intérêt, stagnation séculaire, tragédie des horizons", Nanterre, Université Paris Nanterre, 29 septembre.
- "De la conception générique de la monnaie à l'énigme de la monnaie internationale", Villetaneuse, CEPN Paris 13, 7 octobre.
- "Pour un pacte politique européen", Blois, Les Journées de l'Histoire, 8 octobre.
- "Obstacles et opportunités de financer la transition énergétique", Paris, Chaire Énergie et Prospérité, 11 octobre.
- "Penser la monnaie au 21^e siècle", Rennes, Les Champs Libre, 22 octobre.
- "L'énigme de la monnaie internationale", Lyon, JECO de Lyon, 9 novembre.
- "Monnaie, liquidité, confiance", Paris, Société de psychanalyse freudienne, 19 novembre.

"Mobiliser la finance pour la croissance soutenable", Dijon, Alternatives économiques, 26 novembre.

"Montée des risques politiques et implication financière en zone euro", Paris, MEDEF, 2 décembre.

Réponses aux questions sur l'ouvrage "Monnaie - Entre dettes et souveraineté", Paris, Club des livres, 10 décembre.

Cecilia Bellora

"How green is organic? The Indirect Environmental Effects of Making EU Agriculture Greener", World Bank - Washington DC, GTAP, 15 juin.

"Octroi du Statut d'Économie de Marché à la Chine : Impacts économiques", Paris, Groupe des fédérations industrielles, 1^{er} juillet.

"Granting Market Economy Status to China in the EU: An Economic Impact Assessment", University of Copenhagen, Faculty of Science, 3 novembre.

Christophe Destais

"Towards an International Financial Public Order", Shenzhen, T20 Présidence chinoise, 27 janvier.

"Improving the G20 process", Beijing, 21 septembre.

"La Chine a-t-elle fini ses 30 glorieuses ?", 8 novembre.

Anthony Edo

"Immigration and the Gender Wage Gap", Brighton, 22 mars.

"Using Minimum Wages to Identify the Labor Market Effects of Immigration", Berlin, 21 juin.

"Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques", Paris, 3 septembre.

"Using Minimum Wages to Identify the Labor Market Effects of Immigration", Madrid, 22 novembre.

"Third Country Effect of Migration: the Trade-Migration nexus revisited", 12 décembre.

Charlotte Emlinger

"With a Little Help from My Friends: Multinational Retailers and China's Consumer Market Penetration", Helsinki, 10 septembre.

"Quality and Export Performance: Evidence from the French Cheese Industry", Paris, 11 octobre ; Phoenix, 13 décembre.

Étienne Espagne

"The Social Value of Mitigation Actions, the Missing Concept Between Carbon Pricing and Climate Finance", Bonn, Germany, UNFCCC, 20 mai.

"Nature and Money; How Environmental Anthropology and History Enlightens a New Dimension of Money", Paris 1-Panthéon Sorbonne, ESHET, 26-28 mai.

"Nature et Monnaie à l'ère de l'anthropocène", Lyon, Sciences-Po Lyon, 1-3 juin.

"La COP21 pose-t-elle les jalons d'un système financier cohérent avec les objectifs climatiques ?", Amphithéâtre Richelieu, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, 9-10 juin.

"European Association of Environmental and Resource Economics Conference", ETH Zürich, FEEM, 26 juin.

"Climate Finance After COP21: Is the Risk Systemic and Why This Matters.", OCP Policy Center, Rabat, Morocco, Comité scientifique de la COP22, 21 juillet.

"Fighting Climate Systemic Risk: From Carbon Pricing to Monetary Instruments", Bergische Universität Wuppertal, Germany, Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety; Wuppertal Institut für Klima, Umwelt, Energie, 6-7 septembre.

"Climate Systemic Risk: Some Possible Macroeconomic Representations", Cambridge, Madingley Hall, Cambridge Trust for New Thinking in Economics, 22-23 septembre.

"Finance et transition écologique", Salle Dussane, Ecole Normale Supérieure, Chaire Energie et Prospérité, 6 octobre.

"Macroeconomics, Climate Change and a New Carbon Policy Proposal", Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, Observatoire des Représentations du Développement Durable, 19-21 octobre.

Jean Fouré

"Is Trade Facilitation a Free Lunch? A General Equilibrium Approach", Washington D.C., 15 juin.

Thomas Grjebine

"Excess Finance and Growth", 25 mars.

"Housing and Macroeconomics: Evidence from Property Tax Shocks", Toulouse, 30 juin.

"Finance and the Decline of Productivity Growth in Europe", Munich, 10 septembre.

Houssein Guimbar

"Competing Liberalizations: Tariffs (and Trade) in the 21st Century", Helsinki, 9 septembre.

"La rationalité économique des accords de libre échange. Le point de vue de l'économiste", Brest, Centre de Recherche Administrative, Université de Bretagne Occidentale, 6 octobre.

Jérôme Héricourt

"Inégalités et Finance, un couple infernal ?", Lyon, 9 novembre.

Sébastien Jean

"TTIP : craintes et opportunités", débat organisé par l'Institut Jacques Delors – Notre Europe et TSE-Say it Aloud, Toulouse, 27 janvier 2016.

"TTIP, TPP and investment regulation", Workshop on Bilateral Investment treaties, Oslo University, Centre Universitaire de Norvège à Paris (CNUP), Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 23 février 2016, Paris.

"Will China's slowdown bring headwinds or opportunities for Europe and Central Asia?", Banque mondiale et OCDE, 3 mai 2016, Paris.

Conclusion, colloque « enjeux des comparaisons statistiques internationales », CNIS, 26 mai 2016, Paris.

"Competing Liberalizations: Tariffs and Trade in the 21st Century", 19th Global Economic Analysis Conference, Washington DC, juin 2016.

"How to improve the governance of the euro area? Views from France and Germany", CEPII-CESifo-DIW-OFCE, Paris, juillet 2016.

"Octroi du statut d'économie de marché à la Chine : impacts économiques", Paris, Groupe des fédérations industrielles, 1^{er} juillet.

Audition auprès du Haut Conseil des Finances Publiques, 12 septembre 2016.

"Huit ans après la crise, le G20 a-t-il trouvé sa place dans la gouvernance mondiale ?", séminaire G7/G20, Ministère des Affaires Etrangères, 4 novembre 2016.

"Refonder l'agriculture française", débat, 8 novembre 2016, JECO, Lyon.

Stéphane Lhuissier

Présentation de "The Regime-switching Volatility of Euro Area Business Cycles", Paris, France, Banque de France, 25 mars.

Présentation de "Do Uncertainty Shocks Always Matter for Business Cycles?", Bordeaux, France, The Society for Computational Economics, 27 juin.

Valérie Mignon

"Beyond average energy consumption in the French residential Housing Market: A Household Classification Approach", Bergen, 19-22 juin.

"Exchange Rate Pass-through in Emerging Countries: Do the Inflation Environment, Monetary Policy Regime and Institutional Quality Matter?", Nancy, 27-29 juin.

"La frontière a-t-elle un rôle économique ?", Aix en Provence, 1-3 juillet.

"Beyond Average Energy Consumption in the French Residential Housing Market: A Household Classification Approach", Nanterre, 1-2 septembre.

Cristina Mitaritonna

"Which Import Restrictions Matter for Trade in Services?", Paris, OCDE, 18 février.

"Empirical Investigations Applied to Trade in Services", Tunis, Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA), 2 juin.

"Determinants of Informal Trade: The Case of Benin", Washington D.C., World Bank, 20 juin.

Stéphanie Monjon

"Identifying the Main Uncertainty Drivers of Energy Security in a Low-carbon World: The Case of Europe", World Bank, 16 juin ; Bergen (Norvège), NHH, 20 juin.

Laurence Nayman

"L'apport de la France", Madrid, Worldklems, 22 mai.

Gianluca Orefice

"Third Country Effect of Migration: the Trade-Migration nexus revisited", 12 décembre.

"Let's Try Next Door: Technical Barriers to Trade and Multi-destination Firms", Bari, 5 septembre ; Pescara, 15 septembre ; Bergame, 5 mai.

"Trade and labor Market: A Multifaceted and Open Debate", 29 septembre.

"The Impact of Offshoring and Migration Policies on Migration flows", Florence, 13 juin.

Sophie Piton

"Economic Integration and the Non-tradable sector: the European Experience", Lisbonne, 31 mars.

"A European Disease? Non-tradable inflation and real interest rate divergence", Florence, 5 juillet ; Nottingham, 1^{er} septembre ; Paris, 2 novembre.

"Economic Integration and the Non-tradable Sector: the European Experience", Paris, 1^{er} décembre.

Gianluca Santoni

"Ethnic Firms, Diasporas and International Trade", Helsinki, ETSG, 8-10 septembre.

"Chair Session IV: Imported Inputs and Global Sourcing", Lucca (IMT), ITSG, 27-28 octobre.

Fabien Tripier

"Excess Finance and Growth", 25 mars.

Présentation de "Do Uncertainty Shocks Always Matter for Business Cycles?", Bordeaux, France, The Society for Computational Economics, 27 juin.

Deniz Ünal

"La conjoncture économique en Turquie", 11 février.

Annexe 6



Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Commerce international, chaînes de valeur et politiques commerciales

Présentations : Lucian Cernat, chef économiste de la DG TRADE de la Commission européenne et Sébastien Miroudot, économiste sénior à l'OCDE sur les questions de commerce.

Partenariat Trans-Pacifique, Nairobi : tour d'horizon de l'actualité de la politique commerciale

Présentation : Martin Harvey, responsable des négociations commerciales pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce néo-zélandais.

Présidence : par Sébastien Jean, Directeur du CEPII.

TTIP Negotiations

Présentation : Dan Mullaney, Assistant U.S. Trade Representative, U.S. Chief Negotiator for T-TIP.

Présidence : Sébastien Jean, Director of the CEPII.

La monnaie - Entre dettes et souveraineté

Conférenciers : Michel Aglietta, Professeur émérite de Sciences économiques à l'Université de Paris-X Nanterre, Conseiller au CEPII et France Stratégie ; Pierre-Cyrille Hautcoeur, économiste et historien, spécialiste d'histoire monétaire et financière, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Les printemps de l'économie 2016 L'économie en quête de territoire(s)

Que reste-t-il de nos frontières ?

Intervenants : Thierry Mayer, économiste, CEPII ; Franck Von Tongeren, économiste sénior, OCDE ; Elvire Fabry, chercheur sénior, Institut Jacques Delors Notre Europe ; Edouard Bourcieu, Représentation en France de la Commission européenne.

Animation : Emmanuel Lechypre, BFM Business.

CONFÉRENCE

28 janvier

Paris

Dans le cadre de la série AMMEs
(Articulation des données Macro-
Micro d'Entreprises)

CONFÉRENCE

4 février

Paris

Co-organisé avec l'ambassade
de Nouvelle-Zélande

CONFÉRENCE

16 mars

Paris

CONFÉRENCE

31 mars

Paris

CONFÉRENCE

6-14 avril

Paris

CONFÉRENCE

15 avril

Paris

Agroalimentaire et grande distribution : quelle stratégie à l'international ?

Présentations : Charlotte Emlinger, économiste au CEPII. Karine Stéphane Dahmani, Directeur Economie & Contrat de filière, Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA) ; Philippe Mutriciy, directeur, BPI France.

CONFÉRENCE

29 juin

Paris

Croissance et Finance - Trouver le point d'équilibre

Intervenants : Boris Cournède, Économiste Senior, Division de l'économie publique à l'OCDE ; Thomas Grjebine, Économiste, spécialiste de l'immobilier au CEPII.

Présidence : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII.

CONFÉRENCE

5-6 juillet

Florence (Italie)

Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

16th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

Session 1 – Sovereign Risk and Crises

Session 2 – Trade, Exchange Rate, and Quality

Session 3 – Senior Session

Session 4 – Monetary Policy and Price Dynamics

Session 5 – Macroeconomics and News

Session 6 – Trade Costs and Integration

Session 7 – Global Value Chains

Session 8 – Finance

SÉMINAIRE

7 juillet

Paris

Co-organisé avec CESifo-DIW-OFCE.

Franco-German Conference

– German Economy: The Current Account Surplus and Labour Market: New Challenges?

– French Economy: What Policies to Reduce Unemployment and Foster Competitiveness?

– Preventing Europe from Low Growth and Low Inflation and Supporting Investment. Do We Need New Monetary and Fiscal Policies?

– Migration, Demography and Labour Mobility

– How to Implement Stabilisation Policies with High Public Debt? How to Correct Nominal Divergence in Europe?

– How to Improve the Governance of the Euro Area?

How to improve the governance of the euro area? Views from France and Germany

Intervenants : Ferdinand Fichtner, Head of the Forecasting and Economic Policy Department, DIW ; Clemens Fuest, President of the Ifo Institute ; Sébastien Jean, Director of the CEPII ; Jean Pisani-Ferry, Commissioner-General of the French Prime Minister's Policy Planning (France Stratégie) ; Xavier Ragot, President of the OFCE.

Modérateur : Marie Charrel, journaliste, Le Monde.

Montée des tensions et défauts de coordination

Malaise dans la mondialisation

Animation : Dominique Rousset, journaliste, France-Culture

"Retour sur les mondialisations d'hier, interrogations sur la mondialisation d'aujourd'hui", Jules Hugot, maître de conférences, Pontificia Universidad Javeriana

"Migrations et crise des réfugiés", Anthony Edo, économiste, CEPII

Discussion : "Mondialisation et retour des risques géopolitiques", Tania Sollogoub, économiste senior, Crédit agricole

Ruptures dans la finance ?

Animation : Christian Chavagneux, éditorialiste, Alternatives économiques

"Interrogations sur le système dollar", Michel Aglietta, conseiller, CEPII

"Au bout des réformes bancaires ?", Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, conseillère éditoriale, CEPII

Discussion : "Plus de stabilité financière, moins de croissance ?", Clémentine Gallès, responsable des études macro-financières, Société générale

Le statut d'économie de marché de la Chine : quels enjeux pour l'Europe ?

Présentations : Cecilia Bellora, économiste, CEPII ; Edouard Bourcieu, chef adjoint de l'unité en charge de la stratégie commerciale de l'UE, Commission européenne ; François Godement, directeur du programme Asie et Chine, European Council on Foreign Relations ; Sébastien Jean, directeur du CEPII.

Présidence : Christophe Destais, directeur-adjoint du CEPII

CONFÉRENCE

8 juillet

Paris

Co-organisé avec CESifo-DIW-OFCE

COLLOQUE

7 septembre

Paris

À l'occasion de la parution de l'ouvrage L'économie mondiale 2017, Coll. Repères, La Découverte

CONFÉRENCE

8 septembre

Paris

En partenariat avec l'European Council on Foreign Relations (ECFR)

CONFÉRENCE

16 septembre

Paris

Co-organisé avec SUERF et PSE

Rethinking Capital Controls and Capital Flows

Session I - Capital controls and foreign exchange interventions

"Banks Make Sterilized FX Purchases Expansionary", Márcio Gomes Pinto Garcia, Pontificia Universidade Católica do Rio De Janeiro

"Optimal Capital Controls and Real Exchange Rate Policies: A Pecuniary Externality Perspective", Alessandro Rebucci, John Hopkins University Carey Business School

"Exchange Rate Policies at the Zero Lower Bound", Fabrizio Perri, Federal Reserve Bank of Minneapolis

"Currency Wars or Efficient Spillovers? A General Theory of International Policy Cooperation", Anton Korinek, Johns Hopkins University and NBER

Présidence : Marc-Olivier Strauss-Kahn, Banque de France

Policy Panel - Capital flows and the international dimension of monetary policy

Modérateur: Francesco Giavazzi, Bocconi University

Discussion : Kristin J. Forbes, Bank of England and MIT Sloan School of Management ; Catherine L. Mann, OECD ; Lorenzo Bini Smaghi, Société Générale ; Jonathan Ostry, IMF ; Karim El Aynaoui, OCP Policy Center ; Kevin Noel Cowan, Inter-American Development Bank

Session II - Capital flows and macroeconomic performance

"Are Capital Inflows Expansionary or Contractionary? Theory, Policy Implications, and Some Evidence", Olivier Blanchard, Peterson Institute for International Economics

"Monetary Policy with Large Capital Flows", Hélène Rey, London Business School

"International Sectoral Portfolios", Natacha Valla, EIB and SUERF
Decomposing International Portfolio Flows", Frank E. Warnock, Darden Business School-University of Virginia

"Global Imbalances and Currency Wars at the ZLB", Pierre-Olivier Gourinchas, University of California, Berkeley

Présidence : Philippe Trainar, SCOR

13th Asia Europe Economic Forum

Riding the new waves: Asian and European Economic Perspectives

Coordination on Trade and Investment Policies

Présentations : Sébastien Jean, Director, CEPPII ; Masahiro Kawai, Professor, University of Tokyo, and Senior Research Advisor,

COLLOQUE

21-22 septembre

Beijing, Chine

Co-organisé avec

l'Asia-Europe Foundation.

RIETI ; Robert Koopman, Chief Economist and Director, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization ; Innwon Park, Professor, Division of International Studies, Korea University ; André Sapir, Senior Fellow.

Présidence : Matthias Helble, Research Economist, ADBI

IMF Insights on Slow Trade and Global Disinflation

Présentations : Zsoka Koczan, Economist in the World Economic Studies Division of the Research Department at the International Monetary Fund ; Aqib Aslam, Economist in the World Economic Studies Division of the Research Department at the International Monetary Fund

CONFÉRENCE
12 octobre

Paris

Quel rôle l'UE peut-elle jouer dans la mise en place d'un ordre financier mondial ?

Présentation : Sylvie Goulard , députée européenne ; membre titulaire de la commission parlementaire en charge des affaires économiques et monétaires (ECON) ; suppléante en commission des Affaires constitutionnelles (AFCO) ; suppléante de la commission d'enquête Blanchiment de capitaux, évasion fiscale et fraude fiscale (PANA) ; présidente de l'Intergroupe de lutte contre la pauvreté au sein du Parlement européen.

Discutant : Jean-Pierre Landau, professeur d'économie et doyen de l'École des Affaires Publiques, Sciences-Po Paris

CONFÉRENCE
17 octobre

Paris

XIVth ELSNIT Annual Conference : Investment Treaties and Investment Promotion Policies

Chair: Bernard Hoekman, European University Institute, Italy.

"The Anatomy of Double Tax Treaties: Complexity, Generosity, and Information Exchange and Their Effects", by Peter Egger, ETH Zurich, CESifo, GEP, WIFO and CEPR – Switzerland

Moderation: Gerald Willmann, Universität Bielefeld and Kiel Institute for the World Economy, Germany

"Drivers of FDI: The Role of Institutions and Policy", by Fahad Hassan Khan, ADB

Comments: Emanuel Ornelas, Fundacao Getulio Vargas, Sao Paulo, Brazil

"Profit Shifting and FDI Restrictions", by Mathilde Lebrand, European University Institute and CESifo, Italy.

CONFÉRENCE
21-22 octobre

Paris

Organisé par le réseau ELSNIT
CEPII : partenaire du réseau.

Comments : Juan Carluccio, Banque de France, France

Chair: Jacint Jordana, IBEI and Universitat Pompeu Fabra, Spain

"The Anatomy of Foreign Investment News", by Maggie Chen, George Washington University, USA

Comments: Patricia Tovar, UCP, Peru

"Convergence and Divergence in the Investment Treaty Universe: Scoping the Potential for Multilateral Consolidation", by Wolfgang Alschner, World Trade Institute, Switzerland

Comments : Maria Bas, University Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France.

Chair: Simon Evenett, Universität St. Gallen – Switzerland.

"Balancing Investor Protection and the Right to Regulate", by David Gaukrodger, OECD

Comments: Bernard Hoekman, European University Institute – Italy

"The How and Why of Investment Promotion", by Beata Javorcik, University of Oxford, UK

Chair: Gianmarco Ottaviano, London School of Economics, UK

"Bilateral Investment Treaties Do Work: Until They Don't", by Emma Aisbett, Universität Hamburg, Germany.

Comments: Natalia Ramondo, UC San Diego, USA

"Do Multinationals Help or Hinder Local Firms? Evidence from the Costa Rican ICT Sector", by Ricardo Monge González, Instituto Tecnológico de Costa Rica

Comments: Swati Dhingra, London School of Economics, UK

"Does the Elimination of Export Share Requirements in Special Economic Zones Affect Export Performance? Evidence from the Dominican Republic", by Alejandro Riaño, University of Nottingham, UK

Comments: Roberto Álvarez, Universidad de Chile

Chair: James Zhan, UNCTAD.

Policy Panel: Investment Agreements and Promotion: What's Next?

Presentation: Fahad Hassan Khan, ADB ; Adalberto Netto, APD Invest in Parana – Parana, Brazil ; Ana Novik, OECD ; Jorge Sequeira, CINDE– Costa Rica ; and Christian Volpe Martincus, IDB/ INT.

Big Data and Migration: The Next Frontier in Migration Measurement and Analysis

"So Little Data: Existing Information Sources on International Migration Flows", Simone Bertoli, CERDI, University of Auvergne

"Data-driven models of human mobility", Fosca Gianotti, Information Science and Technology Institute, Pisa

Discutant : Frédéric Docquier, Catholic University of Louvain

"Big Data, Diversity and Wellbeing", Dino Pedreschi, University of Pisa

Discutant : Philipp Ketz, PSE

Immigration in OECD Countries 6th Annual International Conference

The conference focuses on the economic aspects of international migration in OECD countries by mapping the migratory flows and defining their socio-economic determinants and consequences. The conference also sheds light on issues related to migrants residing in OECD countries such as their labour market outcomes, their selection, the transferability of their skills, etc.

Pascal Lamy sur : Quel avenir pour le commerce international ?

Ralentissement des échanges, échec ou piétinement des négociations (TTIP, CETA), tensions et controverses politiques (Brexit, Trump) : après plusieurs décennies de développement extraordinairement rapide, le commerce international est aujourd'hui sur la sellette, cible d'interrogations quand ce n'est pas d'attaques.

Faut-il y voir une inflexion durable pour le phénomène de mondialisation commerciale et pour les institutions qui régissent ces relations ?

Au-delà des péripéties de court terme, comment interpréter cet ensemble de développements politiques, institutionnels et économiques ?

Modeling Real International Relationships A MIRAGE Consortium Workshop

This seminar is organised around the MIRAGE consortium and will cover a wide spectrum of topics linked to real international relationships such as trade policies, the environment or development.

SÉMINAIRE

25 octobre

Paris

CONFÉRENCE

11 décembre

Paris

Co-organisé avec l'OCDE, PSE, Université catholique de Louvain, LEM, Fondazione Rodolfo De Benedetti, Université du Luxembourg.

CONFÉRENCE

14 décembre

Paris

SÉMINAIRE

15 décembre

Paris

The sessions will focus both on methodological issues and interactions between applied general equilibrium models and policy makers.

B - SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

19 février

Trade in Value Added and Factors: An Overview

Nowadays, production processes are more and more regionally and globally integrated implying that a country's exports embody value added generated in upstream production in other countries and industries. Therefore, gross exports figures do not provide an accurate picture of trade flows and its impact on income and employment any longer.

This lecture provides an overview of ongoing research in this field, providing insights into the construction and use of multi-country input-output tables, and discusses relevant indicators derived from these sources to gain insights into magnitudes and trends of production sharing and value added trade. Based on these data and indicators it summarizes important implications and consequences based on recent contributions.

Présentation : Robert Stehrer, Deputy Scientific Director, The Vienna Institute for International Economic Studies (WIIW).

11 mars

Commerce et développement : trente ans de débats, quel consensus ?

Que ce soit par mercantilisme ou parce que les exportations sont souvent un moteur de croissance irremplaçable pour les petits pays, assurer leur expansion est une préoccupation constante pour les gouvernements des pays en développement. Que nous a apporté à cet égard la nouvelle littérature centrée sur les firmes ? Dans un environnement où la politique commerciale opère sous de multiples contraintes, quelles sont ou devraient être les priorités ? Les accords régionaux, existants ou en négociation, ont-ils le potentiel d'améliorer réellement l'accès aux marchés pour les pays en développement en l'absence d'un round multilatéral ? L'aide internationale a-t-elle encore un rôle à jouer pour que l'offre de produits exportables réponde aux incitations ? Y a-t-il un espace pour des politiques publiques efficaces dans des environnements à faible gouvernance et à capacités limitées ? Comment pourrait-on les évaluer si l'on souhaitait vraiment le faire ? Cette intervention

brosse un panorama des enjeux analytiques et politiques du commerce international pour les pays en développement à la lumière de la littérature récente.

Présentation : Olivier Cadot, Directeur, Institut d'Économie Appliquée, Faculté des HEC, Université de Lausanne.

C - ATELIER THÉMATIQUE

LUNCH TALK EUROPE INTERNATIONAL

(co-organisé avec France-Stratégie)

Des incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde. De la crise sont nées des ébauches institutionnelles pour l'Europe, et il s'agit aujourd'hui de les transformer en un édifice solide et pérenne. Les grands chantiers aujourd'hui ouverts pour l'Union européenne à 28 et pour la zone euro posent des questions économiques, institutionnelles, politiques, sociétales, de gouvernance.

Dans ce contexte, le CEPII et le CGSP organisent des rencontres mensuelles sur l'Europe qui ont vocation à rassembler, autour d'un intervenant choisi pour son actualité ou son implication dans le champ européen, diverses personnalités du monde officiel, économique, financier ou académique, pour discuter collectivement des grandes thématiques européennes.

L'Allemagne, force d'entraînement ou de déséquilibre en zone euro ?

28 janvier

Paris

Présentations : Benjamin Weigert, Banque Fédérale d'Allemagne (BUBA) ; Xavier Ragot, Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE),

Le travail de demain : ni salariés, ni indépendants

18 mars

Paris

Présentation : Alan B. Krueger, Benheim Professor d'économie et de politiques publiques au Département d'économie de la Woodrow Wilson School- Université de Princeton, Chairman des conseillers économiques auprès du Président Obama (2011-2013)

Discutante : Selma Mahfouz, Directrice de la Direction de l'Animation de la Recherche des Études et des Statistiques (DARES) au ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

21 avril

Paris

Innovation, inégalités de revenus et mobilité sociale

Présentation : Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, titulaire de la Chaire "Économie des institutions, de l'innovation et de la croissance", Professeur d'économie à l'Université d'Harvard

Discutante : Catherine Mann, Chef économiste et responsable du Département Économie de l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement (OCDE)

31 mai

Paris

Services et numérique : le PIB est-il sous-évalué ?

Présentation : Sir Charles Bean, Professeur d'Économie, London School of Economics

Discutant : Fabrice Lengart, Commissaire général adjoint de France Stratégie

10 juin

Paris

Comment renforcer le fonctionnement de la zone euro ?

Présentation : Hélène Rey, Co-auteur du rapport "Reinforcing the Eurozone and Protecting an Open Society", London Business School

Discutant : Emmanuel Massé, Chef du service des politiques macroéconomiques et affaires européennes, DG Trésor

1^{er} septembre

Paris

Quels effets d'un salaire minimum à 15\$?

Présentation : Michael Reich, Professeur d'économie, Université de Californie, Berkeley, Institute for Research on Labor & Employment

Discutant : Andrea Garnero, Économiste, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

21 septembre

Paris

The Euro and the Battle of Ideas

Présentations : Markus K. Brunnermeier, Professor of Economics, Director of the Bendheim Center for Finance, Princeton University ; Jean-Pierre Landau, Professor of Economics, SciencesPo (Paris) and former Dean of the School of Public Affairs.

15 novembre

Paris

The New View of Fiscal Policy and Its Application

Présentation : Jason Furman, Chairman of Barack Obama's Council of Economic Advisors

Discutante : Claire Waysand, Inspectrice générale des Finances

Is Immigration Beneficial to Receiving Countries?"

9 décembre

Paris

Présentation : George J Borjas, Professor of Economics and Social Policy at the Kennedy School of Government, Harvard University

Discutant : Hillel Rapoport, Professeur d'économie à PSE et Conseiller scientifique au CEPII.

D - SÉMINAIRES INTERNES

"Collateral damage: the effects of russian trade sanctions on firms's exports", par Matthieu Crozet.

28 janvier

"With a Little help from My Friends : Multinational Retailers and China's Consumer Market Penetration", par Charlotte Emlinger et Sandra Poncet.

11 février

"Using Minimum Wages to Identify the Labor Market Effects of Immigration", par Anthony Edo.

10 mars

"Economic Relevant of Hidden Factors in International Bond Risk Premia", par Luca Tiozzo.

24 mars

"Excess Finance and Growth", par Thomas Grjebine et Fabien Tripier.

12 mai

"L'octroi du statut d'économie de marché à la Chine : impact économique", par Sébastien Jean, Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre.

19 mai

"Identifying the main uncertainty drivers of energy security in a low-carbon world: The case of Europe", par Stéphanie Monjon.

26 mai

Technical Barriers to Trade and Multi-destination firms", par Gianluca Orefice et Lionel Fontagné.

9 juin

"Determinants of Cross Border Informal Trade: the Case of Benin", par Cristina Mitaritonna.

23 juin

"Ethnic Firms, Diasporas and International Trade", par Gianluca Santoni.

30 juin

Can gravity and general equilibrium go on a date? Trade costs and the Trade Facilitation Agreement", par Jean Fouré et Lionel Fontagné.

29 septembre

How Income Inequality Drives Household Leverage: Theory and Cross-Country Evidence", par Jérôme Héricourt et Samuel Ligonnière.

13 octobre

17 novembre

"From China with Love", par Gianluca Santoni.

8 décembre

"Does firm' exposure to export markets affect skilled and unskilled labor volatility?", par Gianluca Orefice, Maria Bas, Pamela Bombarda, Sébastien Jean.

E - SÉMINAIRES EXTERNES

20 juin

"Streamlining South Africa's Export Development Efforts in Sub-Saharan Africa: A Decision Support Model Approach", Wilma Viviers (North-West University, Potchefstroom Campus, South Africa).

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

L'Italie : en route pour la reprise ?

Intervenants : Fabrizio Pagani, Chef du Bureau du Ministre des Finances d'Italie ; Andrea Goldstein, Directeur général de Nomisma

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

L'impact économique des sanctions commerciales

Intervenants : Matthieu Crozet, Conseiller scientifique au CEPII et Professeur d'économie à l'Université Paris-Sud ; Patrick Allard, Consultant permanent auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (MAEDI)

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Chinese State-Owned Enterprises Reforms: Where Do we Stand?

Intervenant : Chen Bo, (Associate) Chair Professor of Shanghai University of Finance and Economics (SHUFE) and Secretary General of the Research Institute on Free Trade Zone

Discutante : Suyan Zhou, Institutional Relations Director of EDF

Président de séance : Sandra Poncet, Scientific Advisor to the CEPII

Lunch Discussion - Japan's Economy: Assessment & Outlook

Intervenant : Jun Saito, Project Professor, Keio University, and Senior Research Fellow, Japan Center for Economic Research

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Le partenariat transpacifique est bien un accord commercial... et plus encore !

Intervenant : Thierry Mayer, Conseiller Scientifique du CEPII, Professeur d'économie à Sciences-Po et Fellow au CEPR ;

Discutant : Christian Rivet de Sabatier, Directeur à la Direction financière de Renault

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

LES MATINALES DU CLUB

5 janvier

Paris

Avec la participation de Nomisma
(Società di studi economici)

LES MATINALES DU CLUB

20 janvier

Cycle Accords commerciaux
et nouveaux régionalismes

Paris

LES MATINALES DU CLUB

29 janvier

Cycle Émergents

Paris

LES HUIS-CLOS DU CLUB

2 février

Paris

LES MATINALES DU CLUB

12 février

Cycle Accords commerciaux
et nouveaux régionalismes

Paris

LES MATINALES DU CLUB

17 février

Cycle Émergents
Paris

L'économie du Vietnam : promesse ou mirage ?

Intervenants : Christophe Barat, Chargé d'études, Analyse macroéconomique et risque pays, Agence française de développement ; Philippe Papin, Directeur d'études à l'École Pratique de Hautes Études et Chaire d'Histoire du Vietnam classique

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

4 mars

Cycle Afrique
Paris

L'Afrique sub-saharienne va-t-elle bénéficier d'un "dividende démographique" au XXI^e siècle ?

Intervenants : Jean-Pierre Guengant, Démographe économiste, Directeur de recherche émérite, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne ; Henri-Bernard Solignac-Lecomte, Chef de l'unité Afrique & Moyen Orient du Centre de Développement de l'OCDE

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

18 mars

Cycle Énergie & Environnement
Paris

Au delà de la COP21 : la finance face à un nouveau risque systémique

Intervenants : Mathieu Arndt, Consultant, Spécialiste du Climat et de l'Environnement ; Étienne Espagne, Économiste et Spécialiste des questions environnementales au CEPIL ; Ivan Odonnat, Adjoint au Directeur général de la stabilité financière et des opérations de la Banque de France ; Robert Vautard, Directeur de recherche au CNRS

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

24 mars

Cycle Émergents
Paris

La Malaisie et l'Indonésie au cœur de l'ASEAN

Intervenants : Sopanha Sa, Économiste senior Asie, Société Générale ; David Camroux, Maître de conférences, Centre de recherches internationales, Sciences Po

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

12 avril

Paris

La montée du risque politique dans les scénarios économiques

Intervenants : Thomas Gomart, Directeur de l'IFRI ; Tania Sollogoub, Économiste senior, Crédit Agricole

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

Discussion on China with Alicia Garcia-Herrero

Intervenant : Alicia Garcia Herrero is Chief Economist for Asia Pacific at NATIXIS

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

L'Iran

Intervenants : Bernard Hourcade, Directeur de Recherche Émérite au CNRS et Wilson Center Global Fellow ; Sofia Tozy, Économiste à la Coface

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

La BCE tient-elle la zone euro à bout de bras ?

Intervenantes : Agnès Bénassy-Quéré, Directrice du Centre d'Analyse Économique ; Isabelle Job-Bazille, Directrice des Études Économiques Groupe, Crédit Agricole

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

L'Algérie : enjeux et perspectives d'un pays en crise

Intervenants : Kader A. Abderrahim, Maître de conférences à l'IEP Paris, Chercheur à l'IRIS, Professeur associé à l'EGE de Rabat ; Régis Galland, Économiste au département des études économiques et sectorielles du Groupe Société Générale

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

India: Better than Most, but Could it Be Better?

Intervenant : Mohan Guruswamy, Director of the Centre for Policy Alternatives in New Delhi.

Président de séance : Michel Fouquin, Conseiller au CEPII

**Politique monétaire américaine :
Les Émergents aux premières loges**

Intervenants : Pierre-Olivier Beffy, Chef économiste Groupe chez Exane ; Marc Pourroy, Maître de Conférences en économie à l'Université de Poitiers ; Fabien Tripier, Professeur à l'Université de Lille, Conseiller scientifique au CEPII

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

LES HUIS-CLOS DU CLUB

12 avril

Paris

LES MATINALES DU CLUB

21 avril

Point-Pays

Paris

LES MATINALES DU CLUB

12 mai

Paris

LES MATINALES DU CLUB

8 juin

Point-Pays

Paris

DISCUSSION

10 juin

Point-Pays

Paris

LES MATINALES DU CLUB

16 juin

Paris

DISCUSSION

28 juin

Cycle MENA

Paris

The Economic Consequences of the Wars in the Middle East and Northern African Countries

Intervenants : Adnan Mazarei, Deputy-Director of the Middle East and Central Asia Department at the IMF ; Björn Rother, Advisor in the Middle East and Central Asia Department at the IMF

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

DISCUSSION

15 septembre

Paris

Rich People Poor Countries: The Rise of Emerging-Market Tycoons and their Mega Firms

Intervenante : Caroline Freund, Senior Fellow at the Peterson Institute for International Economics

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

LES MATINALES DU CLUB

6 octobre

Cycle Chine

Paris

La Chine et son nouveau plan quinquennal

Intervenants : Michel Aglietta, Conseiller au CEPII et à France Stratégie, Professeur émérite à l'Université de Paris-X Nanterre ; André Chieng, Président d'AEC, Vice-Président du Comité France-Chine et Conseiller du Commerce extérieur de la France en Chine

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

LES MATINALES DU CLUB

13 octobre

Cycle Afrique

Paris

Made in Africa - Could Africa Become the New Manufacturing Hub?

Intervenant : Carol Newman is an associate professor in the Department of Economics, Trinity College Dublin.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

LES MATINALES DU CLUB

24 novembre

Paris

Life after "Brexit"

Intervenants : Iain Begg, Professorial Research Fellow at the European Institute, London School of Economics and Political Science ; Thierry Mayer, Scientific Advisor at the CEPII, Professor in Economics at Sciences-Po and Fellow at CEPR

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Annexe 7



Participation à des groupes
de travail et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Direction du groupe sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC.

Jézabel Couppey-Soubeyran

Membre du Haut Conseil certificateur de place, Autorité des marchés financiers

Christophe Destais

Membre du Comité des risques émergents, Direction Générale du Trésor

Gilles Dufrenot

Membre du groupe de travail sur les dettes publiques, Caisse des Dépôts et Consignations, Institut CDC pour la Recherche

Étienne Espagne

Participation au Groupe de travail de la Caisse des Dépôts sur "La croissance potentielle en Europe".

Lionel Fontagné

Membre du Conseil d'Analyse Économique

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS

Michel Fouquin

Membre du comité scientifique de journées de l'économie de Lyon

Thomas Grjebine

Travail d'appui sur les thématiques de l'investissement public, de l'investissement résidentiel, des conséquences macro-économiques des chocs de fiscalité, de la relance du marché immobilier, Présidence de la République.

Houssein Guimbard

Participation au Comité de Pilotage de l'évaluation du Programme des Renforcements des Capacités Commerciales (PRCC) français.

Participation aux travaux du groupe MAST (Mesures Non-tarifaires).

Membre du Comité Scientifique la Société Française d'Économie Rurale, pour l'organisation du colloque "Compétitivité, agriculture et alimentation".

Sébastien Jean

Membre du comité stratégique de la Direction Générale du Trésor.

Membre du groupe de travail de l'Institut Montaigne sur le TTIP.

Membre du Conseil d'orientation du consortium GTAP (Global Trade analysis Project, Purdue University, USA).

Membre du Steering Committee du Global EPAs Resarch Consortium (GRIPS, Tokyo, et Brandeis University, MA, United States).

Membre du groupe de travail MOND'Alim 2030, panorama prospectif de la mondialisation des systèmes alimentaires, Ministère de l'Agriculture.

Membre du groupe d'experts E-15 sur le thème "Agricultural trade, food security and sustainable development", conjointement organisé par l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) et l'International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC).

Jérôme Héricourt

Président du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), organisateur des Doctoriales annuelles en Economie et Finance Internationales 2013 - 2017.

Membre du projet "Les transformations de l'économie française par le prisme du commerce international, 1716-1821", financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR)

Valérie Mignon

Membre élue au Cercle des Économistes.

Membre élue au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Économiques.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance".

Stéphanie Monjon

Participation au groupe de travail "Éthique, responsabilité sociale et développement durable", Université Paris Dauphine.

Lionel Ragot

Co-organisateur du séminaire pluridisciplinaire "Migrations : regards croisés", Université Paris Ouest et Musée de l'histoire de l'immigration.

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre élu au bureau de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE).

Hillel Rapoport

Co-directeur du G-MonD, groupe de recherche sur la mondialisation et le développement à l'École d'Économie de Paris Co-directeur de la Direction Thématique 1 ("mondialisation") du labex OSE.

Gianluca Santoni

Membre du Comité Scientifique de la conférence annuelle de l'ITSG.

Deniz Ünal

Membre du Comité France-Turquie.

Annexe 8



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADB), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics – Chinese Academy for Social Sciences (IWEPP-CASS), et Korea University.

Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du **CEPII** (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'**IfW** (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de **EUI** (l'European University Institute, Italie), de l'**IBEI** (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'**University of St. Gallen** (Suisse), du **CEP** (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du **CEPR** (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'**IDB** (Inter-American Development Bank - représenté par **INT** et **INTAL**).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'Économie et des Finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), **CEPII** (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ENPC** (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), **GREQAM** (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, États-Unis), **PSE** (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), **THEMA** (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), **ULB** (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & **Université de Paris 1** (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action

des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

Les journées de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Rapport d'activité 2016

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

Commissariat général à la stratégie et à la prospective

CEPII

113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en mai 2017

